



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Industrie

- Pourquoi y a-t-il toujours autant de lithium dans les eaux souterraines, trois ans après l'incendie Bolloré Logistics ? (France 3)

Nucléaire

- À Penly, une réunion publique pour présenter l'exercice de sûreté nucléaire (Paris Normandie)

Économie et vie des entreprises

- Haropa Port dresse le bilan 2025 et trace ses priorités à cinq ans (Gazette de Normandie)
- Quatre chiffres pour comprendre la situation économique de la région du Havre en 2025 (Paris Normandie)
- La justice a tranché, les délégués syndicaux de France Travail Normandie devront enquêter avec la direction (PARIS NORMANDIE)
- Fermeture d'Arlanxeo : PSE signé et 165 emplois supprimés, la CGT dénonce un accompagnement limité (Paris Normandie)
- Des moteurs chinois électriques assemblés par Renault à Cléon en Seine-Maritime dès 2027 (Le Parisien)
- Une nouvelle ligne de montage pour Renault/Ampère à Cléon : « Jusqu'à 120 000 unités par an ! » (Paris Normandie)
- "La fabrication de tous les moteurs électriques aurait pu créer de l'emploi" : la CGT inquiète des futurs moteurs chinois assemblés à l'usine Renault de Cléon (France 3)
- En Normandie, Renault va hériter de 120 000 moteurs électriques jusque-là assemblés en Chine (Ouest France)
- Jusqu'à « 120 000 moteurs par an » : Renault rapatrie une partie de sa production dans l'usine de Cléon (76 actu)
- Axe Seine : 11,6 hectares de foncier stratégique pour Panattoni France (Normandinamik)
- Pourquoi des salariés de Thales LAS, près de Rouen, font-ils grève ? (Paris Normandie)
- Près de Tôtes, PEG espère pouvoir construire un bâtiment de stockage après 15 ans de démarches (Paris Normandie)
- Près du Havre, H2drOne mise sur ses robots sous-marins pour conquérir de nouveaux marchés (Paris Normandie)
- En Seine-Maritime, comment féminiser les postes de cadres dans les entreprises du bassin économique dieppois (Paris Normandie)

Santé

- Rouen : deux jours de débats pour comprendre l'impact de l'environnement sur notre santé (Gazette de Normandie)

Sécurité

- Mosquée attaquée, synagogue incendiée, églises profanées : devant la hausse des actes antireligieux, la sécurité des lieux de culte bientôt renforcée en Normandie (France 3)
- Près de Saint-Romain-de-Colbosc. "Ce sont des agissements intolérables" : un maire victime de menaces de mort porte plainte, un Eurois placé en garde à vue (Courrier Cauchois)
- Victime de menaces de mort, le maire de ce village près du Havre, sous le choc, se décide à parler (Paris Normandie)
- Impressionnant incendie dans un appartement à Rouen : un immeuble évacué (76 actu)
- Près d'Yvetot. Incendie dans une exploitation agricole : un important dispositif de sapeurs-pompiers sur place (Courrier Cauchois)
- Autoroute bloquée et plusieurs blessés, les accidents perturbent la matinée sur l'A28 au nord de Rouen (76 actu)

Collectivités locales et équipements publics

- « Principe de précaution » : Saint-Pierre-lès-Elbeuf doit prolonger la fermeture du 404 et se réorganiser (76 actu)

Société

- 47 000 Normands ont donné leurs idées pour développer et faire rayonner la Normandie : voici ce qu'il faut retenir (France 3)
- À Malaunay, Nutriset a envoyé 383 tonnes de compléments alimentaires à Gaza (76 actu)

Environnement

- « Cela va être un enfer » : c'est quoi ce projet de lagune à digestat qui inquiète des habitants près de Rouen (76 actu)
- « C'est embêtant de quitter sa maison » : une marnière de 8 m de profondeur contraint deux familles à évacuer en Normandie (Ouest France)
- Près de Neufchâtel-en-Bray. Un gouffre de huit mètres apparaît dans un jardin et force l'évacuation de deux familles (Courrier Cauchois)
- Fécamp. Des capteurs pour mieux évaluer les risques d'inondations (Courrier Cauchois)
- Aménagement de la côte Sainte-Catherine : les associations dénoncent "une menace pour l'écosystème" (France 3)

Éducation

- Écoles, collèges, lycées : l'Académie de Normandie pourrait perdre 300 enseignants à la rentrée 2026 (Ouest France)
- 303 postes supprimés en 2026 : la douche froide pour l'enseignement en Normandie (France 3)

Justice

- Marché sur fonds publics pour l'installation du WiFi dans les tramways du Havre, la justice pénale se saisit du dossier (Courrier Cauchois)

Transport

- TGV en Normandie, identité normande : les résultats de notre consultation sur le rayonnement de la région (France Bleu)

Politique

- Édouard Philippe: objectif Le Havre, destination Élysée (AFP)
- Municipales. Édouard Philippe candidat à sa réélection : « Je veux continuer à faire avancer Le Havre » (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Au Havre, Edouard Philippe "pleinement candidat" pour "continuer à transformer la ville" (Tendance Ouest)
- Municipales 2026 : Édouard Philippe ne veut pas "choisir entre Le Havre et la France" (France Bleu)
- Municipales 2026. Le Havre, passage obligé d'Édouard Philippe avant la conquête de l'Élysée (Ouest France)
- Municipales 2026. Édouard Philippe repart à la conquête du Havre, entre continuité et enjeux nationaux (76 actu)
- Municipales 2026 : au Havre, l'ancien Premier ministre, Édouard Philippe, lance officiellement son autre campagne (Ouest France)
- Municipales. L'ancienne rectrice de Normandie se rêve maire du 7e arrondissement à Paris (Ouest France)
- Bacqueville-en-Caux. Stéphane Masse sera tête de liste (Courrier Cauchois)
- Municipales 2026 à Hautot-sur-Mer : l'adjointe Laurence Artaud se porte candidate (76 actu)
- Municipales 2026. Des maires actuels déjà partis en campagne (Courrier Cauchois)
- Municipales à Rouen : le Rassemblement National est-il soutenu par des membres des Républicains ? (76 actu)
- « J'aime mon village » : le maire Nicolas Octau brigue un troisième mandat à Fresquiennes (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Bihorel, le maire sortant Pascal Houbron ne sera finalement pas tête de liste (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Au Petit-Quevilly, la maire sortante Charlotte Goujon (PS) à nouveau candidate (Paris Normandie)
- « Pavilly en commun » : la liste d'Agnès Largillet à l'assaut de la mairie (Paris Normandie)
- Municipales 2026 à Étainhus : Damien Giraud propose un nouvel élan pour la commune en 2026 (Paris Normandie)

Religion

- « Retraitable », Mgr Jean-Luc Brunin n'est pourtant « pas fatigué par le diocèse du Havre » (Paris Normandie)

Acteurs publics

- "Être transformé en opérateurs de l'État" : au sein des collectivités, la baisse de l'autonomie financière alimente les craintes
- Dans les collectivités, des contractuels toujours plus nombreux et un turnover en hausse
- Outils numériques : la proactivité de l'État agace le privé

Pourquoi y a-t-il toujours autant de lithium dans les eaux souterraines, trois ans après l'incendie Bolloré Logistics ?

Écrit par Clémentine Baude

7-9 minutes

Ce mardi 27 janvier 2026, la préfecture de Seine-Maritime a apporté des éléments d'explication concernant les taux de lithium toujours très élevés dans les eaux souterraines, suite à l'incendie sur le site de Bolloré Logistics, survenu en janvier 2023.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

En janvier 2023, un entrepôt prend feu, avec à l'intérieur 12 000 batteries au lithium. Trois ans plus tard, les eaux souterraines présentent encore de fort taux de ce métal alcalin.

Quelles sont les raisons d'un tel niveau ? La préfecture apporte plusieurs précisions.

Des chiffres qui semblent dépasser l'entendement. Noyés entre le fer, nickel, zinc ou encore arsenic, mercure, plomb, mais aussi une vingtaine de PFAS (substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées, polluants éternels). Noyés, mais identifiables et tellement élevés.

En effet, dans un dernier rapport d'analyse publié le 17 novembre 2025, certaines zones concernées (les plus proches de l'incendie) ont des taux de présence en lithium qui continuent d'interpeller. Des taux parfois même plus élevés qu'avant la dépollution effectuée en juillet 2025 :

- Sur le piézomètre 3, le taux est de 200 000 µg/L
- Sur le piézomètre 4, il est à 44 000 µg/L

- Sur le piézomètre 5, le taux s'élève à 19 000 µg/L

Ces trois points identifiés sont tout proches du site qui a subi l'important incendie. À noter que ces eaux souterraines ne sont pas consommées par la population.

[Plusieurs zones \(couleur bleu\) ont encore une concentration trop élevée en lithium, trois années après l'incendie. • © Préfecture Seine-Maritime](#)

Pour rappel, **le lithium est un composé utilisé** dans les batteries, en médecine et dans l'industrie (céramiques, lubrifiants...). *"La variété de ces usages, incluant la médecine, montre qu'en fonction de la forme rencontrée et du dosage, ce composant peut avoir des effets différents, ce qui rend difficile la définition de valeurs seuils très générales"*, soulignent les services de l'État.

Mais une question simple demeure : pourquoi une telle teneur en lithium persiste ? La préfecture apporte une réponse, sous la forme d'un communiqué.

Il a été observé que depuis les travaux d'enlèvement des batteries calcinées, les teneurs en lithium dans le Pz3 ont augmenté fortement. Cela peut être dû au fait que, depuis l'incendie, la couche de débris calcinés formait une certaine étanchéité au-dessus de la dalle en béton, elle-même fortement endommagée par l'incendie. Ainsi, les infiltrations dans la nappe phréatique étaient limitées.

Communiqué de la préfecture de Seine-Maritime

Par ailleurs, une autre donnée est avancée : le ruissellement pendant la période de chantier de dépollution en juillet 2025.

La période du chantier, pendant laquelle la pluie a pu ruisseler et amener du lithium dans les eaux souterraines, est sans doute à l'origine de l'augmentation dans le Pz3. Une fois l'enlèvement des débris de batteries terminé, un béton a été refait pour étanchéifier les détériorations de la dalle.

Communiqué de la préfecture de Seine-Maritime

Les autorités indiquent par ailleurs qu'il ne subsiste plus *"d'apport de lithium dans la nappe phréatique, les principaux déchets contenant du lithium ayant été évacués"*.

Christophe Holleville, membre de FNE (France Nature environnement, secrétaire de l'union des victimes de Lubrizol) relève que ces chiffres sont malheureusement un record.

Le taux dans la nature se situe aux alentours de 10 microgrammes. On voit donc clairement l'impact de cet incendie.

Christophe Holleville, membre de FNE (France Nature

(environnement) et Secrétaire de l'union des victimes de Lubrizol

[Il y a deux ans déjà, Christophe Holleville de L'Union des victimes de Lubrizol interpellait sur le "scandale sanitaire et environnemental", provoqués par l'incendie.](#) • © France télévisions / Archive

En cause ? Selon Christophe Holleville, la décontamination qui a été effectuée en plein air, sans chapiteau, ne peut pas être étrangère à ces taux. *"On ne pouvait pas rabattre les poussières car le lithium réagit à l'eau."* Il détaille : *"à chaque coup de pelleuse, cela générait un nuage de poussière, qui se déposait aux alentours, inévitablement"*.

Dans ce contexte, une interrogation supplémentaire demeure : l'efficacité de la barrière hydraulique. Car celle-ci est censée réduire ce taux de lithium... *"On est en droit de se poser la question : s'il n'y avait pas la barrière on serait à combien ?"* interroge-t-il.

Depuis sa mise en service, et, [malgré quelques déboires](#), elle semble que, toujours selon la préfecture, les *"derniers constats montrent que le débit de pompage de la barrière n'atteint pas le niveau requis. Un plan d'action est demandé à HFL8 (Highway France logistics 8, ndr) pour que cette situation ne perdure pas"*.

Par ailleurs, autre problème rappelé par Christophe Holleville : *"Il n'y a toujours pas de taux officiel du lithium"*.

Si demain un même incendie a lieu ailleurs, qu'on se retrouve avec des pollutions des eaux... On ne pourra pas condamner un "stockeur" ou un industriel...

Christophe Holleville, membre de FNE (France Nature environnement) et Secrétaire de l'union des victimes de Lubrizol

En effet, des travaux sont en cours concernant des [Valeurs toxicologiques de référence \(VTR\) pour le lithium](#) à l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail.

L'agence indiquait en novembre 2025 qu'il était trop tôt pour se *"prononcer sur un seuil à ne pas dépasser chez l'homme ni sur les risques pour l'environnement à ce stade"*.

Par ailleurs, en novembre dernier, la préfecture de la Seine-Maritime [a mis en demeure la SAS Highway France logistics 8 \(HFL8\)](#) au motif que trois ans après l'incendie, les ultimes déchets n'ont toujours pas été nettoyés. Il s'agit de déconstruire deux murs coupe-feu, des bureaux, des locaux techniques et une chaufferie ou encore déblayer les derniers décombres.

Highway France logistics 8 avait jusqu'à la mi-décembre pour proposer une feuille de route et un calendrier devait être fourni

sous la forme d'un bon de commande. Mais ce dernier n'a pas été envoyé à la préfecture.

Lors d'une réunion le 19 décembre 2025 avec HFL8, la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) a indiqué à HFL8 qu'un arrêté de sanction sous la forme d'une astreinte journalière serait rédigé.

Pour l'heure, le montant de cette sanction financière ne peut pas être communiqué, la préfecture doit attendre la fin de la procédure de contradictoire qui court jusqu'au 20 janvier. Huit jours après la date, la préfecture n'a pas encore communiqué le montant de cette astreinte financière.

À Penly, une réunion publique pour présenter l'exercice de sûreté nucléaire

Xavier Togni

3–4 minutes

Les autorités publiques et EDF organisent une réunion d'information ce jeudi 29 janvier 2026 pour annoncer l'exercice de sûreté nucléaire qui se déroulera le 12 février.



Un exercice de sûreté nucléaire est prévu le 12 février 2026 autour de la centrale de Penly - (Photo d'archives/Fred Haslin)



Publié: 28 Janvier 2026 à 17h02 Temps de lecture: 1 min

Une réunion d'information est organisée à Penly (au sud [du Tréport](#)) ce jeudi 29 janvier 2026, en amont d'un exercice de sûreté nucléaire à la centrale, qui est programmé jeudi 12 février 2026.

Tester les dispositifs de crise

« Cette simulation s'inscrit dans le cadre du programme national d'exercices pour l'ensemble des centrales du parc nucléaire français », indiquent les organisateurs. L'objectif est de tester les dispositifs d'alerte (sirènes, FR-Alert, etc.) et de gestion de crise qui seraient déployés en cas d'accident.

La réunion se déroulera en présence de représentants de la préfecture, d'EDF, de la Commission locale d'information du nucléaire (Clin) et de l'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR). À l'ordre du jour : les enjeux autour de la sécurité et du fonctionnement d'une centrale nucléaire, les missions de la Clin, la présentation de l'exercice, la distribution des comprimés d'iode.

Réunion ce jeudi 29 janvier à Penly (Petit-Caux), salle Jean-Paul Villain.

Lire aussi

[L'une des Peugeot 403 de Columbo est-elle venue de Normandie ?](#)

[Étalondes : l'ancien maire Mario Donà espère prendre sa revanche](#)

[Le doyen des pompiers dieppois, Raphaël Delahaye, est décédé à l'âge de 102 ans](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Petit-Caux \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[Près de Dieppe, en pleine nuit, la machine à laver prend feu dans l'arrière-cuisine](#)



Haropa Port dresse le bilan 2025 et trace ses priorités à cinq ans

Aletheia Press

4–5 minutes

Ce 21 janvier à Paris, l'heure était au bilan pour Benoît Rochet, directeur général de Haropa Port depuis février 2025 et Kris Danaradjou, directeur général adjoint au développement. L'année 2025 a été marquée par une accélération nette des investissements, en hausse de 30 % par rapport à 2024, pour atteindre 190 millions d'euros en 2025. *«Nous avons trois grands acteurs mondiaux – MSC, CMA CGM et Hapag-Lloyd – qui sont présents, investissent et affichent des ambitions extrêmement fortes pour développer le trafic de conteneurs sur l'axe Seine»*, souligne Benoît Rochet.

Ainsi, en 2025, le trafic maritime global progresse de 2 %, tandis que le trafic conteneurisé atteint un niveau record de 3,2 millions d'EVP, en hausse de 4 % sur un an. Le vrac solide, pour sa part, augmente de 10% pour atteindre 2,9Mt. En revanche, les vracs liquides, avec 39,7Mt, perdent 0,7% par rapport à 2024. En ce qui concerne les croisières maritimes, l'activité enregistre une baisse de 7%. Haropa affiche ainsi un chiffre d'affaires de 435 millions d'euros. Des résultats qui permettent d'envisager les projets en cours sereinement.

La chatière du Havre, projet structurant

Lancé en mars 2025, le projet de chatière maritime au Havre, destiné à offrir un accès direct des barges fluviales à Port 2000, poursuit son avancée. L'ouvrage prévoit la création d'un accès fluvial de 1 800 mètres, protégé par une digue. L'objectif affiché est ambitieux : augmenter d'au moins 50 % les volumes transportés par voie fluviale depuis et vers Port 2000, tout en réduisant la congestion routière et les émissions associées.

Dans le même temps, Haropa Port a renforcé ses capacités opérationnelles avec l'intégration, en 2025, d'un navire multifonctions au sein du Pôle exploitation dragage de Rouen. Long de 27 mètres et large de 13 mètres, ce navire permet des opérations de nivelage, de levage et de soutien aux travaux

nautiques et portuaires. Représentant un investissement de plus de 11 millions d'euros, il pourrait prochainement recourir à des biocarburants pour réduire son empreinte environnementale.

Multimodal : le rail et le fluvial montent en puissance

Autre fait marquant de l'exercice : la part modale du fluvial et du ferroviaire atteint désormais 20 %, portée notamment par une hausse de 18 % des volumes ferroviaires. *«En 2020, nous transportons 75 000 conteneurs par le train. Cinq ans plus tard, nous sommes quasiment au double»*, souligne Kris Danaradjou. Une évolution qui traduit, selon lui, *«une demande réelle, soutenue par la capacité et la volonté d'augmenter les flux ferroviaires»*.

Pour la période 2026-2030, Haropa Port vise un objectif clair : porter la part modale à 30 %. *«Cela passera par la réalisation de la chatière, une montée en puissance du fluvial et la poursuite de la très forte croissance du ferroviaire»*, explique Benoît Rochet. Un accord a d'ores et déjà été signé avec SNCF Réseau afin d'optimiser l'offre ferroviaire sur l'axe Seine.

Foncier : une stratégie sous contrainte du ZAN

À partir de 2026, Haropa Port entend également accélérer sa stratégie de mise à disposition foncière, en ciblant des projets *«vertueux et densifiés»*. Dans le cadre de la loi Zéro artificialisation nette (ZAN), l'établissement a identifié un potentiel d'aménagement de 456 hectares en Normandie. Ces projets s'inscrivent dans une logique de reconstruction sur des terrains déjà artificialisés, afin d'accueillir des implantations à vocation nationale et européenne. La version définitive de la feuille de route stratégique est attendue d'ici fin 2026.

Pour Aletheia Press, Chiara De Martino

Quatre chiffres pour comprendre la situation économique de la région du Havre en 2025

Suzelle Gaube

6–8 minutes

En ce début d'année 2026, lors de l'audience solennelle, la présidente du tribunal des affaires économiques du Havre a évoqué une année 2025 « stable » en termes de « défaillances d'entreprises ». Tout en redoutant une hausse en 2026. Elle mise notamment sur la « prévention » pour tenter d'enrayer le phénomène.



Présidente du tribunal des activités économiques du Havre, Cristel Betremieux a mené l'audience solennelle qui s'est tenue lundi 26 janvier 2026, au sein du palais de justice du Havre. - Suzelle Gaube/Paris Normandie



Publié: 28 Janvier 2026 à 15h46 Temps de lecture: 2 min

À quoi a ressemblé l'activité économique dans la région du Havre, en 2025 ? C'est l'une des questions à laquelle a répondu Christel Betremieux, présidente du [tribunal des activités économiques](#) (TAE) du Havre, lors de l'audience solennelle qui s'est tenue lundi 26 janvier 2026, au palais de justice du Havre. Tout en évoquant les lignes directrices en 2026.

6 %

C'est le niveau d'augmentation des affaires traitées par le TAE en 2025, comparé à 2024. Une hausse qui correspond à l'élargissement des compétences (du tribunal de commerce du Havre, devenu tribunal des affaires économiques depuis un an : dorénavant ouverte aux bénéfices d'agriculteurs, d'associations ou de sociétés civiles. Une expérimentation qui doit encore durer trois ans pour douze tribunaux en France. L'objectif ? « *Mesurer l'intérêt d'avoir un seul tribunal pour traiter l'ensemble des procédures amiables et collectives d'acteurs économiques dont l'activité rencontre des difficultés* », expose la présidente du TAE, Cristel Betremieux. Cette expérimentation donne « *globalement satisfaction* », poursuit-elle.

La principale difficulté concerne « *le recrutement des assesseurs exploitants agricoles freinés par un manque d'informations, d'incompatibilité de mandat et de technicité du rôle* ».

305

C'est le nombre d'ouvertures de procédures collectives en 2025, contre 303 en 2024. En termes de « *défaillances d'entreprises, l'activité du TAE est restée stable* », avec – comparé aux années précédentes – « *davantage de procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire, en hausse de 30 %* ». Quel que soit le secteur, et ce « *dans une France marquée par une crise politique durable* ». L'un des premiers secteurs exposés ? La construction. Mais aussi « *les services aux entreprises et le transport* » qui « *affichent des signes préoccupants* ». Tout comme, « *le commerce* (dont la restauration, NDLR), *traditionnellement en tension* ». L'un des signes étant les injonctions de payer : « *Même si elles sont plutôt stables en 2025, elles ont été en forte progression ces dernières années, notamment après le Covid* ». Certaines activités sortent leur épingle du jeu : les activités agricoles. Aucune procédure agricole n'ayant été enregistrée en 2025.

1 200

C'est le nombre de salariés impactés par les procédures collectives en 2025, contre 600 en 2024. Ces procédures cachent « *une réalité plus sombre* » : « *1 200 salariés ont été impactés par ces procédures, le double de l'année 2024* », précise Cristel Betremieux. Ces défaillances « *génèrent aussi des pertes fiscales, des défauts de paiement et fragilisent l'ensemble de l'écosystème économique* », poursuit-elle.

40 %

C'est le pourcentage d'augmentation des procédures amiables enregistrées par le TAE du Havre, en 2025. Pour contrer cette situation, le TAE a « *renforcé les actions de prévention* ». Par le biais de « *procédures amiables en hausse de 40 %* », qui « *témoignent d'un recours plus soutenu aux outils de redressement avant que la situation ne devienne irréversible* », commente la présidente. Elle évoque 12 procédures de mandat ad hoc et 18 conciliations ouvertes en 2025. Et une hausse de 30 % des entretiens de [prévention](#). « *Ces démarches préventives permettent à 70 % d'éviter une procédure collective et/ou du moins d'en atténuer les conséquences. Cette hausse des ouvertures des procédures amiable confirme que notre travail sur le terrain de la prévention installe progressivement une culture préventive chez les dirigeants* », estime-t-elle.

Malgré cette stabilité des défaillances d'entreprise en 2025, « *nous craignons toutefois que la marée ne cesse de monter en 2026* », ne cache pas Cristel Betremieux qui appelle quand même à « *l'optimisme* » et à « *la résilience* ».

Lire aussi

[« Retraitable », Mgr Jean-Luc Brunin n'est pourtant « pas fatigué par le diocèse du Havre »](#)

[Football – HAC. « À tous les matches, j'avais la boule au ventre », avoue Mory Diaw](#)

[Le Havre. Une pièce de théâtre questionne le recours à l'intelligence artificielle face à la mort](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



La justice a tranché, les délégués syndicaux de France Travail Normandie devront enquêter avec la direction

Dorothée BRIMONT

4-5 minutes

Assignés en justice par leur employeur, le 24 décembre 2025, les délégués syndicaux de France Travail Normandie ont pris connaissance de la décision de la justice. Ils devront poursuivre leur enquête avec la présence d'un membre de la direction. Explications.



Les délégués syndicaux de France Travail Normandie, assignés en justice par leur employeur, n'ont pas obtenu gain de cause. - Photo d'archives AFP



Publié: 28 Janvier 2026 à 14h52 Temps de lecture: 1 min
La réponse de la justice s'est fait attendre. Le 24 décembre 2025, [les délégués syndicaux de France Travail Normandie](#) étaient assignés en justice par leur employeur. Motif du différend ? Ils voulaient mener une enquête sur les conditions de travail et les recherches de la cause de la mort d'un des salariés. [Ce dernier avait mis fin à ses jours](#) en juillet 2025, à son domicile d'Évreux. Cependant, cette enquête, ils voulaient la diligenter

seuls. Sans la présence d'un membre de la direction.

France Travail avait alors assigné en justice les élus du CSE pour obtenir de participer à celle-ci. Mise en délibéré, la décision a été annoncée, mardi 27 janvier 2026, aux délégués : « Le juge fait injonction de cesser toutes diligences dans le cadre de l'enquête tant que la délégation désignée pour mener cette enquête ne comprendra pas au moins un représentant de l'employeur. » C'est donc perdu pour les élus du CSE qui espéraient libérer la parole des salariés si la direction ne prenait pas part à l'action.

Des recours en préparation ?

« On s'y attendait, lâche Florence Lépine, déléguée CGT. Mais ce n'est pas ce qu'on voulait. On voulait être libre, sans aucune pression. » Pour autant, quelques pistes restent à creuser « en intersyndicale ». La première est « de voir si on fait appel ou pas » de la décision. Puis se pose la question, « est-ce que l'on poursuit l'enquête ? [Avec l'employeur](#) ? Le risque, si on ne poursuit pas l'enquête, c'est que l'employeur la poursuive seul. »

L'autre problème est de savoir qui France Travail Normandie va nommer pour les accompagner. « Est-ce qu'il va maintenir sa décision de nommer la directrice des ressources humaines alors qu'elle n'est pas formée ? » Les incertitudes se bousculent encore à ce stade. Le dernier mot reviendra à l'intersyndicale qui se réunira dans les prochains jours.

Lire aussi

[Évreux : Lili Leignel transmet la mémoire de la Shoah à plus de 500 collégiens](#)

[Verneuil-d'Avre-et-d'Iton mobilisée pour une opération citoyenne de ramassage des déchets](#)

[À Évreux, impossible de se garer au pré Bel-Ébat pendant plusieurs jours](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Normandie](#)

Contenus sponsorisés

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Fermeture d'Arlanxeo : PSE signé et 165 emplois supprimés, la CGT dénonce un accompagnement limité

Coline Poirer-Mellier

5-6 minutes

La fermeture d'Arlanxeo actera la suppression de 165 postes à Lillebonne. Si le PSE a été adopté, la CGT refuse de le signer et fustige un accompagnement « limité », alors que le plan n'est toujours pas validé par la DREETS.



La fermeture d'Arlanxeo actera la suppression de 165 postes à Lillebonne. - PND



Publié: 28 Janvier 2026 à 18h21 Temps de lecture: 1 min

Devant Arlanxeo, à Lillebonne, des croix en bois affichent des prénoms, la date d'arrivée au sein de l'entreprise et celle de départ, la même pour tous : 2026. Ce cimetière annonce ce que le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) adopté mercredi 21 janvier 2026 enterrera officiellement : les 165 emplois concernés par la fermeture du site de Lillebonne.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Mesures d'accompagnement limitées »

Deux syndicats sur trois ont signé ce PSE. La CGT, elle, a refusé de parapher le document. Son délégué, Sylvain Renault, décrit des négociations « *violentes* » menées avec la direction et affirme :

« Nous n'avons pas signé car nous voulions une hausse de l'accompagnement pour retrouver du travail après les licenciements. Les congés de reclassement sont faibles, on aurait voulu les allonger. »



Si le PSE a été adopté, la CGT refuse de le signer et fustige un accompagnement « limité », alors que le plan n'est toujours pas validé par la DREETS. - PND

(Nous n'avons pas signé car nous voulions une hausse de l'accompagnement pour retrouver du travail après les licenciements.

Sylvain Renault, Délégué syndical de la CGT chez Arlanxeo

Au sein de l'intersyndicale, la stratégie de signature partielle avait été assumée afin d'exprimer un mécontentement sans bloquer le processus. La CGT se réserve désormais le droit de contester le PSE devant le tribunal administratif une fois celui-ci validé par l'État.

Validation en attente de la DREETS

Selon le dispositif retenu, seule une vingtaine de salariés pourra bénéficier d'un congé de fin de carrière, permettant un départ anticipé pouvant aller jusqu'à sept ans avant l'obtention du taux plein. Pour les autres, les congés de reclassement resteront limités à 15, 18 ou 21 mois selon l'âge. Ces congés permettent de bénéficier d'un maintien de rémunération le temps de chercher un nouvel emploi.

Un autre problème se pose : le PSE n'a pas encore été transmis à la DREETS, la direction régionale chargée de le valider. « *Le cabinet d'accompagnement qui doit nous aider à retrouver un emploi n'a pas encore en main le contenu du PSE et ne peut rien faire pour nous aider concrètement* », regrette Sylvain Renault.

Le calendrier des départs est déjà fixé. Une cinquantaine de

salariés quitteront l'entreprise à la mi-mars, puis d'autres vagues auront lieu en avril jusqu'en septembre. À cette date, il ne restera qu'une dizaine de salariés chargés du démantèlement de l'usine, implantée à Lillebonne depuis 66 ans.

Lire aussi

[« Un cadre original » : près d'Yvetot, un tatoo flash organisé au club de sport LaSalle](#)

[À Lillebonne, une voiture sans permis se retrouve sur le toit : deux blessés légers](#)

[Gruchet-le-Valasse : la démolition de l'ancien bâtiment Bretelle va bousculer le centre-bourg](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Lillebonne \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Lillebonne](#)



[Fermeture d'Arlanxeo : PSE signé et 165 emplois supprimés, la CGT dénonce un accompagnement limité](#)



Des moteurs chinois électriques assemblés par Renault à Cléon en Seine-Maritime dès 2027

Par Laurent Derouet Le 28 janvier 2026 à 16h06

3-4 minutes

E2D23. Derrière ce nom de code se cache un moteur électrique aujourd'hui fabriqué entièrement en Chine par Shanghai E-drive et [qui équipe déjà la nouvelle Twingo](#). Mais ce mercredi matin 28 janvier, à l'occasion d'un CSE extraordinaire, la direction du site de Renault/Ampère à Cléon (Seine-Maritime) a annoncé que ce même modèle sera assemblé dans l'usine normande à partir du printemps 2027 selon le planning prévisionnel présenté aux élus syndicaux. En revanche, les pièces resteront, elles, manufacturées en Asie.

Cinq équipes de 28 ouvriers s'y relaieraient

Ce moteur chinois équipera les modèles d'entrée de gamme du groupe Renault (les marques Renault, mais aussi Dacia ou Mitsubishi) et notamment les nouvelles R4 et R5 électriques. Au total, au maximum de la capacité de la nouvelle ligne de montage qui devra être créée pour l'occasion, 120 000 unités pourraient être assemblées chaque année. Cinq équipes de 28 ouvriers s'y relaieraient, soit 140 personnes au total.

« Pour la pérennité du site industriel et de l'emploi, c'est une excellente nouvelle », se félicite Thierry Coquin, le secrétaire du syndicat Force ouvrière (FO) de l'usine cléonnaise. Lui y voit le signe d'une reconnaissance des savoir-faire et des compétences en interne. « On passe d'un moteur qui aurait pu être directement livré sur les chaînes de montage à Douai (Nord) ou au Maubeuge (Nord) à un produit qui passera d'abord par chez nous et qui générera de l'activité sur le sol français », insiste le représentant syndical qui espère que « ce projet pourra en amener d'autres ». Cette nouvelle intervient d'ailleurs quelques jours seulement après les annonces concernant la production de drones militaires par Renault dont les moteurs pourraient être fabriqués au même endroit.

La CGT craint une concurrence pour le moteur 6AK

Du côté des responsables de la CGT Renault Ampère de Cléon l'enthousiasme est nettement plus mesuré. Car si le syndicat majoritaire de l'usine « exprime sa satisfaction » pour l'activité du site par voie de communiqué, il est néanmoins plus réservé sur l'impact concret de cette annonce qui selon lui n'entraînera pas d'embauches. Avec une question à la clé : « Ce nouveau moteur va-t-il prendre des parts de marché au moteur 6AK qui équipe actuellement la R5 et R4 ? Car le 6Ak est un moteur entièrement fabriqué sur le site de Cléon. Il est coulé à la fonderie, il est usiné dans nos ateliers et emploie beaucoup plus de salariés que le futur moteur E2D23. »

La CGT craint une diminution significative du nombre de moteurs « maison » présents sous le capot des automobiles du groupe Renault au profit de la motorisation chinoise, moins performante, mais surtout moins chère pour le consommateur final.

Thierry Coquin est lui plus optimiste : « Nous ne contrôlons pas l'aspect commercial de ce dossier, ni les ventes. Mais ce moteur viendra en complément du 6AK qui continuera d'être fabriqué ici. Cela permettra au groupe Renault de proposer des modèles plus abordables. Selon moi, ils s'adresseront à une autre clientèle qui aujourd'hui n'a pas forcément les moyens de passer à l'électrique. »

Une nouvelle ligne de montage pour Renault/Ampère à Cléon : « Jusqu'à 120 000 unités par an ! »

Anthony QUINDROIT

5-6 minutes

Le CSE extraordinaire sur le site Renault/Ampère à Cléon mercredi 28 janvier 2026 a officialisé l'arrivée d'une ligne de montage d'un moteur jusqu'ici intégralement acheté en Chine.



Publié: 28 Janvier 2026 à 11h55 Temps de lecture: 3 min

Le CSE extraordinaire programmé sur le site Ampère du groupe Renault, à Cléon, a bien eu lieu ce mercredi 28 janvier 2026. Et l'annonce, comme [l'évoquait Paris Normandie](#), est bien positive. Plus encore même qu'attendue.

Car [le site près de Rouen](#) ne va pas récupérer uniquement le moteur de la R5 sur ses lignes, il va également assurer le montage des moteurs électriques de tous les véhicules d'entrée de gamme du groupe Renault pour la France.

L'E2D23 était alors fabriqué et monté en Chine dans les ateliers de Shanghai e-Drive. « *Nous ne récupérons pas la production complète mais l'assemblage du moteur*, évoque Thierry Coquin, délégué Force ouvrière sur le site de Cléon. *Cela pérennise le site et envoie un signal positif pour l'industrie automobile en France.* »

« Un pas en avant »

La ligne pourrait monter jusqu'à 120 000 moteurs montés par an, « *voire plus si les ventes suivent* ». Pour le délégué FO, « *l'annonce prouve que notre savoir-faire à Cléon est reconnu. Et cela nous permet d'avoir une visibilité jusqu'en 2030.* »

Pour le syndicat CGT, c'est « *un pas en avant* », apprécie le délégué syndical William Audoux. « *On continue d'acheter les pièces en Asie mais on assemble ici. On aurait préféré que toute la production soit cléonnaise mais c'est un bon début.* »

L'activité envisagée doit permettre de conforter 28 emplois sur le site cléonnais, postes qui auraient pu être perdus avec des fermetures de lignes programmées.

Après l'annonce du montage du moteur à Cléon, peut-on s'attendre à une production intégrale de la production en France ? Le délégué cégétiste n'y croit pas : « *En l'état, c'est exclu, la production des pièces reste en Asie* ». Un point qui interpelle un autre salarié : « *C'est le premier pas d'un constructeur chinois sur le site. Et on apprend cela une semaine après avoir été informés que nous serons une filiale autonome de Renault Group à l'été 2026...* »

Des inquiétudes que les deux syndicalistes prennent avec mesure. « *Certains voyaient la fermeture du site dans trois ans, s'agace Thierry Coquin. Ces messages font du mal au site ! Là, on redore un minimum l'image de Cléon !* » William Audoux émet, quant à lui, une réserve : « *Sur ce moteur des véhicules d'entrée de gamme, on ne fait que l'assemblage. Ce sont des véhicules moins chers, moins puissants. J'espère que cela ne viendra pas impacter la production du moteur 6AK, intégralement produit à Cléon, monté sur des véhicules plus haut de gamme.* » La ligne de montage devrait être ouverte au printemps 2027.

Lire aussi

[« Quand je me regarde, je ne vois plus qu'un billet de banque » : les ados étaient logées chez leur proxénète](#)

[« Un boum dans le ciel », c'était quoi ce grand bruit entendu à Rouen dans l'après-midi ?](#)

[Municipales 2026. À Bihorel, le maire sortant Pascal Houbron ne sera finalement pas tête de liste](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Cleon \(Seine-Maritime\) Seine-Maritime Normandie Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



"La fabrication de tous les moteurs électriques aurait pu créer de l'emploi" : la CGT inquiète des futurs moteurs chinois assemblés à l'usine Renault de Cléon

Écrit par Solène Anson

8-11 minutes

L'annonce est tombée ce matin en CSE : la direction de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) prévoit d'assembler 120 000 moteurs électriques chinois à partir du printemps 2027. Si c'est une bonne nouvelle pour certains syndicats, David Bellanger, délégué syndical central à la CGT, dénonce quant à lui, le manque d'embauches.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

La direction vient d'annoncer l'assemblage d'un futur moteur électrique Shangaï E-drive qui équipera l'entrée de gamme des véhicules du groupe Renault (Renault, Dacia et Mitsubishi).

Quelle est votre réaction ?

David Bellanger : Cela fait plus d'un an que nous dénonçons le fait que Renault veuille acheter les moteurs à Shangaï E-drive. À plusieurs reprises, la direction bottait en touche, affirmant ne pas être au courant et ne pas comprendre de quoi il s'agissait, alors que les documents officiels le stipulaient clairement.

Nous avons dénoncé cette commande, car nous, Cléonnais, sommes le seul site industriel à fabriquer des moteurs électriques en France. Nous nous demandons pourquoi nous n'étions pas prioritaires, alors qu'Ampère, à l'époque, était déjà viable pour produire des moteurs et des véhicules électriques français.

[La Renault Zoé est la principale voiture électrique française. • ©](#)

[FTV](#)

Nous avons même été auditionnés à l'Assemblée nationale pour répondre à diverses questions sur le sujet. Les députés qui nous ont interrogés ont été agréablement surpris par nos réponses qui étaient factuelles.

Et ce matin, on nous a annoncé que ces moteurs Shangaï E-drive seront conçus et fabriqués en Chine, mais assemblés à Cléon sur une nouvelle ligne de montage destinée aux modèles d'entrée de gamme de la marque au losange, comme les R5 et les R4. C'est un véritable coup de massue.

Que redoutez-vous ?

D.B : Quand un directeur de site annonce de l'activité, on ne peut que s'en réjouir et se féliciter. Mais ce que nous, nous regrettons, c'est l'emploi. Il n'y a pas d'embauche, et cela nous inquiète.

On nous annonce une ligne de production avec un potentiel de 140 à 150 salariés travaillant dessus, mais aucune embauche, au détriment d'activités qui disparaissent. Ce que nous aurions voulu, c'est beaucoup plus de volume et beaucoup plus de projets pour maintenir l'emploi sur le site.

[L'usine Renault-Cléon, seul producteur de moteurs et boîtes de vitesses en France et dans le monde • © FTV](#)

En 20 ans, le nombre de salariés a presque été divisé par trois. Lorsque j'ai été embauché il y a 32 ans, nous étions plus de 8 500 salariés. Aujourd'hui, nous sommes seulement 2 500. Juste après le Covid, nous étions 4 500. C'est une réelle déception.

Le site de Cléon va fabriquer tous les moteurs pour la R5, qu'il s'agisse de l'entrée ou du haut de gamme. Notre inquiétude, c'est que le bas de gamme prenne le dessus sur le haut de gamme. En plus, notre moteur électrique 100 % cléonnais sera simplement assemblé à Cléon, tandis que le reste de la production sera effectué par la société Shangaï E-drive, ailleurs.

Ce qui me dérange, c'est ce système capitaliste qui impose de toujours acheter moins cher pour gagner plus d'argent, alors que nous sommes capables de produire ces moteurs nous-mêmes. Cela n'a tout simplement pas de sens, ce n'est pas logique.

Comment vivez-vous le fait qu'aucune embauche ne soit prévue pour le moment ?

D.B : Il faut du monde sur les chaînes de montage. On ne peut pas se passer de ce métier, ni le rationaliser. Une chaîne d'assemblage, ce sont des opérations manuelles : s'il y en a 100, il faut 100 personnes. Nous, ce que nous voulions, c'était de l'emploi, avec de vrais projets industriels.

Notre moteur électrique 100 % cléonnais sera simplement assemblé à Cléon, tandis que le reste de la production sera effectuée par la société Shangai E-drive

David Bellanger, Délégué Syndical Central CGT

Là, cinq équipes au maximum seront réparties, et composée de 28 personnes. Cléon ne fera que l'assemblage du moteur, aucune pièce ne sera sortie de la fonderie, ni des lignes d'usinages, alors que le groupe Renault aurait pu nous confier la fabrication de tous les moteurs électriques. Au lieu de cela, on passe par Shangai E-drive. On aurait pu fondre l'aluminium pour fabriquer les carters de moteur, les usiner, les assembler ici à Cléon. Cela aurait créé de l'emploi. Vous savez, il suffit parfois de vouloir pour pouvoir.

D'ici le mois de juillet, deux secteurs d'activité vont disparaître : le HR13, moteur pour Mercedes, et le moteur du Kangoo électrique. Plutôt que de perdre des salariés, ils seront formés pour ce nouveau projet.

On l'a compris, pour vous c'est une mauvaise nouvelle pour le savoir-faire et les compétences de l'industrie automobile française, notamment dans le secteur de la métallurgie. Pourquoi est-il important de maintenir ce cœur de métier, le montage de moteurs ?

Parce que nous sommes la seule usine en France, et la seule du groupe dans le monde, à fabriquer à la fois des moteurs et des boîtes de vitesses. Cela fait bientôt 70 ans que ça dure. Nous sommes connus et reconnus pour ce savoir-faire.

On aurait pu fondre l'aluminium pour fabriquer les carters de moteur, les usiner, les assembler ici à Cléon

David Bellanger, Délégué Syndical Central CGT

Le premier véhicule électrique du groupe, c'était la Zoé, chez Renault. Mais aujourd'hui, nous avons perdu une partie de notre savoir-faire, parce qu'on nous a copiés, et aussi parce que nous avons donné la possibilité aux autres de le faire.

Les normes électriques sont européennes, mais pas mondiales. On va nous imposer des véhicules 100 % électriques à partir de 2035, voire 2050, alors que dans le reste du monde, il est toujours possible d'acheter des véhicules thermiques.

Renault a toujours voulu séduire d'autres constructeurs. Cela vous donne-t-il encore envie de travailler au sein du groupe en tant qu'opérateur ?

Il me reste encore six ans de carrière sur le site de Cléon. J'ai eu la chance de n'avoir qu'un seul employeur toute ma vie. Je souhaite travailler jusqu'au bout pour Renault, car cela reste un honneur,

une vraie fierté. Mais je ne veux pas que les conditions de travail se dégradent.

[Autre inquiétude pour la CGT : ce nouveau moteur va-t-il prendre des parts de marché du moteur 6AK qui équipe actuellement la R5 et R4 ? • © FTV](#)

Nous arrivons dans la période des NAO (négociations annuelles obligatoires, ndlr) alors que l'entreprise se porte bien et qu'elle a vendu beaucoup de véhicules cette année. Pourtant, on commence déjà à entendre que nous risquons de n'avoir aucune augmentation, zéro, sous prétexte que la situation économique du pays est compliquée.

On peut être inquiet, même quand on travaille dans une entreprise de 8 000 salariés, et se retrouver, trente ans plus tard, à seulement 2 500.

Craignez-vous que l'industrie française et l'usine de Cléon ne disparaissent ?

Ce qui est inquiétant dans cette réflexion, c'est que la semaine dernière, on nous a appris que la structure Ampère SAS allait disparaître, et que le site Ampère Cléon allait devenir une filiale 100 % Renault, mais autonome au sein du groupe. On sait comment ça se passe dans une filiale, c'est toujours au plus offrant.

On peut être inquiet, même quand on travaille dans une entreprise de 8 000 salariés, et se retrouver, trente ans plus tard, à seulement 2 500

David Bellanger, Délégué Syndical Central CGT

Est-ce que le groupe Renault continuera longtemps à acheter des moteurs à l'usine de Cléon ? Je l'espère, je le souhaite. Mais est-ce que ce sera la volonté de la direction générale de privilégier des moteurs français ? Car si elle peut en acheter à l'étranger à moindre coût, elle le fera.

En tout cas, je me battraï jusqu'au bout pour que le moteur cléonnais équipe encore de nombreux véhicules pendant de nombreuses années.

Propos recueilli par Solène Anson

Contactée, la direction du groupe Renault n'a pas répondu à nos sollicitations

En Normandie, Renault va hériter de 120 000 moteurs électriques jusque-là assemblés en Chine

Marc Braun

6–8 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Lors d'un comité social économique (CSE) mercredi 28 janvier 2026, la direction de Renault à Cléon (Seine-Maritime) a annoncé que le site normand bénéficierait de l'assemblage de 120 000 moteurs « chinois » qui équiperont notamment les R5 et les R4.



L'usine Renault de Cléon, près de Rouen (Seine-Maritime). | MARC BRAUN

Publié le 28/01/2026 à 17h12

La direction de Renault à Cléon, en Seine-Maritime, ne communique pas officiellement, mais elle confirme tout de même : «En CSE, ce mercredi matin, le groupe a annoncé son projet d'une nouvelle ligne de moteurs électriques qui devrait être opérationnelle dès le printemps 2027, dans un des bâtiments actuels [du site de Cléon](#). Ce moteur est dans la logique de croissance des motorisations électriques développées par le groupe».

Si Shanghai E-Drive produit actuellement les moteurs électriques de la Twingo, «une deuxième ligne en projet concernerait le site normand, pour équiper les R5 et R4 en entrée de gamme», ajoute la direction de Renault.

Lire aussi : [Renault pourrait fabriquer des drones militaires en Normandie, la CGT contre la production « d'engins meurtriers »](#)

« Aucune embauche annoncée »

La CGT Renault Ampère Cléon réagit à ce projet, évoquant cinq équipes de 28 personnes au maximum dédiées à la production future. «Le site de Cléon ne fera que l'assemblage du moteur, aucune pièce ne sera sortie de la fonderie, ni des lignes d'usinages», rapporte le syndicat qui se montre réservé en termes d'emploi. «La direction n'a annoncé aucune embauche. Ce projet compte environ 140 personnes sur cette ligne d'assemblage. Et avec aucune embauche, cela veut quand même dire qu'il y a perte d'activité pour 140 salariés dans d'autres secteurs de l'usine.»

Lire aussi : [Usine normande de Renault : un million de moteurs électriques produits, et un nouveau pour Alpine](#)

Risque de concurrence interne ?

La CGT se demande par ailleurs si le nouveau moteur «chinois» ne risque pas de prendre des parts de marché au moteur «6AK», moteur électrique qui équipe actuellement la R5 et la R4. «Le 6Ak est un moteur entièrement fabriqué sur le site de Cléon. Il est coulé à la fonderie, il est usiné dans les ateliers de chinois», défend le syndicat.

La direction argumente sur le fait que le nouveau moteur, «de puissance inférieure à celui assemblé en Chine, présenterait une offre supplémentaire, complémentaire». La CGT Ampère Renault Cléon répète qu'elle «««» «reste et restera vigilante sur ce projet, sur l'emploi et sur l'avenir du site» ».

Jusqu'à « 120 000 moteurs par an » : Renault rapatrie une partie de sa production dans l'usine de Cléon

~3 minutes

Le mercredi 28 janvier 2026, la direction de Renault Cléon a annoncé en CSE l'arrivée prochaine dans l'usine d'une nouvelle ligne de production de moteurs.

Sur le même thème

[Automobile](#)

[Industrie](#)

[Renault / Renault-Cléon](#)

Article réservé aux abonnés



La direction de Renault Cléon a informé ses salariés, le mercredi 28 janvier 2026, de la production d'un nouveau moteur dans l'usine. ©Archives / Le Journal d'Elbeuf

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 28 janv. 2026 à 14h00

Les annonces s'enchaînent, du côté de l'usine **Renault** de [Cléon \(Seine-Maritime\)](#). Après l'annonce d'un partenariat entre le constructeur automobile et l'armée, dans lequel l'usine des environs de Rouen pourrait [participer à la fabrication de moteurs pour des drones militaires](#), c'est maintenant la production de **nouveaux moteurs** qui est annoncée.

Juste un assemblage, pas une fabrication complète

Le mercredi 28 janvier 2026, la direction du site a communiqué l'information aux élus du personnel, lors d'un Comité social et économique (CSE) extraordinaire.

Selon les représentants de la CGT, l'usine de Cléon va récupérer l'**assemblage d'un moteur** jusqu'à présent fabriqué en Chine, destiné à équiper les véhicules « entrées de gamme » du groupe. À partir du printemps 2027, cette ligne aurait une capacité « maxi de 120 000 moteurs par an ».

Si le syndicat se dit satisfait de cette annonce, il émet toutefois des doutes sur l'impact qu'elle aura sur l'**emploi** : « Le site de Cléon ne fera que l'assemblage du moteur, aucune pièce ne sera sortie de la fonderie, ni des lignes d'usinages. »

En attendant de savoir si ce nouveau moteur sera ou non une bouffée d'air frais pour l'avenir de Renault Cléon, de nombreux salariés attendent des officialisations concernant la fabrication de drones pour l'Armée.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Axe Seine : 11,6 hectares de foncier stratégique pour Panattoni France - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

4-6 minutes



Panattoni France vient d'annoncer l'acquisition d'un foncier stratégique de 11,6 hectares sur les communes de Gaillon et Val d'Hazey, au sein de l'Agglomération Seine-Eure, ainsi que le lancement de la construction en blanc d'une plateforme logistique de 37 000 m².

Panattoni, premier développeur immobilier industriel en Europe, vient d'annoncer l'acquisition d'un terrain de 11,6 hectares situé sur les communes de Gaillon et Val d'Hazey, au sein de l'Agglomération Seine-Eure, et lance le développement en blanc d'une plateforme logistique de 37 000 m² destinée à accueillir un ou plusieurs utilisateurs.

Un foncier stratégique, prêt à construire, issu de la requalification d'une friche industrielle

Anciennement consacré à des activités logistiques, le site a cessé toute exploitation en 2015 et bénéficie aujourd'hui de l'ensemble des autorisations administratives nécessaires au lancement du projet. À la suite de la démolition de l'entrepôt obsolète, le foncier vient d'être cédé à Panattoni France. La transaction a été réalisée avec l'accompagnement d'EOL.

Une localisation premium aux portes de l'Île-de-

France

Situé sur une zone particulièrement recherchée, le site se trouve dans l'Eure aux portes de l'Île-de-France, à cheval sur les communes de Gaillon et du Val d'Hazey, au sein de l'Agglomération Seine-Eure. Il bénéficie d'une excellente accessibilité, avec un accès direct à l'A13 via la sortie Saint-Aubin à une heure de Paris, une implantation stratégique sur l'Axe Seine et une proximité immédiate du fleuve. La gare de Gaillon, située à seulement cinq minutes à pied, facilite par ailleurs les déplacements des collaborateurs y compris franciliens et renforce l'attractivité du site pour les futurs utilisateurs.

« Ce nouveau projet illustre pleinement notre stratégie de développement : proposer des plateformes logistiques de dernière génération sur des localisations à fort potentiel, combinant accessibilité, qualité environnementale et possibilités de report multimodal. Nous sommes heureux d'avoir mené ce projet en étroite collaboration avec l'Agglomération Seine-Eure et les communes de Gaillon et Val d'Hazey, dont l'implication a été déterminante dans l'avancement du dossier », déclare Salvi Cals, directeur général de Panattoni France.

Une plateforme pensée pour des activités logistiques à forte valeur ajoutée

Conçu par l'agence Franc, le bâtiment logistique de 37 000 mètres carrés, divisible à partir de 18 000 mètres carrés, sera réalisé par GSE. Le site a vocation à être loué à un ou plusieurs utilisateurs, notamment issus des secteurs pharmaceutique ou cosmétique, dont les exigences techniques et opérationnelles nécessitent des standards élevés. Le bâtiment répondra aux dernières normes environnementales, il intégrera des panneaux solaires sur toute la toiture, un chauffage des cellules par pompes à chaleur et vise une certification BREEAM Excellent. Des solutions de report fluvial pourront également être étudiées, grâce à la proximité immédiate de la plateforme opérée par la société des Carrières de Vignats.

Calendrier prévisionnel

- Démarrage des travaux : février 2026
- Livraison : 1er trimestre 2027

L'opération est portée par un trio d'investisseurs réunissant le fonds logistique paneuropéen Newport, investisseur majoritaire, le fonds CEN Immobilier durable de la Caisse d'Epargne Normandie, et la Banque Wormser Frères. La Caisse d'Epargne Normandie a également assuré le rôle d'arrangeur du pool bancaire pour le prêt finançant une partie de cet investissement.

Pourquoi des salariés de Thales LAS, près de Rouen, font-ils grève ?

Violaine Gargala

5-6 minutes

L'entreprise, spécialisée dans la production de radars de surveillance aérienne, connaît un mouvement social depuis quelques jours.



Le site de Thales LAS à Ymare développe et produit des radars de surveillance aérienne. - Paris Normandie



Publié: 28 Janvier 2026 à 15h15 Temps de lecture: 1 min

Les salariés de Thales à Ymare, à côté de Rouen, étaient appelés à une nouvelle journée de grève, mardi 28 janvier 2026. Et cela suite à l'échec des négociations annuelles obligatoires (NAO). « *Ce que propose la direction est très faible au regard de la situation de Thales LAS et du groupe qui ont des chiffres records* », présente Gauthier Hordel, représentant syndical CGT à Ymare.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Et cela en raison « de la [situation internationale](#). Les conflits augmentent, les budgets des États augmentent. Or une partie de l'activité de Thales est militaire », détaille le syndicaliste. Résultat, « les carnets de commandes sont en hausse [plus de 10 Md€ en 2025, Ndlr]. Tout comme le chiffre d'affaires et les profits », ajoute-

t-il, précisant que la CGT ne se réjouit pas de ce contexte international.

Capacité industrielle accrue

[Le groupe](#), l'un des leaders mondiaux des hautes technologies, est spécialisé dans trois secteurs d'activité : [défense et sécurité](#), aéronautique et spatial, et cyber et digital. Le site seinomarin a une partie développement et une autre production pour des radars de surveillance aérienne civile et militaire. En octobre, Thales [avait annoncé](#) l'accroissement de la capacité industrielle du site où environ 300 personnes, dont des intérimaires et des prestataires, travaillent. Toujours à Ymare, *« une partie de l'activité civile va être transférée vers le Brésil mais cela n'aura pas de conséquence sur l'emploi car cela sera compensé par la hausse de l'activité militaire »*.

« Les résultats sont aussi le fruit de l'implication des salariés. Or, les NAO sont très faibles [la direction propose une augmentation générale des salaires de 1,7 %, Ndlr], et cela depuis trois ans ». À l'échelle de Thales LAS un mouvement a été lancé par des salariés, rejoint par la CGT, qui demandent une augmentation générale de 4 %.

À Ymare, la CGT est à l'initiative de la mobilisation. Au niveau national, plusieurs demi-journées de grève ont eu lieu depuis vendredi 16 janvier 2026. Et d'autres sont prévues en attendant un retour de la direction. Contactée, celle-ci n'a pas donné suite à notre sollicitation.

Lire aussi

[« Quand je me regarde, je ne vois plus qu'un billet de banque » : les ados étaient logées chez leur proxénète](#)

[« Un boum dans le ciel », c'était quoi ce grand bruit entendu à Rouen dans l'après-midi ?](#)

[Municipales 2026. À Bihorel, le maire sortant Pascal Houbron ne sera finalement pas tête de liste](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Ymare \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

Ça se passe aussi à

Près de Tôtes, PEG espère pouvoir construire un bâtiment de stockage après 15 ans de démarches

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

5-7 minutes

La visite du président de Région est l'occasion d'expliquer ses problèmes. Chez PEG, champions de la ouate de polyester, innovants et fidèles à leurs attaches locales, on attend depuis des années de pouvoir construire un bâtiment de stockage sur un terrain attenant à l'usine... non constructible.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 28 Janvier 2026 à 18h12 Temps de lecture: 2 min

Quoi de neuf dans l'entreprise [PEG, société familiale depuis 150 ans et quatre générations, installée à Varneville-Bretteville \(couettes, oreillers et surmatelas\) et à Dénestanville \(ouate d'isolation\)](#) avec 100 à 140 employés selon les recours aux intérimaires lors des périodes fastes ? Leurs fibres exceptionnelles et très travaillées – notamment la ouate de polyester technique – leur ont permis de travailler avec Hermès, Dior, Petit Bateau, mais aussi de très nombreuses marques sportives comme les enseignes de grande distribution, tout en repoussant les limites de l'innovation dans leur « *petit labo* » du pays dieppois, à deux pas de la RN 27 sur le site de production des couettes.

« Des industriels de la confection »

« *Le polyester est la 2e matière la plus consommée dans le monde, après le coton. C'est mieux de la retravailler* », or PEG a mis au point « *un produit recyclé et recyclable, sans aucun produit chimique grâce à la mécanique d'un mille-feuille croisé et cousu* », note [la directrice de l'entreprise, Manon Féron](#). De quoi avoir envie,

il y a dix ans, de [lancer leur propre marque : Colas Normand](#) « qui chahute Dodo, le ténor du marché », se félicite la patronne. Marque blanche, grande distribution, haut de gamme : PEG sait tout faire. Et l'a montré au président de Région Hervé Morin lors d'une visite de l'entreprise.

« On est des industriels de la confection », appuie Alain Comalada, toujours actif dans l'entreprise avec sa fille. « Il nous faut moins de 3 minutes pour faire une couette (...). On produit 5 000 couettes et 15 000 oreillers par jour (1 000 000 de couettes et 2 500 000 oreillers par an, NDLR). Le tout vendu immédiatement, sans faire de stock. » Et tout part « d'une bouteille vide, reprend sa fille Manon Féron. Ça part au centre de tri de Verdun avec Véolia, puis à Dublin où ça se transforme en chips et nous rend la matière en balles de polyester ».

Dans l'attente de la signature d'un document d'urbanisme

Ça roule. Pourtant, il y a un sujet qui épuise le dynamique ex-patron Alain Comalada : « On a acheté un terrain (attenant à l'actuelle usine, MDLR) il y a 15 ans, qui était constructible et qui ne l'est plus. On ne peut pas s'étendre » malgré les besoins de l'entreprise. Le maire de la commune, François Roger, a bien lancé la modification du document d'urbanisme, voici déjà... cinq ans. Il plaide pour encore quelques semaines de patience : « Le PLUi sera signé début mars ! » Las. « Cela fait cinq ans qu'on aurait dû construire ici : on voulait y faire une micro-crèche pour nos nombreuses salariées, y implanter une nouvelle activité qui aurait créé quinze emplois. » Manon Féron, elle, sent l'échéance enfin proche : « On loue un entrepôt à l'entrée de Dieppe pour notre logistique. On voudrait construire un bâtiment ici pour réduire notre impact carbone, ne plus faire la navette et avoir la matière première tout près en direct. »

En attendant, « on a mis six ruches sur ce terrain vague de 2 hectares. On a eu notre première récolte en juin et juillet derniers : 30 kilos de miel qu'on a distribué aux salariés lors des vœux au personnel, la semaine dernière ! »

Lire aussi

[À Penly, une réunion publique pour présenter l'exercice de sûreté nucléaire](#)

[L'une des Peugeot 403 de Columbo est-elle venue de Normandie ?](#)

[Étalondes : l'ancien maire Mario Donà espère prendre sa revanche](#)

Contenus sponsorisés

Près du Havre, H2drOne mise sur ses robots sous-marins pour conquérir de nouveaux marchés

Anne-Sophie Duval

5-7 minutes

Spécialisée dans la robotique subaquatique, l'entreprise havraise H2drOne, rachetée en septembre 2025 par le groupe ETPO, vient d'emménager dans de nouveaux locaux à Gonfreville-l'Orcher. Cette jeune société ambitionne de devenir la référence en matière d'inspection acoustique d'ouvrages sous-marins.



Publié: 28 Janvier 2026 à 18h24 Temps de lecture: 1 min

Il y a du nouveau chez [H2drOne](#), cette entreprise spécialisée dans le domaine de la robotique subaquatique, créée en 2021 au [Havre](#) par Romuald Lecomte et Cédric Bianchini. En septembre 2025, elle a été vendue à ETPO, filiale du groupe Spie Batignolles, acteur majeur des interventions maritimes et fluviales. Un rapprochement stratégique, fondé sur une forte complémentarité de savoir-faire. Les trois salariés de H2drOne ont récemment intégré leurs nouveaux locaux à Gonfreville-l'Orcher.



H2drOne ambitionne désormais de devenir une référence nationale de l'inspection sous-marine par caméra acoustique. - Anne-Sophie Duval/Paris Normandie

« *Nous sommes spécialisés dans l'utilisation de robots sous-marins, qu'on appelle ROV pour Remote Operated Vehicle pour l'inspection d'ouvrages complexes en milieux contraints* », explique le directeur d'exploitation, Frédéric Morio. Ces véhicules se déplacent sous l'eau et sont reliés à la surface par un câble, qui permet à la fois leur pilotage et la transmission en temps réel des données collectées par les caméras embarquées.



Une piscine installée dans leurs locaux de Gonfreville-l'Orcher permet de faire des essais et de préparer les robots qui iront sous l'eau. - Anne-Sophie Duval/Paris Normandie

Les ROV interviennent dans des zones difficiles d'accès, voire dangereuses pour les scaphandriers. « *Nous travaillons par exemple en milieu fluvial, où la visibilité est souvent très réduite, sur des barrages, des canaux, ou encore dans des rivières souterraines* », précise Frédéric Morio.

Avec des caméras optiques ou acoustiques

Ces robots sont équipés de caméras optiques ou de caméras acoustiques qui captent le son reflété par l'environnement pour donner une image sonore. « *C'est la spécialité de H2drOne, notre véritable plus-value. Nous pouvons intervenir là où il n'y a aucune visibilité, en toute sécurité* », souligne le directeur d'exploitation. À l'issue de la mission, le client dispose d'un relevé complet de données sur l'état de son ouvrage, accompagné, si nécessaire, de préconisations de travaux.

« Envoyer un robot permet d'éviter des risques humains et des contraintes d'exploitation importantes »

La clientèle est variée : collectivités gestionnaires de réseaux d'eau ou de stations d'épuration, mais aussi industriels disposant d'autorisations d'occupation temporaire d'ouvrages portuaires, notamment au Havre, où les quais doivent être régulièrement entretenus. H2drOne intervient également dans des cuves industrielles, par exemple. *« On évite de les vider, car l'eau est devenue une ressource rare, et parfois ce n'est tout simplement pas possible, notamment pour des raisons de sécurité incendie ou de continuité de process. Envoyer un robot permet d'éviter des risques humains et des contraintes d'exploitation importantes »*, détaille Frédéric Morio.

Avec l'appui d'[ETPO](#), H2drOne ambitionne désormais de devenir une référence nationale de l'inspection par caméra acoustique et d'étendre son périmètre géographique, aujourd'hui concentré sur le nord de la France et la façade Manche. *« Le client bénéficie d'une chaîne de valeur complète : l'inspection par robot et l'expertise travaux maritimes et fluviaux. C'est une vraie force »*, conclut-il.

Lire aussi

[« Retraitable », Mgr Jean-Luc Brunin n'est pourtant « pas fatigué par le diocèse du Havre »](#)

[Football – HAC. « À tous les matches, j'avais la boule au ventre », avoue Mory Diaw](#)

[Le Havre. Une pièce de théâtre questionne le recours à l'intelligence artificielle face à la mort](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#) [Gonfreville-l'Orcher \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[« Retraitable », Mgr Jean-Luc Brunin n'est pourtant « pas fatigué par le diocèse du Havre »](#)



[Football – HAC. « À tous les matches, j'avais la boule au ventre », avoue Mory Diaw](#)



[Le Havre. Une pièce de théâtre questionne le recours à l'intelligence artificielle face à la mort](#)



[Édouard Philippe en campagne, Mory Diaw, menaces de mort contre un élu... Le point actu](#)





[Municipales 2026 à Étainhus : Damien Giraud propose un nouvel élan pour la commune en 2026](#)



Video

[Municipales. Édouard Philippe candidat à sa réélection : « Je veux continuer à faire avancer Le Havre »](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

En Seine-Maritime, comment féminiser les postes de cadres dans les entreprises du bassin économique dieppois

Loïc Potier

5-6 minutes

Seize volontaires vont participer au dispositif « Les victorieuses », mis en place par l'association EGEE afin de féminiser les postes de cadre dans les entreprises du bassin économique dieppois.



Publié: 28 Janvier 2026 à 10h26 Temps de lecture: 2 min
Comment attirer les femmes dans les postes de cadres dans les différentes entreprises du bassin économique dieppois et notamment le grand chantier EPR 2 en construction à la centrale nucléaire de Penly ? L'antenne dieppoise de l'association EGEE (Entente des générations pour l'emploi et l'entreprise) a mis en place en collaboration avec France travail et l'Apec, un dispositif permettant aux femmes de postuler ou d'intégrer un poste à responsabilité au sein d'une entreprise.

Transmettre une expérience

« Nous sommes des anciens cadres en retraite et nous souhaitons transmettre notre expérience auprès des personnes plus jeunes qui sortent des écoles, qui souhaitent effectuer une reconversion professionnelle ou changer d'activité », précise Marc Masse de l'association Egee. Pour l'année 2026, seize femmes ont été choisies par l'intermédiaire de France travail pour suivre ce dispositif qui est avant tout fait pour les accompagner comme le précise Anne-Marie Nos, conseillère. « En tant qu'anciens dirigeants, nous disposons d'un réseau d'entrepreneurs qui recherchent des collaboratrices. Il existe aussi dans le bassin économique dieppois des grappes d'entreprises. »

Des réunions mensuelles





L'association Egee espère féminiser les industries de la région dieppoise - Photo LP/Paris Normandie

Deux groupes de huit femmes ont été constitués et chacun va bénéficier d'un accompagnement de six mois. *« C'est aussi un moyen de prendre contact et de s'immerger dans une entreprise et cela grâce aux différents partenaires qui souhaitent s'engager dans ce dispositif. Chaque mois, une réunion est prévue pour faire le point sur l'évolution de l'accompagnement, les difficultés rencontrées ou les avantages. »*

Paroles de volontaires

Parmi les volontaires Luchricie, demeurant la région de Fécamp.
« Je viens de finir mes études dans le management et les ressources humaines et je recherche un emploi en Seine-Maritime. J'aime travailler dans l'industrie et je vais suivre cet accompagnement afin de me faire une idée du poste demandé. »
 Astrid, habitant la région rouennaise dispose d'une expérience professionnelle. *« Je suis arrivée de Nantes et j'ai travaillé 15 ans dans le recrutement dans différentes sociétés. Je souhaite me diriger vers d'autres activités cadres afin de poursuivre ma carrière professionnelle. Je découvre Dieppe et c'est une ville dynamique qui est trop méconnue pour son cadre de vie. »*

Lire aussi

[À Penly, une réunion publique pour présenter l'exercice de sûreté nucléaire](#)

[L'une des Peugeot 403 de Columbo est-elle venue de Normandie ?](#)

[Étalondes : l'ancien maire Mario Donà espère prendre sa revanche](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe \(Seine-Maritime\)](#)

Rouen : deux jours de débats pour comprendre l'impact de l'environnement sur notre santé

L.R

3-4 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



© Adobe Stock

Alors que l'exposition «Stop les toxiques» s'apprête à fermer ses portes, la Métropole Rouen Normandie transforme le Pavillon des Transitions en un forum de réflexion les 29 et 30 janvier. Ce rendez-vous gratuit, conçu avec l'ARS, la CPAM76, le Centre Henri Becquerel et Promotion Santé Normandie, vise à sensibiliser le public aux liens indissociables entre environnement et bien-être. À travers des échanges entre experts, élus et professionnels de santé, l'objectif est de transformer les constats scientifiques en outils de prévention concrets et accessibles à tous.

Le programme s'annonce riche et abordera des thématiques variées : qualité de l'air, impact de l'urbanisme ou encore interconnexion entre santé humaine et animale. Pour éclairer ces débats, de nombreux spécialistes prendront la parole, dont le Dr Thomas Vermeulin (Centre Henri Becquerel), François Veillerette (Génération Futures), Tania Pacheff (IFSEN) et Myriam Blanchard

(Santé Publique France). La présence de Florence Llanos (Haute commissaire à la lutte contre la pauvreté), Kévin Jean (ENS-PSL) et Alban Narbonne (Plan parisien en santé environnement) permettra d'élargir la réflexion aux enjeux sociaux et politiques.

Cet événement gratuit constitue une opportunité précieuse pour les Rouennais et les Normands d'échanger avec des acteurs de référence. Bien que l'accès soit libre, l'inscription est obligatoire pour participer à ces moments d'information et de mobilisation pour le territoire.

Mosquée attaquée, synagogue incendiée, églises profanées : devant la hausse des actes antireligieux, la sécurité des lieux de culte bientôt renforcée en Normandie

Écrit par Baptiste Renaut

10–12 minutes

L'État lance, ce mois de janvier, un appel à projets auprès des lieux de cultes normands pour financer leur sécurité face à l'augmentation des actes antireligieux. Les responsables des cultes saluent la démarche et détaillent les atteintes dont leurs communautés sont victimes auprès de France 3.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

À l'heure où les signalements d'actes antireligieux deviennent plus nombreux en France, la préfecture de la Manche espère doter les lieux de culte de son territoire de nouveaux dispositifs de sécurité. Les services de l'État dans le département lancent, ce mois de janvier, [un appel à projets "pour la sécurité des sites culturels"](#). Une démarche qui devrait être déclinée, pendant l'année, dans toute la Normandie.

Pour l'heure, seule la préfecture manchoise a publié un appel. Les lieux de culte souhaitant participer devront présenter un dossier de financement avant le 31 mars. Les installations de sécurité sélectionnées par la préfecture pourront bénéficier d'un financement à hauteur de 80 % par l'État. L'initiative n'est pas neuve, mais elle est particulièrement médiatisée cette année dans les territoires du fait de la hausse des méfaits et de son rattachement récent aux services préfectoraux (jusqu'en 2025, elle dépendait d'un fonds interministériel).

"Ces dernières années, les actes antireligieux ont atteint un niveau élevé dans notre pays", justifie la préfecture de la Manche, chiffres à l'appui : "en 2024, 2 513 actes antireligieux ont été recensés", soit une augmentation de 62 % par rapport au précédent comptage, en 2022. La Normandie se situe dans la moyenne basse, [rapporte le service statistique du ministère de l'Intérieur](#), avec entre 1,1 et 2,1 victimes enregistrées pour 10 000 habitants. La Seine-Maritime, département normand le plus peuplé, est le plus touché par le phénomène.

Les actes antireligieux sont pour autant observés partout dans la région. En 2024, [un coup de feu était tiré sur le portail de la mosquée de Cherbourg-en-Cotentin](#) (Manche). Un mois plus tard, neuf voitures étaient incendiées sur le parking du même lieu, par ailleurs ciblé par des tags islamophobes quelques mois auparavant. À la synagogue de Rouen (Seine-Maritime), [un incendie criminel était allumé, la même année, au moyen d'un cocktail molotov lancé à travers une fenêtre](#). Moins d'un an plus tard, en janvier 2025, [des inscriptions antisémites apparaissaient sur la façade du bâtiment](#). La synagogue de Caen (Calvados) a quant à elle [été prise pour cible par un homme porteur d'un couteau et proférant des menaces de mort](#), le soir de la fête juive de Yom Kippour, en octobre dernier.

Les églises ne sont pas épargnées, révèle Thierry Anquetil, le vicaire général du diocèse catholique de Coutances (Manche), même si ses constatations sont moins graves que dans les autres cultes. "On n'a pas d'insultes ou de menaces de mort, mais des actes de vandalisme, il y en a régulièrement", rapporte-t-il. Il énumère : "pillages de troncs, vols de cierges, des personnes qui mettent tout en bazar dans une église, une statue brisée, des vitraux cassés...", [comme ce fut le cas à Saint-Pierre-en-Auge](#) (Calvados). Les fidèles se souviennent aussi [du récent vol des hosties à l'église Saint-Sever de Rouen](#).

[Un impact de balle sur le portail de la mosquée de Cherbourg-en-Cotentin \(Manche\), en avril 2024. • © France Télévisions](#)

Les chrétiens, qui forment le culte majoritaire en France, sont aussi les plus régulièrement touchés par les actes antireligieux, le plus souvent sous la forme d'atteintes aux églises et aux cimetières, informe le ministère de l'Intérieur. Près d'un acte antireligieux sur deux les concernerait. Des chiffres à prendre avec des pincettes, car les atteintes à certaines religions pourraient être sous-estimées, les victimes refusant parfois de se signaler, indique le ministère.

Il est par ailleurs impossible de mettre en rapport ces données avec la taille des groupes religieux, les services de l'État se refusant à publier le nombre d'atteintes par culte. Les "actes antichrétiens" sont difficiles à mettre en balance avec les autres, car les lieux de

culte chrétiens sont parfois visés "*pour des motivations bien souvent étrangères au racisme (aspect lucratif, pur vandalisme, 'satanisme', connotation 'anarchiste', etc.)*", estime la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Quelle que soit la portée des méfaits, la préfecture manchoise propose, avec son appel à projets, des financements pour des caméras de surveillance, des verrous de porte, des vidéophones, mais également du vitrage blindé ou la construction de salles de confinement. Le budget total alloué à l'opération n'a pas été dévoilé, ni au niveau national, ni en Normandie.

Il y a eu des rondes mises en place, on a toujours quelqu'un qui reste vigilant.

Hicham Sahmoune

Porte-parole de l'association islamique de Cherbourg

Ces dispositifs sont les bienvenus, indique Omar Charaf, le président de l'association islamique de Cherbourg, qui dirige la mosquée de la commune. "*On a eu des années chargées en émotions*", témoigne-t-il, se rappelant du coup de feu sur le portail et [des tags racistes et islamophobes](#) "*mort au bougnoule*" (sic) et "*islam, hors de France*" sur le mur d'enceinte. Il informe que son association participera à l'appel à projets, sans pouvoir dire à ce stade quels équipements seront réclamés.

Hicham Sahmoune, le porte-parole de l'association, fait état de sentiments difficiles dans sa communauté après les attaques, mais aussi d'un apaisement plus récent. "*Il y a eu des rondes mises en place, on a toujours quelqu'un qui reste vigilant, surtout dans les heures où c'est calme. Mais la vigilance a un peu baissé d'intensité, naturellement, car la menace s'est calmée*", explique-t-il. Des caméras de surveillance ont été installées dans la rue et à l'intérieur du bâtiment.

Au diocèse catholique de Coutances, le vicaire général, Thierry Anquetil, a aussi en mémoire quelques faits particulièrement marquants, au premier rang desquels la destruction d'une statue en plâtre de Jésus à l'église de Saint-Hilaire-du-Harcouët, en octobre dernier. "*Quand il s'agit vraiment de briser une statue du Christ, ça témoigne d'un acte anticatholique*", clame-t-il.

Il déplore aussi [les fractures des tabernacles au pied de biche](#). Un phénomène qui a touché des églises dans tous les départements normands ces dernières années. "*C'est le plus grave pour nous, explique le vicaire, c'est ce qu'on appelle une profanation du tabernacle, qui représente la présence du corps du Christ*". Le diocèse envisage donc de répondre à l'appel de la préfecture, sans préciser à ce stade les équipements qu'il souhaite faire financer.

Quand il s'agit vraiment de briser une statue du Christ, ça témoigne d'un acte anticatholique.

Thierry Anquetil

Vicaire du diocèse de Coutances

Patrick Peleszko, le responsable de l'Église protestante évangélique de Saint-Lô (Manche), dont les cultes ont lieu dans plusieurs villes (les différentes communautés du département choisissant de se rassembler pour prier), ne témoigne d'aucun acte hostile à l'encontre de son église. Aussi, ce dernier ne fera pas de demande à la préfecture. Il salue néanmoins les démarches de la préfecture et dit avoir assisté dans l'année à une réunion sur la sécurité des cultes organisée par le préfet. Pour les problèmes de sécurité au quotidien, *"on compte sur notre réseau"*, déclare-t-il.

La communauté juive est celle qui a connu la plus large hausse des actes hostiles ces dernières années. La Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah) fait état de 1 570 plaintes pour faits antisémites en 2024, ce qui laisse anticiper une prévalence des actes visant les juifs dans les prochains rapports statistiques. Un fait antisémite sur six serait une atteinte aux personnes. Nassim Lévy, le président du consistoire des communautés juives de Normandie, entend demander, comme les années précédentes, le soutien des services de l'État pour assurer la sérénité des cultes. Mais, plus que des dispositifs physiques, il réclame des procédures collectives, notamment en justice.

"Pendant la veille de Kippour, un type est venu à la synagogue de Caen, on l'a refoulé dehors, il a été arrêté. On a appris qu'il avait un couteau, mais il a été relaxé, regrette-t-il. Si on ne fait pas d'exemple, on attend l'irréparable : quelqu'un qui est tué". Thierry Anquetil, du diocèse de Coutances, énonce également que la plupart des plaintes déposées pour le vandalisme dans les églises n'entraînent aucune suite.

Quand il y a eu des tags sur la mosquée de Cherbourg, on a tous exprimé notre dégoût.

Nassim Lévy

Président du consistoire des communautés juives de Normandie

Nassim Lévy espère qu'en 2026 la présence policière près des synagogues normandes sera renouvelée lors des grands événements religieux. Il appelle aussi à la solidarité entre les cultes face aux attaques et dégradations. *"Quand il y a eu des tags sur la mosquée de Cherbourg, on a tous exprimé notre dégoût"*, rappelle-t-il.

Surtout, le président du consistoire juif insiste sur une autre

manière de créer la sécurité : *"l'éducation, et ça commence dès le bas âge, car éduquer les adultes, c'est compliqué. La meilleure protection, c'est éduquer dès le bas âge"*, lançait-il, mardi 27 janvier, quelques heures avant qu'il rejoigne la mairie de Caen (Calvados), où se tenait une cérémonie pour la journée internationale de la mémoire de l'Holocauste.

Près de Saint-Romain-de-Colbosc. "Ce sont des agissements intolérables" : un maire victime de menaces de mort porte plainte, un Eurois placé en garde à vue

Luc Gallais

3-4 minutes

"Cela remue, cela trotte dans la tête. Mais je ne laisserai jamais passer de telles menaces." Une semaine après les faits, [Yann Adreit](#), le maire de [Gommerville](#), commune de 750 habitants, partage avec une certaine émotion son ressenti. Mercredi 21 janvier, il découvre, via une de ses administrées, un commentaire sur un post Facebook particulièrement alarmant lors d'un échange entre une personne de la commune et un autre homme.

"C'est une autre dimension, jusqu'où ça va aller ?"

"Je ne suis pas sur ce réseau social, c'est un choix personnel. Je découvre cet échange autour de certains de mes choix qu'ils estimaient ne pas être les bons. A la limite, qu'ils critiquent mon action, qu'il puisse y avoir des désaccords, cela ne me dérange pas, c'est le jeu politique. Mais après, quand je lis le commentaire, indiquant : 'Ça ne sert plus à rien de discuter, à ce stade seul un coup de fusil aura des répercussions...', ça m'a sidéré. C'est une autre dimension, jusqu'où ça va aller ? Il y a de l'inquiétude. Je suis allé déposer plainte dès le lendemain à la gendarmerie de Saint-Romain-de-Colbosc qui a pris l'affaire très au sérieux." Le maire a évoqué, lors de ses vœux aux Gommervillais, vendredi 23 janvier, "une situation qui me regarde, qui me touche", sans entrer plus dans le détail. "Ces agissements sont intolérables, inacceptables. Ils visent, une fois encore, à s'en prendre à l'engagement d'un élu. Je ne tolérerai jamais, ô grand jamais, de telles violences, ni pour moi, maire d'un petit village, ni pour aucun élu de la République", déclare avec fermeté Yann Adreit.

- [A lire aussi. Le Havre. Six ans pour le chauffeur qui a tué un piéton lors d'un accident, "perpétuité" pour la famille](#)

"Une mauvaise blague"

Ce commentaire menaçant a été publié par une personne ne vivant pas dans la commune gommervillaise. Un homme de 57 ans, originaire de Treis-Sants-en-Ouche (Eure), a été identifié par les gendarmes de Saint-Romain-de-Colbosc, en charge de l'enquête. Il a été convoqué mardi 27 janvier dans les locaux de la gendarmerie avant d'être placé en garde à vue. *"On l'a entendu durant la journée. C'est une personne qui ne connaît pas cet élu, confirme le capitaine Franck Bourdeaux, à la tête de brigade de gendarmerie. Il a commenté un post d'une de ses connaissances, sans se méfier de ce qu'il publie et de sa portée. Il a assumé, admis que c'était une mauvaise blague, qui n'est pas très maline. Pour nous, on en reste là."* L'affaire pourrait cependant ne pas en rester là. Le premier édile de Gommerville, dans l'attente d'un retour de l'Etat après avoir sollicité une demande de protection fonctionnelle, a fait appel à un avocat et s'est constitué partie civile. *"En tout cas, de nombreux collègues élus et des habitants de Gommerville m'ont apporté leur soutien. Moralement, cela fait du bien",* conclut Yann Adreit.

Victime de menaces de mort, le maire de ce village près du Havre, sous le choc, se décide à parler

Laure Ferrari

5-7 minutes

Yann Adreit, maire de Gommerville près du Havre a fait l'objet de menaces de mort sur les réseaux sociaux. L'élus a décidé de rendre public son désarroi et ces « faits intolérables ». L'auteur a été interpellé et placé en garde à vue.



Yann Adreit a porté plainte et s'est constitué partie civile. - Paris/Normandie Boris Maslard



Publié: 27 Janvier 2026 à 20h45 Temps de lecture: 1 min
Plusieurs jours après les faits, Yann Adreit a encore la voix chevrotante au téléphone en évoquant ce douloureux épisode dans sa vie d'élus. Les faits remontent au mercredi 21 janvier 2026. Le maire de [Gommerville](#), près du Havre, apprend par un de ses administrés qu'un message menaçant à son encontre circule sur un réseau social.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Pas du tout à l'aise avec les réseaux sociaux, le maire découvre alors une conversation publique entre un homme et une personne de la commune. Les deux dialoguent au sujet de l' élu jusqu'à ce que le premier écrive : « Ça ne sert plus à rien de discuter. Seul un coup de fusil aura des répercussions... ».

on doit à tout prix refuser cette violence-là, au nom des valeurs de la République ! »

Yann Adreit, choqué, alerte immédiatement la gendarmerie de Saint-Romain-de-Colbosc. « *Ils ont été très réactifs* », raconte le maire encore très secoué. « *J'ai encore du mal à en parler...* », dit-il, la gorge nouée avant de laisser parler son émotion : « *On est engagé au niveau communal, on essaie de faire au mieux de ce qu'on peut faire. C'est réel, complet et ce ne sont pas des engagements, comme je dis, dans un intérêt politicien, c'est un engagement d'intérêt commun. Alors, que des gens soient d'accord ou pas d'accord, ça fait partie du jeu, mais voilà, une menace comme ça, dans un contexte quand même bien particulier, où souvent les élus sont pris pour cible, dès que ça ne va pas. De toute façon, c'est à cause de l' élu ! Et là, ce n'est pas un petit avertissement, ça a été vraiment une menace de mort. Et ça trotte bien en tête. On doit à tout prix refuser cette violence-là, au nom des valeurs de la République !* »



Le maire de Gommerville tient en mains l'objet du délit. Le post dans lequel il est menacé de mort. - Paris/Normandie Boris Maslard

Une « mauvaise blague »

Placé en garde à vue, l'auteur de ces menaces aurait plaidé la « *mauvaise blague* », expliquant qu'il ne pensait pas que cela pourrait avoir de telles répercussions.

Malgré les mots des gendarmes pour le rassurer sur le fait que cette personne ne représenterait pas une dangerosité spécifique, Yann Adreit s'en remet difficilement. « *Ces agissements sont*

intolérables. Je veux dire avec la plus grande fermeté : je ne tolérerai jamais de telles violences ni pour moi, ni pour aucun autre élu de la République ». Et le maire de Gommerville de « réaffirmer avec détermination » son « attachement indéfectible aux valeurs républicaines et à l'engagement public au service de toutes et tous. »

Dans sa commune, Yann Adreit a reçu de nombreux soutiens depuis les faits : « *On se sent un peu moins seul et ça fait du bien au moral...* », conclut-il, mardi 27 janvier 2026 en début de soirée, avant de raccrocher pour recevoir un administré dans cette mairie pour laquelle il vient de se déclarer à nouveau candidat.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[« Retraitable », Mgr Jean-Luc Brunin n'est pourtant « pas fatigué par le diocèse du Havre »](#)

[Football – HAC. « À tous les matches, j'avais la boule au ventre », avoue Mory Diaw](#)

[Le Havre. Une pièce de théâtre questionne le recours à l'intelligence artificielle face à la mort](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Gommerville \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[« Retraitable », Mgr Jean-Luc Brunin n'est pourtant « pas fatigué par le diocèse du Havre »](#)



Impressionnant incendie dans un appartement à Rouen : un immeuble évacué

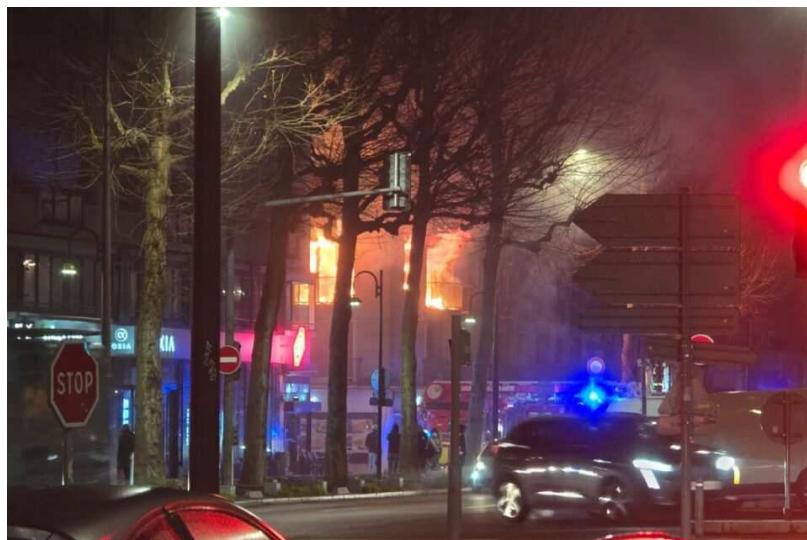
2-3 minutes

Tôt dans la matinée ce jeudi 29 janvier, un incendie s'est déclaré rue de la tour de Beurre à Rouen, près du quai Pierre Corneille. Les pompiers sont sur place.

Sur le même thème

[Incendie](#)

[Pompiers](#)



Un incendie s'est déclaré près des quais à Rouen. (©Photo envoyée par un lecteur)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 29 janv. 2026 à 7h56 ; mis à jour le 29 janv. 2026 à 9h01

Mise à jour 8h21 : Peu après 8h, le maire de Rouen Nicolas Mayer-Rossignol a annoncé sur son [compte X](#) (anciennement Twitter) que l'incendie était maîtrisé. Notre reporter sur place constate que « de la fumée blanche s'échappe de l'appartement, qui a l'air bien abîmé ».

Un incendie s'est déclaré près du quai Pierre Corneille à Rouen. Ce matin peu après 7h, les sapeurs-pompiers ont reçu un appel et se sont rendus rue de la tour du Beurre. La raison : **un feu qui s'est déclaré dans un immeuble collectif.**

Intervention toujours en cours

Cinq engins et 19 sapeurs-pompiers se sont rendus sur les lieux, constatant **un feu au deuxième étage d'un immeuble** de la rue de la tour du Beurre. Le bâtiment a été évacué, et **deux lances à incendie déployées** pour éteindre le feu.

Quatre personnes ont été mises en sécurité « au niveau des combles » du bâtiment de quatre étages. **L'intervention est toujours en cours**, et le bilan humain inconnu.



De nombreux sapeurs-pompiers sont mobilisés sur l'incendie d'un appartement à Rouen. (©JB/76actu)

• Plus d'informations à venir

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

[Vidéo] Près d'Yvetot. Incendie dans une exploitation agricole : un important dispositif de sapeurs-pompiers sur place

Nicolas Durand

1-2 minutes

Peu avant 22h30 heures ce mercredi 28 janvier, un incendie s'est déclaré dans une exploitation agricole située sur la commune de Valliquerville, près d'Yvetot.

Un important dispositif de sapeurs-pompiers

Les flammes ont embrasé un bâtiment agricole destiné à l'élevage de bovins. Des animaux se trouvaient à l'intérieur, d'après nos informations des veaux ont péri et d'autres sont brûlés.

Un important dispositif de pompiers est déployé sur place avec une dizaine de véhicules dont un poste de commandement mobile. De nombreux sapeurs-pompiers se sont affairés à circonscrire le feu, afin d'éviter qu'il ne s'étende aux autres bâtiments. La solidarité agricole joue actuellement. Plusieurs éleveurs se sont rendus sur place pour prêter main-forte à leur confrère.

La gendarmerie est sur place. Évitez le secteur pour faciliter l'intervention des secours.

Plus d'information à venir.

Autoroute bloquée et plusieurs blessés, les accidents perturbent la matinée sur l'A28 au nord de Rouen

~2 minutes

À une dizaine de kilomètres de Rouen, plusieurs accidents ont provoqué le blocage de l'A28. Une quinzaine de véhicules sont impliqués, et des blessés sont pris en charge.

Sur le même thème

[Accident](#)

[Autoroute 28 \(A28\)](#)



Plusieurs accidents ont eu lieu sur l'autoroute A28 ce matin.
(©Photo envoyée par un lecteur)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 29 janv. 2026 à 9h06

Une quinzaine de véhicules impliqués, cinq blessés légers : **plusieurs accidents ont eu lieu ce matin** sur [l'autoroute A28](#), dans le sens Rouen – Neufchâtel-en-Bray.

À une dizaine de kilomètres au nord de Rouen, **des ralentissements importants** s'étiraient sur près de 2 km, au niveau de La Vieille Malmaison, avant que **l'A28 soit finalement à**

l'arrêt par endroits, entre Rouen et l'échangeur du Moulin d'Ecalles.

Deux poids-lourds impliqués, cinq blessés légers

Ces accidents impliquent « **une quinzaine de véhicules dont deux poids-lourds** non TMD (Transport de Matières Dangereuses, NDLR) », précise le Sdis 76. **Cinq blessés légers** « sont en cours de bilan ».

Plus d'informations à suivre.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Principe de précaution » : Saint-Pierre-lès-Elbeuf doit prolonger la fermeture du 404 et se réorganiser

4–5 minutes

Le mercredi 28 janvier 2026, la ville de Saint-Pierre-lès-Elbeuf annonce la fermeture prolongée du 404. Une réorganisation est prévue pour les services accueillis par le bâtiment.

Article réservé aux abonnés



Plusieurs services accueillis dans le 404 rue aux Saulniers, à Saint-Pierre-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), sont impactés par sa fermeture prolongée. ©Archives / Le Journal d'Elbeuf

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 28 janv. 2026 à 17h35

C'est le « **principe de précaution** », pour « assurer la sécurité des agents et des usagers », qui a pris le dessus. Le mercredi 28 janvier 2026, en milieu d'après-midi, la ville de [Saint-Pierre-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#) informe ses habitants par voie de communiqué : le **404 de la rue aux Saulniers** doit rester fermé plus longtemps que prévu, à la suite d'une grosse fuite d'eau. Les nombreux services qu'il accueille, comme la bibliothèque, une salle des fêtes ou encore la banque alimentaire, vont être fortement impactés.

Des analyses plus poussées à mener

Tout remonte au mercredi 21 janvier 2026. C'est à cette date que la

mairie a annoncé une fermeture provisoire du bâtiment, pendant une semaine, pour étudier les conséquences de la fuite sur le bâtiment. Le lundi 26 janvier 2026, une cheminée fragilisée a pu être déposée et une expertise du bâtiment a été réalisée.

Les premiers résultats appellent des **analyses plus poussées**.

Les premières constatations de l'expert ont mis en évidence différents éléments méritant une investigation plus poussée notamment par des sondages et des notes de calcul afin de vérifier la stabilité du bâti, plus particulièrement dans sa partie centrale.

Comme les conclusions de ces études plus poussées « ne seront pas rendues et connues avant plusieurs semaines », la Ville a pris la décision de prendre un **nouvel arrêté de fermeture** du bâtiment jusqu'au dimanche 1er mars 2026.

Un gros travail de réorganisation

À long terme, les résultats des analyses pourront peut-être remettre en cause l'avenir de la bâtisse, pour lequel la Ville a [lancé un appel à manifestation d'intérêt afin de le réhabiliter](#). Mais dans un premier temps, il faut organiser un petit peu dans l'urgence les activités de tous les usagers habituels du bâtiment.



Une entreprise a procédé à la dépose de la cheminée fragilisée.
©Ville de Saint-Pierre

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Pour la **bibliothèque**, la Ville a déjà pris des dispositions : « Les agents de la bibliothèque sont déployés sur d'autres espaces et des activités « hors les murs » sont envisagées. Par ailleurs, dans l'attente, les abonnés de la bibliothèque sont invités à garder pour l'instant les ouvrages empruntés. Les activités menées par les

agents de la bibliothèque auprès des élèves seront proposées au sein même des écoles.

Les personnes qui ont loué la **salle des fêtes** Claude-Lambert, elles, sont contactées « et des solutions ont pu déjà être trouvées pour certaines réservations », assure le communiqué de la mairie.

Dans le cas de la **banque alimentaire**, une solution provisoire a été trouvée. La prochaine distribution, le jeudi 5 février 2026 au matin, « sera assurée exceptionnellement au Cap, rue Simone-Signoret (accès par le parking du supermarché).

Enfin, si la fermeture du 404 devait durer plus longtemps que prévu, elle pourrait avoir des conséquences sur l'organisation des prochaines élections municipales, les 15 et 22 mars. « Par anticipation, le **déplacement des trois bureaux de vote** situés dans la salle des fêtes est à l'étude », indique la Ville, qui conclut en assurant que « les élus et les services municipaux sont mobilisés sur ce dossier pour trouver des solutions de report des différentes activités ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

47 000 Normands ont donné leurs idées pour développer et faire rayonner la Normandie : voici ce qu'il faut retenir

Écrit par Mathilde Riou

9–11 minutes

Vous avez eu deux mois pour répondre à notre grande consultation sur l'identité, le cadre de vie et le bien vivre en Normandie. Nous vous avons interrogé sur les atouts et les richesses qu'il faudrait développer pour faire rayonner davantage notre belle Normandie. Enjeux et propositions : voici ce qu'il faut retenir.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

En premier lieu, un chiffre à retenir : près de 47 000 Normands ont participé à notre grande consultation citoyenne : ce qui représente plus de 113 000 votes. Plus de 500 propositions pour faire davantage rayonner la Normandie nous ont été soumises.

La consultation a touché tous les publics : 55% des citoyens mobilisés sont des hommes et 45% des femmes. Ils ont entre 15 et 65 ans.

Quand on regarde le taux de participation par département, il se répartit de la manière suivante : 35 % en Seine-Maritime, 32% dans le Calvados, 14 % dans la Manche, 12% dans l'Eure et 7% dans l'Orne.

Une convergence ressort des résultats concernant des sujets très concrets : mobilité, accès aux soins, cadre de vie, environnement et vitalité des territoires. Les deux enjeux majeurs qui ressortent sont l'identité normande et les transports et mobilités.

Les participants expriment [une fierté affirmée pour l'identité](#)

[normande](#), son patrimoine, ses paysages, ses savoir-faire et son histoire. Cette dimension apparaît comme un levier important pour renforcer le lien social et valoriser la Normandie, tant auprès de ses habitants que vers l'extérieur.

Afin de renforcer la fierté et l'identité normande, en mettant en avant l'histoire, la gastronomie, les savoir-faire, les paysages et le climat de la région et pourquoi pas créer de grands projets emblématiques pour valoriser l'histoire normande (musées, parcs culturels, statues).

Cette fierté régionale passe par une valorisation d'un tourisme basé les richesses normandes : nature, cultures et gastronomie de la Normandie. Les citoyens proposent de développer l'offre touristique avec des séjours culinaires, des parcours thématiques, des ateliers autour des savoir-faire normands et des festivals ou événements culturels.

[Les propositions pour valoriser l'identité Normande • © FTV](#)

Les Normands mettent en avant la nécessité de développer les alternatives à la voiture, avec des réseaux de bus réguliers et accessibles, des liaisons ferroviaires rapides, ainsi que des pistes cyclables.

L'objectif est de mieux connecter toutes les villes et villages de Normandie et d'assurer des liaisons efficaces avec le reste de la France.

[Les pistes cyclables se sont multipliées en ville, mais elles ne sont pas toujours très identifiables pour les piétons malvoyants. • © France 3 Normandie](#)

Quelques exemples sur l'idée de l'amélioration [des liaisons ferroviaires interrégionales et nationales](#) :

[Des idées pour améliorer les transports en Normandie. • © FTV](#)

[Des suggestions pour améliorer les déplacements en Normandie. • © FTV](#)

Développer l'offre culturelle et des activités pour tous les âges, créer des lieux de rencontre et soutenir les projets locaux sont des propositions souvent citées afin de renforcer la cohésion entre habitants.

Ces démarches pourraient favoriser le lien social et dynamiser la vie locale dans toutes les communes normandes.

[Un extérieur, des salles de réunions et espaces partagés, mais aussi un bar associatif, la BASE à Rouen s'est installée rive gauche. • © Didier Meunier / France 3 Normandie](#)

Pour les personnes qui ont participé à notre consultation,

encourager l'engagement des citoyens pour stimuler la participation à la vie de leur commune et [rompre l'isolement seraient également des leviers d'amélioration.](#)

Préserver et mettre en valeur le patrimoine et les savoir-faire normands (architecturaux, artisanaux et agricoles) sont aussi suggérés. Cela inclut la rénovation du patrimoine architectural et la promotion des métiers traditionnels auprès des jeunes et des visiteurs.

[Des lieux de partage pour plus de cohésion sociale en Normandie.](#)

• © FTV

Développer les formations et l'enseignement pour répondre aux besoins des entreprises, retenir les jeunes et limiter l'exode des compétences. Accompagner l'installation et le développement des entreprises en valorisant les savoir-faire industriels et technologiques normands et en créant des conditions économiques compétitives.

[À quelques semaines des fêtes de fin d'année, les producteurs de volailles du marché du Neubourg \(Eure\) s'inquiètent d'un retour de la grippe aviaire.](#) • © Titouan Allain/France 3 Normandie

Encadrer l'urbanisation en Normandie pour éviter l'étalement excessif des villes et promouvoir un aménagement harmonieux qui préserve les terres agricoles, le climat et la qualité de vie.

Valoriser les productions agricoles et maritimes de la région en favorisant les circuits courts, la consommation locale et une juste rémunération des producteurs.

Préserver les pratiques et paysages agricoles qui font la qualité et la renommée du terroir normand. [Protéger et restaurer la biodiversité et les milieux naturels normands](#) (p. ex. forêts, falaises).

[Des pistes d'amélioration liées à l'environnement en Normandie.](#) •

© FTV

Encourager et soutenir des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et de la santé en développant l'agriculture biologique, réduire l'usage de pesticides et promouvoir une production locale.

Développer les espaces verts urbains et ruraux, créer des parcs naturels et intégrer la nature dans les aménagements, tout en limitant les impacts environnementaux des constructions. Privilégier la transformation des friches industrielles et urbaines comme alternative à l'urbanisation.

[Favoriser l'économie locale en Normandie.](#) • © FTV

[Le pôle santé d'Amfreville-Saint-Amand dans l'Eure ouvert depuis](#)

[2021. Il n'y a pas encore eu d'installation de médecin. • © B. Belamri/France Télévisions](#)

[Lutter contre le déficit médical](#) dans les zones rurales et garantir à tous les Normands un accès proche et équitable aux soins, que ce soit dans les hôpitaux, cabinets médicaux ou services spécialisés.

[Idées pour améliorer l'offre de soins en Normandie. • © FTV](#)

Renforcer l'attractivité des métiers de santé et soutenir la formation des futurs professionnels en Normandie.

Ce sont majoritairement des femmes et des personnes âgées (65+) qui sont plus favorables aux mesures visant à améliorer l'accès aux soins et à renforcer les infrastructures de transport.

Dans l'ensemble, aucun clivage majeur n'est observé en Normandie, et les différences entre départements ou tranches d'âge restent relativement modestes.

À Malaunay, Nutriset a envoyé 383 tonnes de compléments alimentaires à Gaza

4–5 minutes

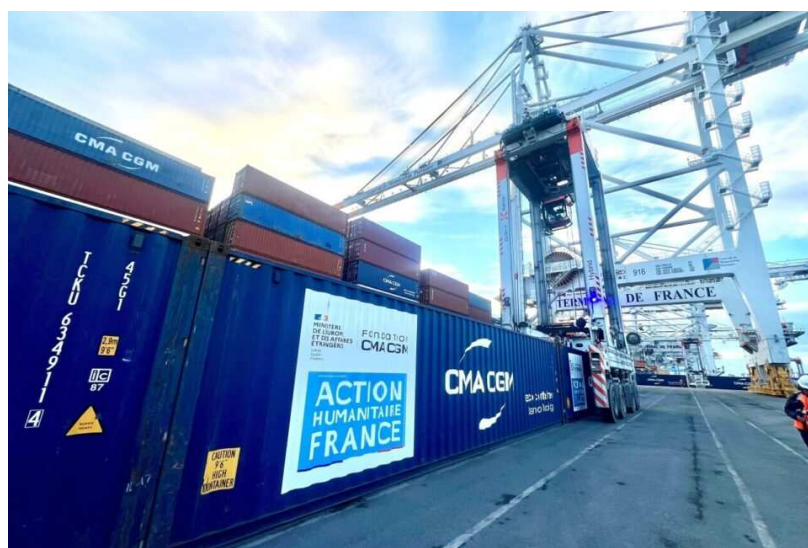
En partenariat avec le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères et la Fondation CMA-CGM, l'entreprise malaunaysienne vient en aide à 42 000 enfants de la bande de Gaza.

Sur le même thème

[Port du Havre](#)

[Solidarité](#)

Article réservé aux abonnés



Vingt-et-un conteneurs ont été chargés sur le Tokyo. ©Le Bulletin

Par [Rédaction Normandie](#) Publié le 28 janv. 2026 à 18h22

Pour la première fois, dimanche 18 janvier, une expédition est partie du [Havre](#) à bord du porte-conteneurs Tokyo, de la compagnie marseillaise CMA-CGM, avec à son bord 21 conteneurs, soit **383 tonnes de compléments alimentaires à destination de la bande de Gaza** pour 42 000 enfants (de 2 à 6 mois) modérément en sous-nutrition.

Des produits pour prévenir la sous-nutrition

« Depuis le début, la France est auprès de la population civile de la bande de Gaza et leur vient en aide », a indiqué Pascal

Confavreux, porte-parole adjoint du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Financée par l'État français et au 1/5e par la Fondation CMA-CGM, qui a assuré le transport gratuitement, cette opération humanitaire ne comprenait que des produits fabriqués par [la société Nutriset](#).



Adeline Lescanne était au départ du porte-conteneur. ©Le Bulletin

« Il s'agit de Plumpy'doz, un complément alimentaire composé d'arachide, de poudre de lait, d'huiles, de sucre, de minéraux et de vitamines. Ces produits servent dans la prévention à la sous-nutrition. **Une dose par enfant et par jour**. Ces deux dernières années, nous en avons envoyé 10 000 tonnes à Gaza », indique Adeline Lescanne, Directrice Générale Nutriset.

Une livraison fabriquée en trois semaines

Elle ajoute que cette **livraison partie le 18 janvier** est exceptionnelle par son volume, « qui a été fabriqué en trois semaines dans notre usine. Cela nous touche particulièrement, car la situation des enfants et des ONG à Gaza est terrible. Nous sommes contents de voir que le gouvernement français est capable de mobiliser des financements particuliers », indique Adeline Lescanne.





Nutriset a déjà livré plus de 10000 tonnes de Plumpy'doz à la bande de Gaza en deux ans. ©Le Bulletin

Les cartons seront remis au Programme alimentaire mondial

Le porte-conteneurs a largué ses amarres à 18h, et le fret d'aide alimentaire doit mettre **une dizaine de jours pour rejoindre Port-Saïd** (Égypte), où les 25 000 cartons seront remis au Programme alimentaire mondial (PAM).



Il a fallu trois semaines à l'usine pour produire les 383 tonnes de compléments alimentaires. ©Le Bulletin



Les 25000 colis mettront une dizaine de jours pour rejoindre l'Égypte. ©Le Bulletin

« Le chargement est transporté par camion jusqu'à la bande de Gaza, et nous sommes en discussion avec les autorités israéliennes, et les ONG sur place, pour qu'il puisse entrer et être

distribué », a complété Pascal Confavreux.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« Cela va être un enfer » : c'est quoi ce projet de lagune à digestat qui inquiète des habitants près de Rouen

7–9 minutes

Une levée de boucliers a accueilli un projet de lagune de digestat issus de la méthanisation et dont le site retenu se situe entre Saint-Jacques-sur-Darnétal et Préaux.

Sur le même thème

[Méthanisation](#)

Article réservé aux abonnés



Une levée de boucliers a accueilli un projet de lagune de digestat issus de la méthanisation et dont le site retenu se situe entre Saint-Jacques-sur-Darnétal et Préaux. ©Isabelle VILLY/Actu.fr

Par [Isabelle Villy](#) Publié le 29 janv. 2026 à 6h58

Produire **une énergie renouvelable**, à savoir du biogaz, à partir de biodéchets alimentaires, dont le tri est obligatoire pour tous, professionnels et particuliers, depuis le 1er janvier 2024 : tel est l'objectif que vise la société Tryon Environnement, via le projet Modul'O, en implantant une unité de méthanisation, sur la zone d'activité du Madrillet, à [Saint-Étienne-du-Rouvray \(Seine-](#)

[Maritime](#)), près de [Rouen](#). Le processus de méthanisation permettra du même coup de générer du digestat, à savoir **un fertilisant organique** qui pourra être utilisé par les agriculteurs, pour l'épandage des sols.

Une lagune de 7 500 m2

Jusqu'ici, ce **projet d'économie circulaire** est louable, sauf qu'il s'accompagne de la création d'une lagune de 7 500 m2 pour accueillir le digestat liquide, et c'est sur le territoire de la commune de **Saint-Jacques-sur-Darnétal** que l'entreprise prévoit de l'implanter, avec un plan d'épandage pour les surfaces agricoles de nombreuses communes aux alentours*.

C'est une **levée de boucliers** qui a accueilli ce projet, tant de la part des riverains où doit être implantée la lagune, que des élus du territoire qui se montrent plutôt hostiles d'un point de vue technique.

Consultation publique prévue du 2 février au 2 mars

Alors qu'une **consultation publique** se tiendra du 2 février au 2 mars 2026, les riverains ont décidé de monter au créneau, en organisant notamment une réunion publique, vendredi 30 janvier, à la salle L'Entre-Seine, à Saint-Jacques-sur-Darnétal. L'idée étant d'échanger sur le projet et ses conséquences sur la population.

Crainte des nuisances olfactives

« On a découvert ce projet par hasard, avec une pancarte installée sur le lieu où la lagune de digestats doit être aménagée », indique à la Rédaction un habitant de Saint-Jacques, qui a décidé, avec les habitants du hameau de Quévreville-la-Milon notamment, de se mobiliser, pour que ce projet ne voie pas le jour et qui a nettement le sentiment que celui-ci a été fait à l'insu de tout le monde.

Et **pour les opposants, rien ne va dans ce projet** : les nuisances olfactives que va générer la lagune, « même si celle-ci doit être couverte », constate le riverain.

Épandage à seulement quinze mètres des maisons ?

Mais pour lui et le collectif de personnes opposées à cet aménagement, cela ne changera rien aux odeurs inévitables quand ce sera le temps de l'épandage sur les champs situés à proximité, « sur 1 245 hectares au total, avec une distance d'épandage par rapport au bâti de seulement quinze mètres », quasiment en limite de propriétés donc, dénonce l'opposant.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

« Cela va être un enfer »

Autre problème mis en évidence par les habitants, et aussi par les élus : la question du réseau routier, pour acheminer le digestat par camions et pour le faire rejoindre les champs, via le hameau en ce qui concerne la commune de Saint-Jacques-sur-Darnétal et celle, proche, de Préaux. « Cela va être un enfer », plaide l'opposant, qui ajoute d'ailleurs que le réseau routier n'est pas adapté pour un tel trafic et que les routes risquent d'être fortement dégradées si cette campagne d'épandage liée à l'aménagement de la lagune se concrétise.

Le maire de Préaux opposé au projet

Le souci du réseau routier est d'ailleurs partagé par les élus, à l'image du maire de Préaux, **Anthony Aguado**, qui est tombé des nues quand il a appris l'existence de ce projet. Il compte bien d'ailleurs, assister à la réunion publique.

« On ne peut pas toute l'année travailler sur le cadre de vie dans nos communes et accepter que nos routes soient détruites par le passage de camions. Au prix de la réfection d'une route au kilomètre, ce n'est pas possible », fustige le maire de Préaux, qui se dit très surpris qu'un « opérateur privé est autorisé à lancer un tel projet sur notre territoire ».

Bien entendu, Anthony Aguado compte bien suivre ce dossier de près : il a d'ailleurs déjà contacté quelques-uns de ses collègues élus pour échanger et a prévu de porter ce sujet à l'ordre du jour du conseil municipal de Préaux.

Le maire de Saint-Jacques a écrit au préfet et à la Métropole

Du côté Saint-Jacques-sur-Darnétal, le maire **Frédéric Delaunay** se dit lui aussi plutôt opposé à ce projet d'équipement, notamment d'un point de vue technique : le secteur concerné pour aménager la lagune abrite en effet des captages et on y recense également des indices de cavité.

Et lui aussi met en avant les infrastructures routières qui ne sont pas dimensionnées pour accueillir un trafic de camions et de tracteurs. Le maire de Saint-Jacques-sur-Darnétal indique d'ailleurs qu'il a envoyé un courrier au président de la Métropole Rouen Normandie et un autre au préfet, pour leur faire part de son opposition au projet.

Objectif : faire annuler le projet tel qu'il est pensé actuellement

Pour l'heure, et en attendant la consultation publique, les opposants au projet vont donc se retrouver pour une réunion publique ce vendredi 30 janvier. « Si on ne se mobilise pas, le projet pourrait avoir des chances de passer. Nous, on espère qu'il n'ira pas au bout et on a d'ailleurs relevé beaucoup de points qui ne vont pas dans ce dossier. On a des arguments pour peser dans la balance », affirment les riverains.

Leur objectif est de faire annuler ce projet avant de « repartir sur un autre projet concerté avec les acteurs locaux cette fois. On n'est évidemment pas contre l'épandage et contre les agriculteurs, mais de tels projets doivent se réfléchir avec les gens qui vivent autour », conclut notre interlocuteur.

Contactée, la société à l'initiative du projet n'avait pas encore donné suite à notre demande. Tout comme la préfecture, qui a pris en compte nos questions, mais n'a pu y répondre pour le moment.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

*Les communes concernées par le plan d'épandage : Auzouville-sur-Ry, Blainville-Crevon, Bois-d'Ennebourg, Bois-l'Evêque, Catenay, Darnétal, Fresne-le-Plan, Grainville-sur-Ry, Martainville-Epreville, Montmain, La Neuville-Chant-d'Oisel, Préaux, Rocquemont, Roncherolles-sur-le-Vivier, La Rue-Saint-Pierre, Ry, Saint-André-sur-Cailly, Saint-Aubin-Epinay, Saint-Georges-sur-Fontaine, Saint-Jacques-sur-Darnétal, Servaville-Salmonville et La Vieux-Rue.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« C'est embêtant de quitter sa maison » : une marnière de 8 m de profondeur contraint deux familles à évacuer en Normandie

Claude Maine

6-8 minutes

Un trou de 8 m de profondeur et d'un diamètre de 3 à 4 m environ : c'est ce qu'a découvert un habitant de la commune de Grigneuseville, près de Rouen (Seine-Maritime), samedi 24 janvier 2026. Lui, sa famille et des voisins ont été obligés de quitter leur maison respective.



Un habitant de Grigneuseville, près de Rouen (Seine-Maritime) a découvert samedi matin, une marnière dans son potager. Il a été contraint d'évacuer sa maison, tout comme ses voisins. Photo d'illustration | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Publié le 28/01/2026 à 19h42

«Un habitant a découvert samedi 24 janvier 2026, au matin, une marnière dans son jardin potager, indique Patrick Vallée, maire de Grigneuseville, commune de 371 habitants, au nord-est de Rouen (Seine-Maritime). Le trou fait de 7 à 8 m de profondeur et a un diamètre de 3 à 4 m environ.»

Lire aussi : [Près de Lisieux, un chantier s'annonce sur cette route pour combler une marnière](#)

«Cet habitant de la rue des Garennes a prévenu les pompiers et les gendarmes de Tôtes. « La municipalité a établi un périmètre de sécurité et évacué sa maison et celle de ses voisins »,» poursuit le

maire.»

«Six personnes ont été évacuées de leur maison»

«Les deux familles, soit six personnes dont deux enfants, ne peuvent plus vivre chez eux. L'une a été relogée dans un gîte et l'autre chez des parents. La marnière étant apparue en bordure de chaussée, la circulation des véhicules est interdite provisoirement dans la rue concernée et le circuit de ramassage scolaire a été modifié.»

Lire aussi : [Des chiens de chasse font une chute de 30 m dans une marnière en Normandie : les pompiers les sauvent](#)

«Jusqu'à 80 000 cavités souterraines dans le département»

« « C'est la première fois qu'une marnière apparaît dans ce lotissement construit il y a 40 ans. À l'époque, il n'y avait pas de fouilles préalables pour les marnières, ni de déclaration de risques en mairie », indique Patrick Vallée. »

«La municipalité a entamé des démarches pour que des fouilles soient menées dans la marnière. « On espère des résultats d'ici 15 jours avant un comblement. C'est toujours embêtant de devoir quitter sa maison. » »

« « Le risque lié aux cavités souterraines est complexe et difficile à traiter, » » « indique la préfecture de Seine-Maritime. » » Dans la plupart des cas, les marnières sont insoupçonnables jusqu'à leur effondrement. On estime aujourd'hui que le nombre de marnières présentes dans le département est compris entre 60 000 et 80 000. » La craie a été extraite du sous-sol pour l'amendement des terres, essentiellement au cours des XVIII^e et XIX^e siècles.

Près de Neufchâtel-en-Bray. Un gouffre de huit mètres apparaît dans un jardin et force l'évacuation de deux familles

Julie Hervieux

4-5 minutes

"Je vois les choses du bon côté, ça aurait pu être dramatique et mal se terminer." A [Grigneuseville](#), une marnière de huit mètres de profondeur a été découverte dans un jardin de l'impasse Chantoiseau, samedi 24 janvier. Deux familles ont été évacuées.

"J'aurais pu tomber dedans"

Vendredi 23, Emmanuel Fontaine était dans son jardin en fin de journée pour profiter des derniers rayons lumineux, sans savoir qu'un trou conséquent se trouvait sous ses pieds. *"J'étais en train de faire mon compost, j'avais les deux pieds sur le trou sans le savoir"*, explique-t-il. Le lendemain, le Grigneusevillais profitait de son après-midi pour bricoler dans son jardin. *"J'étais dans la cour. Quand je suis allé vers mon atelier pour prendre quelque chose, je me suis aperçu qu'il y avait un énorme trou dans le jardin. Ça s'était élargi dans la nuit, raconte-t-il. J'ai pris une lampe de poche, mais je ne voyais pas le fond. J'ai compris tout de suite et j'ai appelé les pompiers."* Les services de secours, la gendarmerie et le maire Patrick Vallée sont aussitôt intervenus. Emmanuel Fontaine, sa femme et leurs deux filles ont dû quitter leur domicile, tout comme des voisins de l'autre côté du jardin, rue des Garennes. *"Je me dis que la veille, j'aurais pu tomber dedans. Le samedi matin, mes filles devaient rester avec moi, elles auraient pu tomber dedans aussi si elles n'étaient pas allées chez leur mamie. Je n'arrête pas de ressasser ça dans ma tête"*, confie l'habitant encore ému.



La marnière se trouve dans le jardin d'un habitant

Une marnière inconnue pour tous

Il y a six ans, la famille Fontaine achetait sa maison dans la commune. Une maison construite en 1985. D'après nos informations, la marnière n'était pas inscrite au cadastre. *"Il y a 40 ans, les marnières n'étaient pas déclarées comme aujourd'hui, précise Patrick Vallée. Des marnières sont déjà connues sur la commune mais aucune n'avait encore été vue près des maisons."* Emmanuel Fontaine et sa famille ont trouvé refuge dans un gîte, non loin de leur domicile. Entre-temps, le propriétaire a déclaré le sinistre à son assurance et est dans l'attente des premiers sondages qui permettront de connaître l'étendue des dégâts. *"D'après les premières expertises, la marnière s'étend sous la route, c'est pour ça qu'ils ont évacué l'autre famille, ils sont dans les 20 mètres autour. En surface, il n'y a qu'un trou de 70 centimètres, qui tient encore avec 20 centimètres de terre mais quand il va tomber, le trou va s'élargir sur trois mètres pour une profondeur minimum de huit mètres. On en saura plus avec les forages, en attendant, je remercie le maire de nous accompagner, il est très réactif."*

En 1995, un fonds de prévention des risques naturels majeurs dit fonds Barnier a été créé. Lorsque des particuliers doivent réaliser des expertises et des travaux de comblement, ce fond prend en charge 80 % des dépenses plafonnées à 72 000 euros. Le Département de Seine-Maritime pourra également prendre en charge une partie. La famille songe à ouvrir une cagnotte en ligne pour financer le reste des opérations.

- **A lire aussi.** [\[Actualisé\] Près de Rouen. L'adolescente disparue a été retrouvée : l'appel à témoins terminé](#)

La circulation perturbée

Samedi 24 janvier, Patrick Vallée a pris un arrêté de circulation afin d'interdire l'accès à la rue des Garennes, dans le périmètre de la marnière. L'arrêt des transports scolaires du "Plix" est supprimé. Les circuits de ramassage pour les collèges et lycées (Circuits 5021 A2 et 5021 B1 / Circuits 5416 Bracquetuit et Etampuis) sont également suspendus pour cet arrêt. Cela concerne aussi la Ligne 523 : Etampuis - Dieppe Gare.

Fécamp. Des capteurs pour mieux évaluer les risques d'inondations

Le Courrier Cauchois

~3 minutes

"A Fécamp, on manque d'informations sur le risque de submersion marine." C'est le constat dressé par François Déhais, directeur du Syndicat mixte du littoral (SML) de la Seine-Maritime. Le passage de la tempête Goretti est venu abonder en ce sens il y a quelques semaines. Pour remédier à cela, une campagne de mesures hydrodynamiques dans le port et au large, ainsi que dans la Valmont, a été mise en place. Ces derniers jours, un capteur a été installé dans chacun des bassins du port, deux autres dans le fleuve, ainsi qu'une bouée holographe déposée au large, jeudi 29 janvier. Durant six mois, ils fourniront des données récurrentes sur l'animation de l'eau, afin de prévoir les risques d'inondations selon la météo, le coefficient de marée, l'orientation et la force des vents...

"Pas une réponse à la tempête Goretti"

"A l'avenir, cela permettra d'avoir des données très précises sur ce que l'on connaît aujourd'hui, et ce que l'on pourrait connaître dans cinq, dix, cinquante ans", avance Adrien Cartier, du bureau d'études Géodunes. Le tout, dans un contexte de changement climatique où le niveau de la mer continue de monter chaque année (d'environ 0,5 cm). "A partir de ces données, on pourra faire des calculs selon tout plein de scénarios, poursuit Loïc Le Louargant, ingénieur au sein du Syndicat mixte du littoral. On espère avoir quelques petites tempêtes pour approfondir nos relevés statistiques, mais pas trop quand même..." François Déhais complète : "Cela permettra de construire une stratégie littorale fécampoise, afin que les élus prennent des décisions en connaissance de cause." Par exemple, en ce qui concerne les projets de modernisation prévus par le Département dans le port.

A échelle plus large, depuis juin 2022, une stratégie "Littoral 76" est menée politiquement, du Havre au Tréport. C'est dans ce cadre qu'il est apparu qu'il y avait un manque de données sur Fécamp. Il a été décidé en 2024 que cette campagne de mesures hydrodynamiques serait mise en place. *"De fait, il ne s'agit pas*

d'une réponse à la tempête Goretti, souligne François Déhais. Mais cette tempête exceptionnelle nous a montré ce qu'il pouvait arriver quand on a un fort vent d'ouest, un coefficient de 120 et une houle conséquente..."

Les aléas administratifs font que les autorisations d'installer ces capteurs sont arrivées officiellement le 9 janvier, au moment où la tempête Goretti déferlait sur les côtes françaises. Mais trop tard pour effectuer des relevés de cet événement exceptionnel.

Aménagement de la côte Sainte-Catherine : les associations dénoncent "une menace pour l'écosystème"

Écrit par Solène Anson

6–8 minutes

C'est l'un des plus beaux points de vue sur la ville de Rouen : le belvédère de la Côte Sainte-Catherine. Depuis 2021, son accessibilité fait l'objet d'un vaste projet de revalorisation avec notamment la création de places de stationnement. Un aménagement qui n'est pas perçu d'un très bon œil par les défenseurs de l'environnement.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

C'est un sublime espace vert qui offre l'un des plus beaux panoramas aux portes de la ville de Rouen (Seine-Maritime) : la côte Sainte-Catherine.

Jamais lassées, Elsa et Chloé, sont toujours aussi bluffées par le calme ambiant. *"C'est agréable d'observer ce petit coin de verdure au milieu de la ville. On peut pratiquer du sport, se promener et s'élever au-dessus des pesanteurs du quotidien. Le seul petit problème, c'est qu'il est parfois difficile d'y accéder"*, notent les deux jeunes femmes.

[Située à l'est de Rouen, la côte Sainte-Catherine est un lieu incontournable pour Elsa et Chloé. • © FTV / Solène Anson, Bérangère Dunglas](#)

Afin de rendre le site plus accessible et d'en améliorer l'attractivité, la Métropole de Rouen a lancé en 2021 un projet audacieux : installer au cœur du massif forestier, un parking de deux places destiné aux personnes à mobilité réduite, ainsi qu'une route.

[La mise en place d'un parking constituerait un danger pour la](#)

[faune, selon les associations écologistes. • © Association Effet de serre toi-même !](#)

Une initiative qui ne passe toujours pas auprès des associations écologistes. Selon elles, les transformations prévues en haut de la côte Sainte-Catherine risquent de déséquilibrer l'ensemble de l'écosystème.

"Si l'on fait disparaître l'ensemble des chauves-souris par exemple, on risque de voir apparaître une surpopulation d'insectes. Les orvets et les grenouilles aussi seraient en danger", alerte Guillaume Grima, responsable de l'association [Effet de Serre Toi-même !](#)

L'association préconise donc le déplacement de quelques mètres les places de stationnement déjà existantes, ainsi qu'un aménagement cyclable plus performant. *"Si l'on installe des voitures et une route dans cet environnement, la nature et les animaux reculeront. Une fois la route créée, l'espace naturel détruit, et les places de stationnement aménagées, qu'il y aura des places de parking, de nombreux véhicules viendront s'y installer, notamment en soirée",* prévient-il. *"Il faut donc valoriser cet espace vert pour le rendre aux habitants. Nous voulons une vraie place pour les vélos et les piétons. Cela permettrait d'améliorer la biodiversité et la qualité de vie des riverains en diminuant les nuisances",* poursuit le défenseur de l'environnement.

[Selon Guillaume Grima, les parkings PMR devraient être installés le long des routes afin de préserver la nature. • © FTV / Solène Anson, Bérangère Dunglas](#)

Si l'on fait disparaître l'ensemble des chauves-souris par exemple, on risque de voir apparaître une surpopulation d'insectes.

Guillaume grima, représentant légal de l'association Effet de Serre toi-même

[Un projet qui déséquilibrerait les écosystèmes • © FTV / Solène Anson, Bérangère Dunglas](#)

Il faut dire que depuis 4 ans, Guillaume Grima est à la lutte. *"Nous avons échangé avec les élus, participé aux deux phases de concertation publique en 2022 et en 2024, écrit des contributions et apporté nos idées pour protéger les animaux qui y vivent, mais elles n'ont pas encore été retenues",* explique-t-il.

Christine De Cintré, élue au patrimoine à Métropole de Rouen qui a rencontré les habitants, et assisté aux comités de pilotage avec les architectes, a pourtant tenté de contenter tout le monde. *"Ce sont des places qui ne sont pas goudronnées, mais en stabilisé, afin de ne pas porter atteinte à la biodiversité de ce site chargé d'histoire",* précise-t-elle.

[Faciliter l'accès de cette côte au plus grand nombre grâce à un](#)

Le but reste le même : en faire un lieu de promenade ouvert à toutes et à tous. *“Aujourd’hui, ce n’est accessible ni aux poussettes, ni aux fauteuils roulants, car des ronciers et la végétation ont envahi le site. L’idée est de faciliter cet accès depuis Rouen, Bonsecours et le Mont-Gargan, tout simplement”*, assure la présidente de Rouen Tourisme.

Ce sont des places qui ne sont pas goudronnées, mais en stabilisé, afin de ne pas porter atteinte à la biodiversité

Christine De Cintré, élue à la ville et à la Métropole de Rouen, en charge du patrimoine

Une [enquête publique démarre ce mercredi](#) et ce pour une durée d'un mois. Objectif : vérifier que les aménagements d'acheminement de la côte Sainte-Catherine n'endommagent pas le site. *“Nous espérons qu’il y aura des études techniques sur les pentes et les revêtements, capables de nous prouver que ce que l’on avance n’est pas fondé”*, conclut Guillaume Grima, responsable de l'association *Effet de serre toi-même !*

L'association a d'ailleurs fêté en novembre dernier ses 20 ans de combat pour le climat.

Écoles, collèges, lycées : l'Académie de Normandie pourrait perdre 300 enseignants à la rentrée 2026

Raphaël Fresnais

7-9 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

En regard des 4 000 postes qui pourraient être supprimés à la rentrée 2026 dans les écoles, collèges et lycées de France, la Normandie semble particulièrement concernée. L'Académie pourrait voir plus de 300 postes d'enseignants disparaître.



Que ce soit dans les rangs des élèves comme des enseignants, la rentrée 2026 s'apprête à sonner un peu plus creux. | STÉPHANE GEUFROI, ARCHIVES OUEST-FRANCE

Publié le 28/01/2026 à 16h35

La diminution constante du nombre d'élèves et l'austérité budgétaire amènent à une conjugaison mathématique : 4 000 postes d'enseignants sont menacés de suppression à la rentrée sur l'ensemble du pays. Tel est ce qui ressort de la présentation des moyens pour la rentrée scolaire par le ministère de l'Éducation lundi 26 janvier 2026, en marge de l'adoption au parlement de la loi de finances.

Lire aussi : [Des milliers de postes supprimés dans les écoles à la rentrée 2026, les syndicats inquiets](#)

Encore faut-il que celle-ci soit adoptée. Mais puisqu'elle en prend le

chemin, les syndicats ont rapidement dénoncé cette perspective en ces mots : «Sanglant», «douche froide», «choc». À y regarder à la loupe, plusieurs académies risquent d'en payer les frais. Celle de Lille en premier lieu, de même que la Normandie.

303 postes menacés en Normandie

Pour l'heure, le Rectorat ne souhaite faire aucun commentaire, rappelant qu'il est «prématuré» de tirer des plans sur la comète face à des éléments qualifiés par le gouvernement de «prévisionnels». Il n'en demeure pas moins que les chiffres annoncés sont conséquents : en Normandie, 303 postes d'enseignants seraient amenés à disparaître dans le public en septembre. 153 dans le premier degré (maternelle, élémentaire), 150 dans le second (collège, lycée).

Ce qui porterait le nombre de professeurs à 16 754 dans les écoles, 18 565 dans les collèges et lycées de la région.

Lire aussi : [En Normandie, 550 000 élèves vont faire leur rentrée cette année, un chiffre qui ne cesse de baisser](#)

Le double effet « papy-boom »

Cette baisse s'inscrit dans une chute démographique assez massive. À l'échelle du pays, on parle de 150 000 élèves en moins à la rentrée prochaine, de deux millions potentiellement en moins à l'horizon 2035-40. «C'est considérable», résume le ministre de l'Éducation, Édouard Geffray.

La Normandie ne fait pas exception. La courbe s'infléchit sans cesse depuis 2008. Dans le premier degré, on annonce encore une baisse de -2,4 % des effectifs à la rentrée. Dans le second, il est question de -1 %. Privé et public confondus, on comptait déjà près de 5 000 écoliers en moins dans la région à la rentrée dernière en seulement un an, contre 1 681 collégiens et lycéens en moins.

[Le retour du « papy-boom »](#) se fait sentir jusque dans les classes. [Les naissances sont en recul de 26 %](#) ces vingt dernières années. En Normandie, les seniors sont désormais plus nombreux que les jeunes.

303 postes supprimés en 2026 : la douche froide pour l'enseignement en Normandie

Marie Lorillec

4-5 minutes

L'académie de Normandie devrait être amputée de 303 postes d'enseignants à la rentrée 2026, selon les prévisions communiquées par le ministère de l'Education nationale. Les syndicats réagissent.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

"Sanglant", "douche froide", "choc": les syndicats enseignants ont fait part mardi de leurs inquiétudes après la présentation par le ministère de la répartition des moyens pour la rentrée scolaire 2026. Celle-ci prévoit plus de 2 200 suppressions de postes dans le primaire public et 1 800 dans le secondaire.

En septembre, la Normandie devrait voir disparaître 153 postes dans le primaire et 150 dans le secondaire. Un constat qui surprend et inquiète les organisations syndicales.

"Concrètement, ça va se manifester par des augmentations du nombre d'élèves par classe alors qu'on a déjà les classes de collège les plus chargées d'Europe", déplore Bertrand Buffetti, co-secrétaire académique CNES FSU du Calvados.

"Je crains aussi les conséquences que ça pourra avoir à terme, assez rapidement, sur des établissements qui sont déjà de taille pas forcément très importante et des menaces qui vont sans doute peser sur des éventuelles fermetures d'établissements qui seraient dans les têtes de certains de nos dirigeants", ajoute le syndicaliste normand.

"Il n'y a rien qui va", a réagi auprès de l'AFP Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE Unsa. "Ce qui est complètement occulté, c'est qu'aujourd'hui, le budget devrait aussi pouvoir permettre de réparer ce que la politique éducative a engendré comme dégâts depuis 2017."

Cette présentation a *"confirmé l'austérité budgétaire assumée"*, a renchéri la CGT Educ'action dans un communiqué. Pour elle, *"le ministère maintient sa sinistre politique comptable"* face à la baisse démographique.

Pour le gouvernement, c'est bien la décroissance démographique qui justifie cette diminution de postes. A la rentrée 2025, l'effectif présentait 107 000 élèves scolarisés en moins par rapport à la rentrée précédente.

Le rectorat rappelle que les chiffres de suppression de poste évoqués ne sont pas encore définitifs. *"Les éléments présentés aux syndicats l'ont été à titre prévisionnel et restent dépendants de l'adoption définitive du projet de loi de finances"*, précise-t-il dans un communiqué. *"Il est prématuré de communiquer sur une répartition définitive au niveau de l'académie de Normandie avant que le dialogue social n'ait eu lieu"*.

Interrogé lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Education Edouard Geffray a évoqué à nouveau la *"chute démographique vertigineuse"* pour justifier la suppression de *"4 000 postes"*. Mais *"il n'y a pas de suppressions cachées"*, a-t-il assuré, évoquant en revanche des postes *"mis en réserve"* mais qui seront finalement *"affectés aux académies"* pour justifier les différences avec le Projet de Loi de Finances.

Ces trois dernières années, 351 postes d'enseignants du secondaire ont été supprimés en Normandie.

Avec Noé Guibert

Marché sur fonds publics pour l'installation du WiFi dans les tramways du Havre, la justice pénale se saisit du dossier

Auteur Manuel Sanson

8–10 minutes

Le parquet du Havre a ouvert une enquête sur les conditions de l'octroi d'un marché pour le déploiement du WiFi dans les tramways, déploiement au final avorté avec, à la clé, deux millions d'euros d'argent public dilapidés de manière troublante par la communauté urbaine.

C'est désormais officiel. En lien avec nos précédentes révélations, la justice a décidé d'ouvrir une procédure concernant un marché passé entre la société de transport Transdev et la société S2F Network, précédemment propriété de l'élue havraise Stéphanie de Bazelaire et aujourd'hui fondue dans le groupe de bâtiment et travaux publics NGE, pour l'installation du WiFi dans les tramways havrais.

Ce marché qui n'a jamais abouti a été financé par les deniers publics à hauteur de 2 millions d'euros en provenance de la communauté urbaine du Havre.

Le dossier a été « *transmis pour enquête à la police judiciaire de Rouen* », indique aujourd'hui Soizic Guillaume, procureure de la République du Havre. Les investigations sont désormais conduites sous son autorité. Le tout alors que la campagne pour l'élection municipale et communautaire havraise entre dans sa dernière ligne droite.

Pour rappel, Stéphanie de Bazelaire, élue à la ville du Havre et à la communauté urbaine, par ailleurs proche d'Édouard Philippe, est déjà [visée par une enquête ouverte initialement par le parquet national financier pour, entre autres, favoritisme et détournement de fonds publics en marge de possibles entorses aux règles des marchés publics relatives à la signature d'une convention entre la communauté urbaine et l'association LH French Tech, présidée par l'élue à titre bénévole, des faits révélés par le journal *Le Monde*. *Le Poulpe* avait par ailleurs mis en lumière un bien étrange marché](#)

[public à hauteur de plus de 700 000 euros, conclu en 2021 entre la communauté urbaine et la société NGE \(groupe français de bâtiment et travaux publics\). NGE venait effectivement tout juste de faire l'acquisition de l'entreprise personnelle de Stéphanie de Bazelaire, S2F Network, avant que cette dernière n'entre au conseil municipal en 2020.](#)

C'est à présent une autre opération impliquant l'argent public, toujours au bénéfice de Stéphanie de Bazelaire, qui jette le trouble et nourrit une fois encore le soupçon de potentiel népotisme en faveur de l'élue et de son ancienne entreprise. Il est question ici du déploiement du wifi dans les tramways havrais qui ne sera jamais achevé avec, à la clé, un possible gaspillage des deniers publics.

Contactées pour s'exprimer sur ce dossier, Stéphanie de Bazelaire comme la communauté urbaine du Havre ont décliné nos sollicitations.

Selon nos informations, cette opération avortée a fait l'objet d'un signalement au parquet national financier (PNF) au printemps 2025. Ce dernier, après consultation, a pris la décision de le transférer au parquet du Havre.

L'affaire s'est jouée au profit de S2F Network en deux temps, en 2015 et en 2018. D'abord avec la signature d'un premier avenant pour la phase d'étude entre l'agglomération du Havre et Transdev Le Havre, délégataire pour l'exploitation du réseau de transports en commun. Transdev a refusé de répondre aux questions du *Poulpe*.

La communauté d'agglomération, CODAH à l'époque, entend procéder au déploiement d'un système de WiFi embarqué dans ses tramways. Pour ce faire, elle débloque une somme de 700 000 euros. À charge pour l'exploitant de trouver un prestataire qui effectuera la mission.

Ensuite, en 2018 nouvel avenant toujours avec Transdev, cette fois pour un montant de 1,238 million d'euros. « *Par un avenant n° 9 à la précédente convention de délégation de service public, la CODAH avait confié à CTPO [Transdev Le Havre] une mission d'étude et de mise en place d'un accès WiFi dans le tramway. La CODAH juge que l'expérimentation réalisée en phase n° 1 est concluante et souhaite poursuivre le projet jusqu'à son terme (phases 2 et 3)* », justifie la collectivité dans son avenant soumis au vote du conseil communautaire.

"Aucune communication publique n'a été faite sur les raisons de l'abandon du service, ni sur l'usage réel des fonds engagés"

Si, a priori, le premier avenant ne mentionnait pas que la société S2F Network avait été retenue pour la réalisation de l'opération de

déploiement du WiFi, le second se fait plus explicite puisqu'il comporte en annexe le devis de la société dirigée par Stéphanie de Bazelaire. À l'époque, la communauté urbaine est présidée par Luc Lemonnier, proche lui aussi de Stéphanie de Bazelaire, et désigné par Édouard Philippe pour gérer les affaires de son fief le temps de son bail à Matignon.

Le fait que le devis de S2F Network soit le seul présent au dossier transmis aux élus communautaires semble démontrer que cette société fut la seule consultée par Transdev, cette dernière, personne morale de droit privé, n'étant pas soumise au code des marchés publics.

Et le déploiement commence. En 2019, un article fait même état des travaux en cours dans la presse locale. Et puis, le silence. Plus de son, plus d'image sur ce système présenté comme une innovation technologique alors qu'on assiste dans le même temps au déploiement massif de la 4G, suivi par la 5G, qui permet à tous les voyageurs d'accéder à l'internet sur leurs terminaux mobiles, soulevant dès lors des interrogations légitimes quant à l'utilité du projet et, par ricochet, sur la bonne utilisation des fonds des contribuables.

Pour rappel, la 4G est déployée au Havre à partir de 2013, soit deux ans avant le lancement en 2015 de la phase d'étude sur le déploiement du WiFi dans les tramways.

« Le déploiement de la 4 puis 5G à grande échelle a, petit à petit, fait décroître le nombre d'utilisateurs actifs. Devant cette chute et l'inutilité d'entretenir un réseau inutilisé, il est apparu nécessaire d'arrêter ce projet. Cet arrêt fut mené progressivement en 2023 afin de mesurer si cela générerait un regain d'utilisation ou des réclamations d'usagers, ce qui n'a pas été le cas. Le système fut donc définitivement fermé fin 2023 », annonce finalement la communauté urbaine dans un courrier de juillet 2025 en réponse aux sollicitations pressantes de Sophie Zarifian, candidate aux prochaines municipales au Havre pour la liste citoyenne Le Havre en Débat qui a levé le lièvre, renforçant encore les soupçons quant à la justification d'une telle dilapidation de fonds publics.

« À ce jour, ce service n'a jamais été opérationnel pour les usagers. Pourtant, l'amortissement d'un "système Wi-Fi et ses équipements" apparaît toujours dans les budgets de la communauté urbaine, sur une période de 15 ans. Des éléments matériels (antennes toujours visibles sur les trams et abris de stations) suggèrent qu'un déploiement partiel a eu lieu. Cependant, aucune communication publique n'a été faite sur les raisons de l'abandon du service, ni sur l'usage réel des fonds engagés », soutient aujourd'hui la lanceuse d'alerte dans son signalement.

« Ce dossier soulève d'autant plus de questions que Mme de

Bazelaire, dirigeante de la société prestataire, est également élue : elle est actuellement adjointe au maire du Havre, en charge du numérique et de l'innovation, et conseillère communautaire à la CU Le Havre Seine Métropole. Ce cumul de fonctions renforce l'intérêt d'un éclairage sur les conditions de passation et de suivi de ce projet public », ajoute-t-elle, faisant explicitement référence à l'enquête déjà ouverte par le PNF sur l'association LH French Tech, évoquée supra.

D'autres éléments recueillis par *Le Poulpe* renforcent encore un peu plus l'idée d'une forme de "cadeau" à l'utilité contestable offert par la communauté urbaine via la société Transdev.

Si la communauté urbaine renvoie officiellement vers Transdev qui aurait seule fait le choix de S2F Network, une source proche de l'entreprise livre une tout autre version de l'affaire, laissant entrevoir que l'intercommunalité aurait négocié directement le marché avec S2F Network et l'imposant d'emblée à Transdev, exploitant privé du réseau de transports publics.

« Ça a coûté 2 millions d'euros et la société de Stéphanie de Bazelaire n'a jamais été capable de le faire fonctionner. On a demandé à l'exploitant de ne surtout rien dire et d'étouffer l'affaire », tacle une source proche du dossier. Selon d'autres informations, la société Transdev elle-même aurait alerté la communauté urbaine sur l'inutilité d'un tel dispositif WiFi, sans que cela ne provoque le moindre changement de braquet de la collectivité.

Aujourd'hui, il reste quelques antennes sur des rames et abribus, tristes stigmates d'un projet inabouti, financé par le contribuable au profit d'une élue et de son ancienne société.

TGV en Normandie, identité normande : les résultats de notre consultation sur le rayonnement de la région - ICI

Théophile Pedrola

4-5 minutes

Pont de Normandie. © Radio France - Martin Roche

Diffusé le jeudi 29 janvier 2026 à 7:31

Publié le jeudi 29 janvier 2026 à 7:31

ICI, en partenariat avec Make.org, a organisé une grande consultation en ligne sur le rayonnement de la région Normandie. En voici les résultats, basés sur plus de 113.000 votes.

Selon vous, quels atouts et richesses faut-il développer pour que la Normandie rayonne davantage ? C'était l'objet de la grande consultation en ligne Make.org pour votre radio locale ICI, réalisée entre les 5 novembre 2025 et 4 janvier 2026. 113.000 votes de 46.900 participants plus tard, on peut dresser des conclusions, qu'ICI Normandie vous présente ce jeudi 29 janvier.

Les Normands qui ont répondu parlent de très nombreux sujets : patrimoine, tourisme, médical, environnement, agriculture, éducation. Mais deux reviennent le plus souvent : la promotion de l'identité normande et le développement des transports ferroviaires.

Sur le thème de l'identité, les répondants veulent afficher leur fierté d'être Normand, valoriser le patrimoine, l'histoire, les paysages. Plusieurs proposent de faire perdurer et rénover l'architecture normande. D'autres souhaitent valoriser l'histoire de la région, sans la limiter au Débarquement. D'autres voudraient être fier du climat normand, loin des canicules de l'été. Mais des propositions plus concrètes, comme la création d'un Puy du Fou normand, ou valoriser le parler normand, sont bien moins plebiscitées.

Deuxième volet qui revient le plus souvent : le train. Développer un réseau express régional, ce qui est en cours autour de Rouen, mais aussi un TER qui s'arrête dans de plus petites communes. Surtout, il faut le TGV en Normandie, c'est une réponse phare. Des trains rapides vers Paris, mais pas que : vers la Bretagne ou le Nord, sans passer par la capitale.

Sujet : [!! SPAM][INTERNET] Édouard Philippe: objectif Le Havre, destination Élysée [AFP, 3 derniers jours]

De : AFPForum-Alerts@afp.com

Date : 28/01/2026 23:00

Pour : guillaume.viron@seine-maritime.gouv.fr

Édouard Philippe: objectif Le Havre, destination Élysée

[élections](#) | [partis](#) | [Horizons](#) | [Municipales-2026](#) | [présidentielle](#)

Le Havre, France | AFP | 28/01/2026 13:21 UTC+1 | mise à jour le 28/01/2026 22:58 UTC+1

AJOUTE RÉUNION PUBLIQUE

par Baptiste PACE

Une réélection au Havre avant de prendre le large pour l'Élysée ? Édouard Philippe sollicite un nouveau mandat dans la cité portuaire, fondation de son identité politique et étape aussi obligée que risquée de sa candidature à la présidentielle.

Mercredi soir, l'ancien Premier ministre a lancé sa campagne devant environ 700 personnes dans la Salle François 1er. Pas question de parler de la présidentielle. Le Havre d'abord. La propreté du quartier du Rond-point, le tramway jusqu'à l'hôpital Monod. Programme dévoilé le 4 février, liste le 11, grand meeting la semaine précédant le premier tour.

"Il y aura des gens qui passeront leur temps à se poser la question de savoir comment on peut parler de la politique nationale à propos de cette campagne havraise. Je leur dis: Messieurs, bon courage. (...) La politique nationale a ses charmes, la politique locale a les siens et je succomberai plutôt aux seconds qu'aux premiers", a-t-il prévenu.

Les élections municipales (15-22 mars) se suivent et ne se ressemblent pas au Havre. Quoique. En 2020, c'est en tant que Premier ministre qu'Édouard Philippe avait candidaté à sa réélection après avoir été élu dès le premier tour en 2014, quatre ans après avoir été installé dans le fauteuil de maire par son mentor, Antoine Rufenacht.

Après la crise des "gilets jaunes", l'ex-chef du gouvernement d'Emmanuel Macron était embarqué dans la réforme des retraites pour laquelle il venait de déclencher l'article 49.3 de la Constitution. Une imposante présence policière entourait la salle François 1er pour son lancement de campagne, encerclée par des centaines d'opposants à la réforme.

La crise du Covid éclatant au moment du premier tour, le second fut reporté de trois mois. Entre temps, Édouard Philippe vit sa popularité augmenter en flèche pour sa gestion de la crise sanitaire. Réélu maire du Havre, il fut remercié de Matignon et remplacé par Jean Castex.

Six ans plus tard, c'est en tant que candidat déclaré à l'élection présidentielle que le maire retourne devant ses administrés.

Une étape obligée pour cet élu local qui a placé les maires au cœur de son parti, Horizons, fondé en 2021. Une épreuve qui ne supporte pas le faux-pas en vue de l'Élysée. "Si je perds les élections municipales, je ne serai pas dans la meilleure des positions pour aborder la suite, a-t-il dit à Paris-Normandie.

"Il est absolument indispensable qu'il soit réélu au Havre", prévient une figure d'Horizons. "S'il perd, c'est terminé", confirme un autre.

- Premières municipales d'Horizons -

Poussé, même par Antoine Rufenacht, à se présenter à la mairie de Paris lorsqu'il était Premier ministre, Édouard Philippe ne s'est jamais détourné du Havre, ville où son grand-père était docker encarté à la CGT.

L'énarque et Conseiller d'État siège au Conseil municipal depuis 2001. Il devint peu de temps après le premier directeur général de l'UMP (devenue depuis Les Républicains) dans la foulée de la réélection de Jacques Chirac, dont Antoine Rufenacht dirigea la campagne. L'UMP eut pour premier patron son autre mentor en politique, Alain Juppé, qui songea un temps à Édouard Philippe pour la mairie de Bordeaux.

Mais Le Havre est "la ville où mon père est enterré, le père de mon père, le père du père de mon père", la seule "où je peux envisager de me présenter au suffrage universel", expliquait-il déjà en 2020.

Cette année, Édouard Philippe affrontera à nouveau le communiste Jean-Paul Lecoq, pour qui il a voté face au Rassemblement national aux législatives après la dissolution. Dans cette ville longtemps détenue par le PCF, M. Lecoq mène une liste de gauche unie hors La France insoumise. En 2020, il n'avait pas fusionné avec les écologistes entre les deux tours.

L'UDR d'Éric Ciotti et le Rassemblement national seront représentés par Franck Keller, conseiller municipal à

Neuilly-sur-Seine. Ces municipales, "c'est peut-être le même fleuve, mais ce n'est pas la même histoire", glisse-t-on dans le camp philippiste, "confiant" mais "absolument concentré" dans cette course particulière à la réélection.

Au delà du Havre, Horizons aborde une étape importante de sa jeune existence avec ces premières élections municipales. Son vice-président Christian Estrosi sollicite une délicate réélection à Nice face à Éric Ciotti. Son secrétaire général Christophe Béchu sollicite un nouveau mandat à Angers.

A Paris, le candidat Horizons, Pierre-Yves Bournazel, a reçu le soutien de Renaissance, au grand dam de Rachida Dati qui ne retient plus ses coups contre Édouard Philippe, accusé de vouloir faire "perdre la droite" dans la capitale.

bpa/jmt/cbn

Identifiant : <http://doc.afp.com/94AK2ZR>

[Modifier, suspendre ou supprimer vos alertes mail](#)
[Accéder au document d'origine de cette alerte mail sur AFP Forum](#)

Copyright © Agence France-Presse. Tous droits réservés. Les documents mentionnés sont la propriété de l'AFP et/ou de ses partenaires. AFP et le logo AFP sont des marques déposées de l'Agence France-Presse.

Municipales. Édouard Philippe candidat à sa réélection : « Je veux continuer à faire avancer Le Havre »

Baptiste LAUREAU

17-22 minutes

En septembre 2024, Édouard Philippe annonçait sa double candidature, à la mairie du Havre en 2026 et à la présidence de la République en 2027. À moins de deux mois du scrutin municipal, le maire du Havre et président du parti Horizons lance officiellement sa campagne mercredi 28 janvier 2026 par une réunion publique à la salle François-Ier. Entretien.



Par Propos recueillis par [Baptiste LAUREAU](#) et [Sandrine GROSJEAN](#)

Publié: 28 Janvier 2026 à 06h01 Temps de lecture: 4 min

Au 153 boulevard de Strasbourg au Havre, l'aménagement des locaux du rez-de-chaussée laissés vacants par une agence immobilière touche à sa fin. C'est lundi, costume gris ajusté, boutons de manchette en gants de boxe assortis à un entraînement matinal où il confie avoir encaissé quelques coups bien sentis, Édouard Philippe nous reçoit dans son tout nouveau QG de campagne. Son bilan, sa liste, ses adversaires, ses idées-forces pour un troisième mandat de maire... L'ancien Premier ministre (re)part au combat.

Pourquoi repartez-vous pour un troisième mandat ?

« Parce que j'aime Le Havre, parce que c'est ma ville, et que c'est ici que j'ai mon engagement politique. Je n'ai jamais fait de nomadisme politique ou électoral. Parce que je crois que nous avons engagé, Antoine Rufenacht avant moi, puis moi après lui, une transformation de la ville réelle, appréciée et qui n'est pas terminée. Parce que je vois assez bien quel programme mettre en

œuvre pendant le prochain mandat et avec quelle équipe. Parce que le monde devient fou et que vivre dans une ville qui se tient et qui se développe, c'est important. »

Quelle est la mesure phare de votre programme ?

« Il y aura beaucoup de continuité, et des accents nouveaux. Nous allons notamment continuer à mener une politique ambitieuse en matière de transformation urbaine. Nous allons mettre en œuvre un projet très audacieux sur le centre ancien est – toute la partie de la ville qui s'étend du cours de la République jusqu'au square Massillon. La deuxième grande transformation concernera les Magasins Généraux. Il ne s'agit pas de tout raser pour tout reconstruire, mais d'une rénovation des espaces publics, de la construction de nouveaux logements et de l'aménagement d'un grand parc dans le prolongement du bassin Paul-Vatine. En parallèle, nous intensifierons notre politique culturelle et continuerons à soutenir les développements portuaires, industriels et touristiques. Et je vous le disais, trois accents nouveaux seront portés sur l'éducation, la santé et la sécurité (lire par ailleurs). »

« Je n'ai jamais considéré qu'aimer Le Havre et aimer la France était incompatible. »

Sur le mandat précédent, si vous aviez une grande fierté ?

« La grande fierté, c'est qu'en 2014 et en 2020, les Havrais m'ont accordé leur confiance. Assez nettement les deux fois. J'avais sollicité leur confiance en leur disant ce que je voulais faire ; les engagements que j'ai pris, je les ai tenus. On a fait vivre les projets sur lesquels on s'était engagés. Et je crois que ce faisant, on a transformé la ville. Je pense que toutes celles et ceux qui ont connu la ville il y a 10 ans, 30 ans, 40 ans et qui y reviennent, disent assez clairement qu'en effet, la ville s'est transformée et plutôt en bien.

Ensuite, il y a des politiques publiques dont je suis très fier. Le fait que des moments culturels comme [les festivals] Le Goût des autres, Sur les épaules des géants ou Un Été au Havre se soient véritablement imposés. Ce sont trois événements gratuits, dont la fréquentation augmente de façon continue, qui rassemblent plusieurs milliers de Havraises et de Havrais, parfois des gens qui viennent de l'extérieur.

Je suis aussi très heureux qu'on ait réussi à mettre en place, avec la communauté urbaine, des grands projets dans un esprit de travail collectif très abouti. »





Édouard Philippe présentera le 11 février aux Havrais une équipe composée d'élus siégeant au conseil municipal et de nouvelles personnalités. - STEPHANIE PÉRON CLÉMENT

Un regret peut-être ?

Le mandat qui s'achève, on l'a un peu oublié aujourd'hui, a été marqué par un début rendu très compliqué par le Covid, puis par l'inflation. Comme dans beaucoup d'autres villes, un certain nombre de projets ont été un peu décalés. Mais, vous savez, les regrets, ce n'est pas trop mon truc. »

« Je suis candidat, totalement candidat, pleinement candidat. »

Un maire candidat à sa propre succession, qui est également candidat à la présidentielle : votre opposant principal, Jean-Paul Lecoq (PCF), dit que vous courez deux lièvres à la fois. Ce n'est pas faux...

« Je n'ai jamais considéré qu'aimer Le Havre et aimer la France était incompatible. Je pense même que c'est parfaitement complémentaire de vouloir servir Le Havre et vouloir servir la France. Cela ne me viendrait pas à l'esprit de critiquer le candidat communiste parce qu'il est député et qu'il siège à l'Assemblée nationale. Je suis candidat, totalement candidat, pleinement candidat. J'ai refusé absolument toutes les propositions qui m'ont été faites depuis 2020 pour occuper des fonctions politiques nationales, parce que je voulais exercer mon mandat de maire. »

Vous jouez gros quand même au mois de mars. Vous avez déclaré que vous seriez, en parlant de la présidentielle, dans une position inconfortable si d'aventure vous n'étiez pas réélu maire.

« Quand vous vous présentez à une élection, vous prenez toujours le risque de perdre. Mais vous savez, la question ce n'est pas vraiment ma petite personne. C'est plutôt ce qui est proposé aux Havraises et aux Havrais. Les commentateurs ou les adversaires, qui pensent que l'essentiel dans cette élection ce serait moi, n'ont pas compris que cette élection municipale pose d'abord la question du Havre pendant les six prochaines années. »





Édouard Philippe annonce un programme de continuité des politiques engagées au cours de ses deux premiers mandats, et « de nouveaux accents portés sur l'éducation, la santé et la sécurité ». - STEPHANIE PÉRON CLÉMENT

Mais c'est un moment important, là particulièrement, puisque si jamais vous n'êtes pas élu...

« Mais c'était pareil en 2020. Si en 2020, j'avais perdu... Et si en 2014, j'avais perdu... Avec des si, vous savez... »

Sauf qu'en 2020 vous n'étiez pas candidat à la présidentielle !

« Si j'avais perdu en 2020, ça voulait dire que ça s'arrêterait. »

Ça veut dire que si vous perdez les élections municipales, tout s'arrête alors ?

« Si je perds les élections municipales, je ne serai pas dans la meilleure des positions pour aborder la suite. Mais je ne me place pas dans cette hypothèse. Je fais confiance aux Havrais pour faire le bon choix. Celui du Havre. »

« Si je perds les élections municipales, je ne serai pas dans la meilleure des positions pour aborder la suite. »

Comment convaincre justement les Havrais de voter pour vous sachant que potentiellement, un an après, vous pouvez être parti ?

« Je fais comme je l'ai toujours fait, et comme Antoine [Rufenacht] l'a toujours fait. Je propose aux Havrais un programme, que je présenterai le 4 février et une équipe que je dévoilerai le 11 février. Elle sera composée de personnalités siégeant déjà au conseil municipal et sur lesquelles je peux m'appuyer. Il y aura également des personnalités nouvelles, intéressantes, compétentes, enracinées. Et qui ont envie de s'investir et de s'engager pour continuer à faire avancer Le Havre. »

Des colistiers qui ne sont pas forcément de votre tendance politique ?

« Je n'ai jamais demandé à mes colistiers d'être d'accord avec moi sur les sujets de politique nationale. Ni en 2014, ni en 2020. Et ça ne sera pas le cas en 2026. Les candidats qui se présentent avec moi sont des femmes et des hommes libres. Ils ne sont pas sur cette liste en vertu d'un accord avec je ne sais quelle formation politique et ils ont évidemment toute liberté d'expression en matière de politique nationale ou en matière de choix nationaux. La seule chose que je leur demande, c'est de se retrouver dans le programme que je propose. L'élection municipale sert à valider le programme et l'équipe. »

En cas de victoire au mois de mars, comment allez-vous concilier une campagne présidentielle chronophage avec la vie d' élu local ?

« J'ai le souvenir d'Antoine Rufenacht au moment de la campagne présidentielle de 2002. Il n'était pas candidat à l'élection présidentielle, mais tout de même il était directeur de campagne de Jacques Chirac. Ça occupe, croyez-moi. Eh bien il est resté maire. Il a dit clairement que pendant la durée de la campagne, il allait être occupé, ce que tout le monde a compris. Il a laissé sa première adjointe prendre un peu plus d'importance. Mais il n'a pas démissionné et il a fait en sorte que les programmes sur lesquels il s'était engagé et l'équipe qu'il avait constituée fonctionnent bien. »

Contrairement à 2020, la gauche part unie au premier tour. Est-ce que cela vous inquiète ?

« Le candidat communiste [dit que la gauche est unie](#). Pour ma part, j'observe que La France insoumise présente une liste, tout comme Lutte ouvrière. Par ailleurs je crois comprendre que des listes citoyennes, qui me paraissent assez à gauche, essaient de se constituer... J'ai déjà vu des unions plus unies ! »

Mais l'alliance PS-PC-écologistes, en revanche, c'est une réalité.

« Il y a un accord entre partis politiques, dont je ne sais pas s'ils représentent beaucoup de choses au Havre. Le PC, oui, avec des élus locaux, un enracinement. Je le prends très au sérieux et je respecte cet enracinement. Même si j'ai des désaccords majeurs avec les communistes. Mais enfin, le PS, Europe Ecologie-Les Verts ou le Parti radical de gauche ne sont pas très représentés au conseil municipal. Je ne suis pas sûr que les Havrais identifient les responsables de ces partis au Havre. »

Dans le contexte national, la présence au Havre d'un candidat UDR-RN, Franck Keller, peut-elle impacter le résultat des urnes ?

« Je ne connais pas M. Keller. Il est [conseiller municipal à Neuilly-sur-Seine](#) depuis onze ans, et il pense que tout va mal au Havre et

que le maire doit être battu. C'est son droit. Si vous voulez en savoir plus, vous devriez poser la question au maire de Neuilly, qui vous répondrait plus utilement. »

La montée en puissance du Rassemblement national, est-ce une inquiétude pour vous ?

« Moi, mon sujet, c'est de faire campagne. Et ma façon de faire campagne, ce n'est pas de commenter les tendances, c'est de dire qui je suis et ce que je propose. »

En cas de grand chelem pour vous, vous serez obligé de passer la main au Havre.

« Vous êtes en train de faire comme si j'avais gagné deux élections successives. Permettez-moi, de vous parler des élections municipales, pas de la suite. »

Donc, vous n'avez pas de dauphin. Antoine Rufenacht avait désigné en vous un successeur...

« Il n'avait pas de dauphin. Je n'ai d'ailleurs jamais été son premier adjoint, et il n'a jamais dit que j'étais son dauphin. »

En revanche, il avait une idée plutôt précise lors de son dernier mandat.

« C'est vrai, mais il n'en a jamais parlé à personne. Je me permettrai de faire la même chose. Ce qui m'intéresse, c'est de construire une équipe, et de voir qui se révèle. »

Mais vous avez une idée quand même.

« Évidemment que j'ai des idées. »



« Les campagnes électorales, ce sont des moments que j'aime. Et que je prends au sérieux », déclare le candidat Philippe -
STEPHANIE PÉRON CLÉMENT

Sur la composition de votre liste, vous parlez de

« personnalités nouvelles ». Peut-on en savoir davantage ?

« Il faut toujours renouveler. Antoine me disait en 2010, quand il a justifié sa démission : “Le renouvellement, c’est la vie.” Il faut à la fois conserver ceux qui ont l’expérience, sont dépositaires d’un état d’esprit et qui connaissent bien les dossiers, et en même temps faire monter une nouvelle génération. Pas simplement des jeunes, mais des personnes qui apportent un regard nouveau, une compétence nouvelle, des expériences nouvelles. »

Comment vous abordez cette campagne ?

« Concentré, comme toujours. Les campagnes électorales, ce sont des moments que j’aime. Et que je prends au sérieux. Je vais donc mener cette campagne très sérieusement : expliquer clairement ce que je veux faire, tenir des réunions publiques, organiser des réunions d’appartement, communiquer sur les réseaux et rencontrer un maximum de Havrais. »

« Je suis convaincu qu’un Havrais Président ne serait pas une mauvaise nouvelle pour la ville »

Le fait que vous ayez été Premier ministre, est-ce que ça change votre manière de faire campagne ?

« Non je ne crois pas. »

Ça pèse dans la balance tout de même ? Certains Havrais sont sans doute fiers d’avoir un maire qui a été Premier ministre.

« J’ai été élu maire du Havre avant d’être Premier ministre. Puis j’ai été élu maire du Havre pendant que j’étais Premier ministre. J’espère être élu maire du Havre après avoir été Premier ministre. Je ne crois pas avoir beaucoup changé, ni moi personnellement, ni dans mon rapport avec les Havrais. Alors, bien sûr, je suis convaincu qu’avoir été Premier ministre aide un peu vis-à-vis de beaucoup d’interlocuteurs à Paris et ailleurs, je ne le cache pas. Comme je suis convaincu qu’un Havrais Président ne serait pas une mauvaise nouvelle pour la ville. Mais ce qui compte, c’est Le Havre. Et je suis totalement convaincu qu’on peut continuer à faire avancer notre ville. Que le potentiel du port va se révéler dans les années qui viennent avec des investissements privés et publics considérables qui sont en cours. Que la zone industrialo-portuaire peut encore être un lieu de création de richesses importantes. Que le développement touristique peut se poursuivre. Je suis convaincu que la transformation qui a été engagée au Havre peut non seulement continuer, mais continuer à un rythme accéléré. »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[« Retraitable », Mgr Jean-Luc Brunin n’est pourtant « pas fatigué par le diocèse du Havre »](#)

[Football – HAC. « À tous les matches, j'avais la boule au ventre », avoue Mory Diaw](#)

[Le Havre. Une pièce de théâtre questionne le recours à l'intelligence artificielle face à la mort](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Son programme : les trois axes prioritaires



Publié le 27/01/2026 à 18:08 Temps de lecture: 3 min

L'éducation. « Nous souhaitons développer l'offre de centres aérés pendant les vacances, et étendre l'accès à des enfants un peu plus âgés que le public accueilli aujourd'hui ; développer l'offre de périscolaire, renforcer le nombre d'Atsem dans les écoles maternelles et développer une offre d'apprentissage l'été. Poursuivre la rénovation des écoles, tout comme la végétalisation des cours d'école, à raison de trois par an, ce qui permettra de traiter 18 écoles dans le prochain mandat.

À l'occasion de la rénovation de l'école Paul-Bert, nous allons mettre en place un programme assez ambitieux et assez unique en France, qui consiste à intégrer dans l'école un institut médico-éducatif pour accueillir des enfants en situation de handicap mental. Les enfants ne seront pas dans la même classe, mais ils pourront grandir ensemble.

Et puis nous construirons une nouvelle école dans les quartiers Sud. »

La santé. « Nous allons mettre en place un grand plan de prévention. Les politiques de prévention sont portées par les médecins, par l'hôpital, par l'Éducation nationale. Au final, elles ne sont pas assez encouragées. Et souvent, elles sont trop peu coordonnées. L'objectif est de créer une stratégie et un lieu de coordination de ces politiques de prévention pour que dans cette ville où les questions sanitaires sont extrêmement sérieuses, nous puissions obtenir des résultats.

Deuxième axe, toujours favoriser l'implantation de médecins et de professionnels de santé. D'abord en prenant à notre charge une

partie des frais liés aux assistants médicaux, dont les médecins peuvent se doter pour déléguer les tâches administratives et consacrer plus de temps à leurs patients.

Et puis, on veut créer une sorte de pépinière, qui permettra de mieux accueillir les médecins juniors. Dans la réforme des études de médecine, il y a désormais une quatrième année d'internat, qui impose aux jeunes médecins de venir exercer leur activité sur les territoires. On a observé que quand on accueillait bien les gens, ils aimaient rester au Havre. On l'a vu avec les dentistes. »

La sécurité. « Nous allons poursuivre le plan de déploiement de la vidéoprotection. L'objectif est de passer de 600 caméras à 1000. Nous créerons également un nouveau centre de supervision urbaine. Aujourd'hui, le CSU est exclusivement opéré par la mairie, ne disposant que des images municipales. Il sera proposé à la police nationale, à LIA, et à toutes les autorités publiques de s'associer à ce centre afin de mutualiser nos moyens. De façon là aussi à avoir une coordination, une rapidité d'intervention bien supérieure à ce qui existe encore aujourd'hui.

Nous allons continuer à augmenter les effectifs de la police municipale. Enfin, on va installer un deuxième hôtel de police municipale, en ville haute, où il nous semble qu'il y a besoin d'une présence accrue et d'une plus grande réactivité. »

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[« Retraitable », Mgr Jean-Luc Brunin n'est pourtant « pas fatigué par le diocèse du Havre »](#)



Municipales 2026. Au Havre, Edouard Philippe "pleinement candidat" pour "continuer à transformer la ville"

Célia Caradec

4-5 minutes

"Le Havre !". Sur l'affiche de campagne, [le point d'exclamation de 2014 et 2020 est toujours là](#), le bateau-feu en arrière-plan aussi. Mercredi 28 janvier, Edouard Philippe lance officiellement la troisième campagne municipale sur son nom, "la cinquième" de sa vie politique corrige-t-il, lui qui est entré au conseil municipal en 2001. "Il faut y voir une forme de continuité, d'enracinement au Havre, d'envie de continuer à transformer cette ville" poursuit le maire sortant, âgé de 55 ans, [par ailleurs président du mouvement Horizons](#).



Comme un air de déjà vu : le décor, la typographie et le nom de la liste seront les mêmes qu'en 2014 et 2020. - Célia Caradec

Transformer le centre ancien

Parmi les priorités d'Edouard Philippe, qui seront dévoilées précisément le mercredi 4 février, "l'éducation, la santé, la sécurité et le développement durable, c'est-à-dire l'adaptation de la ville aux transformations climatiques". La transformation urbaine, aussi. [Après le quartier Danton](#), dont le visage s'est transformé ces dix

dernières années, "on aura une intervention très lourde dans le centre ancien est, c'est-à-dire la partie de la ville qui va du cours de la République jusqu'au square Massillon".

Edouard Philippe



0:00 / 0:44



Le secteur des Magasins Généraux va lui aussi être transformé, même si la plupart des voies appartiennent à des copropriétés. "Notre objectif, c'est de conserver les bâtiments en briques, mais de construire un énorme parc et des logements, au sud, de façon à [poursuivre la dynamique des Docks](#) et permettre à un grand nombre de Havrais de bénéficier des services que l'on trouve dans le centre-ville ou pas très loin".

D'une campagne à l'autre

Edouard Philippe sera "pleinement candidat aux élections municipales"... Malgré des ambitions nationales, puisqu'il est aussi [candidat à la prochaine élection présidentielle, programmée en 2027](#). "J'ai dit les choses clairement : je suis maire du Havre, je veux continuer à l'être. Depuis 2020, j'ai refusé toutes les propositions qui m'étaient faites à Paris pour de nouvelles fonctions politiques, parce que je voulais continuer à m'occuper de la ville." Comment, dès lors, mener de front un mandat de maire et une campagne pour l'Elysée, s'il est réélu ? Pour répondre à cette question - et aux attaques de ses adversaires sur ce point - le maire convoque son mentor, Antoine Rufenacht, son prédécesseur à la mairie. "Après sa réélection en 2001, il est devenu directeur de campagne de Jacques Chirac en 2002. Pendant quelques mois, il a passé la main à sa première adjointe, Agathe Cahierre, qui a mis en place le programme sur lequel Antoine Rufenacht avait été élu."

Et s'il gagne en 2027 ?

Et en cas de victoire en 2027 ? "Soit je gagne, et j'ai du mal à penser que ce serait une mauvaise nouvelle pour Le Havre, soit je perds et je serai maire du Havre", tranche Edouard Philippe, citant l'exemple de la création d'Haropa, quand il était à Matignon : "Sur ce dossier, cela a un peu aidé".

Edouard Philippe



0:00 / 0:43



Quant à savoir qui pourrait le remplacer... Le maire candidat ne dit rien d'un éventuel dauphin, se contentant de rappeler que lui-même ne fut jamais le premier adjoint d'Antoine Rufenacht, à qui il a

succédé en 2010 dans le fauteuil de maire. "*Il y aura sur la liste, [en plus de Jean Baptiste Gastinne](#) (actuel premier adjoint qui fut maire de 2019 à 2020, N.D.L.R), d'autres personnes qui sont extrêmement compétentes. Et c'est cette équipe qui compte.*" La liste Le Havre !, en partie renouvelée, sera présentée mercredi 11 février.

Municipales 2026 : Édouard Philippe ne veut pas "choisir entre Le Havre et la France" - ICI

Marianne Naquet , Sixtine Lys

5-7 minutes

Edouard Philippe lors du lancement de sa campagne pour les municipales ce mercredi soir au Havre. © AFP - Lou BENOIST

Diffusé le jeudi 29 janvier 2026 à 7:44

Publié le jeudi 29 janvier 2026 à 7:44

"Je n'ai jamais compris ceux qui pensent qu'on doit choisir entre Le Havre et la France", a dénoncé ce jeudi sur ICI Normandie Édouard Philippe. Le maire sortant du Havre a lancé sa campagne pour les municipales dans sa ville ce mercredi soir, il est aussi candidat pour la présidentielle de 2027.

"Je n'ai jamais compris ceux qui pensent qu'on doit choisir entre Le Havre et la France", a martellé Édouard Philippe ce jeudi sur ICI Normandie. Le maire sortant Horizons du Havre et ancien Premier ministre brigue un troisième mandat aux élections municipales des 15 et 22 mars. [Il a officiellement lancé sa campagne ce mercredi soir au Havre](#). Mais il est aussi candidat à la présidentielle de 2027, [il l'avait annoncé dès septembre 2024](#).

"Je suis élu au Havre depuis 25 ans, c'est ma ville, je l'aime", a poursuivi Édouard Philippe, affirmant également aimer la France. "J'aime les deux, et ce sera toujours le cas. Vous pensez que c'est un problème d'être élu local et d'avoir des fonctions nationales ?", a-t-il demandé, avant de couper court. "Ce qui m'intéresse, ce n'est pas de répondre aux questions de politique nationale, c'est de parler de ce que je propose au Havre."

"Je suis là pour parler de la transformation que nous avons engagée au Havre, ce qui a permis de changer la ville", a-t-il affirmé, évoquant sa "politique culturelle ambitieuse", l'amélioration du fonctionnement de l'hôpital, la construction d'un nouveau tramway, sa politique portuaire. "Je veux que la ville continue sa transformation."

Sur le volet de la santé, Édouard Philippe se fixe pour objectif "d'aider les médecins en contribuant au financement d'assistants

médicaux, que les médecins emploient pour consacrer plus de temps à leurs patients et moins de temps à l'administratif". "On proposera également des pépinières pour attirer les médecins. On a réussi à gagner la bataille de l'attractivité à l'hôpital, avec l'universitarisation. Il y a plus de médecins et d'internes qu'il n'y en a jamais eu au Havre. On doit réussir avec la médecine libérale."

Concernant ses adversaires, Édouard Philippe botte en touche. "Il y a des gens qui se présentent contre moi et dont le principal argument c'est de battre Édouard Philippe." Le programme complet du maire sortant sera dévoilé le 4 février, et son équipe le 11 février.

Les autres candidats au Havre

- [Jean-Paul Lecoq](#) - Front populaire Havrais
- Franck Keller - liste UDR et RN
- Sophie Zarifian - Le Havre en Débat
- Le Havre est à vous - liste citoyenne
- Charlotte Boulogne - LFI
- Magali Cauchois - Lutte Ouvrière
- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- ICI
- [Élections municipales](#)
- [Politique](#)
- [Mairie – Municipalité](#)
- [Édouard Philippe](#)

Les élections municipales chez vous



VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies
Mesure d'audience et web analyse.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur

Municipales 2026. Le Havre, passage obligé d'Édouard Philippe avant la conquête de l'Élysée

Ouest-France

9–11 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Après avoir été maire du Havre pendant huit ans, Édouard Philippe sollicite un nouveau mandat. Une étape indispensable pour le candidat à la présidentielle, qui a placé les maires au cœur de son parti, Horizons.

Les élections municipales (15-22 mars) se suivent et ne se ressemblent pas au Havre. Quoique. En 2020, c'est en tant que Premier ministre qu'Édouard Philippe avait candidaté à sa réélection après avoir été élu dès le premier tour en 2014, quatre ans après avoir été installé dans le fauteuil de maire par son mentor, Antoine Rufenacht.

> À LIRE AUSSI : [Baromètre politique. « Ils ont perdu leur capacité de peser » : Les Républicains dans une mauvaise passe](#)

Après la crise des gilets jaunes, l'ex-chef du gouvernement d'Emmanuel Macron était embarqué dans la réforme des retraites pour laquelle il venait de déclencher l'article 49.3. Une imposante présence policière entourait la salle François I^{er} pour son lancement de campagne, encerclée par des centaines d'opposants à la réforme.

La crise du Covid éclatant au moment du premier tour, le second fut reporté de trois mois. Entre-temps, Édouard Philippe vit sa popularité augmenter en flèche pour sa gestion de la crise sanitaire. Réélu maire du Havre, il fut remercié de Matignon et remplacé par Jean Castex.

Six ans plus tard, c'est en tant que candidat déclaré à l'élection présidentielle que le maire retourne devant ses administrés.

Les premières élections municipales d'Horizons

Une étape obligée pour cet élu local qui a placé les maires au cœur

de son parti, Horizons, fondé en 2021. Une épreuve qui ne supporte pas le faux pas en vue de l'Élysée. ««Si j'échouais à convaincre les Havrais [...] je ne serais pas dans une bonne position pour essayer de convaincre les Français» », a-t-il récemment déclaré sur LCI.

««Il est absolument indispensable qu'il soit réélu au Havre» », prévient une figure d'Horizons. ««S'il perd, c'est terminé» », confirme un autre.

Poussé, même par Antoine Rufenacht, à se présenter à la mairie de Paris lorsqu'il était Premier ministre, Édouard Philippe ne s'est jamais détourné du Havre, ville où son grand-père était docker encarté à la CGT.

L'énarque et Conseiller d'État siège au Conseil municipal depuis 2001. Il devint peu de temps après le premier directeur général de l'UMP (devenue depuis Les Républicains) dans la foulée de la réélection de Jacques Chirac, dont Antoine Rufenacht dirigea la campagne. L'UMP eut pour premier patron son autre mentor en politique, Alain Juppé, qui songea un temps à Édouard Philippe pour la mairie de Bordeaux.

> À LIRE AUSSI : [« Je travaillais pour Marine Le Pen, pas pour un parti », dit l'ancienne attachée parlementaire de la présidente du RN](#)

Mais Le Havre est ««la ville où mon père est enterré, le père de mon père, le père du père de mon père» », la seule ««où je peux envisager de me présenter au suffrage universel» », expliquait-il déjà en 2020.

Cette année, Édouard Philippe affrontera à nouveau le communiste Jean-Paul Lecoq, pour qui il a voté face au RN aux législatives après la dissolution. Dans cette ville longtemps détenue par le PCF, M. Lecoq mène une liste de gauche unie hors LFI.

L'UDR d'Éric Ciotti et le RN seront représentés par Franck Keller, conseiller municipal à Neuilly-sur-Seine. Ces municipales, ««c'est peut-être le même fleuve, mais ce n'est pas la même histoire» », glisse-t-on dans le camp philippiste, «confiant» » mais ««absolument concentré» » dans cette course particulière à la réélection.

Au-delà du Havre, Horizons aborde une étape importante de sa jeune existence avec ces premières élections municipales. Son vice-président Christian Estrosi sollicite une délicate réélection à Nice face à Éric Ciotti. Son secrétaire général Christophe Béchu sollicite un nouveau mandat à Angers.

À Paris, le candidat Horizons, Pierre-Yves Bournazel, a reçu le soutien de Renaissance, au grand dam de Rachida Dati.

Municipales 2026. Édouard Philippe repart à la conquête du Havre, entre continuité et enjeux nationaux

6–7 minutes

Ce mercredi 28 janvier 2026, l'actuel maire du Havre et candidat à sa réélection Édouard Philippe, lance officiellement sa campagne pour les élections municipales 2026

Sur le même thème

[Édouard Philippe](#)

[Municipales 2026](#)

[Santé](#)



Édouard Philippe se lance officiellement sa campagne pour les élections municipales 2026 au Havre. (©EA/76actu)

Par [Eloïse Aubé](#) Publié le 28 janv. 2026 à 19h26

Si [sa candidature](#) était annoncée de longue date, **Édouard Philippe**, actuel maire du [Havre](#) et président du parti Horizons, a lancé officiellement, ce mercredi 28 janvier 2026, sa **campagne pour les élections municipales 2026**.

Depuis son QG fraîchement rénové boulevard de Strasbourg où trônent des tracts et des affiches, l'édile (re) part donc à la conquête de la commune, pour la troisième fois à la tête de la mairie.

Quelle sera sa ligne ? La continuité... mais pas trop.

Cette ville se transforme. Il faut continuer à la rendre plus dynamique, plus attractive, plus agréable pour faire en sorte que on puisse y vivre mieux (...) On ne sollicite pas le mandat de ses concitoyens pour continuer à faire ce qu'on a déjà fait. Mais comme je suis cohérent, je vais beaucoup m'appuyer sur ce qui a été fait pour accélérer dans un certain nombre de domaines.

Des axes majeurs

Si le programme officiel du candidat ne sera présenté que le 4 février, quatre grands axes sont d'ores et déjà actés :

l'éducation, la sécurité, le développement durable et la santé.

Ce dernier sujet est d'ailleurs une préoccupation majeure des habitants qui gardent sans doute en tête la [fermeture brutale du centre de santé Sagéo](#). Que penser alors de la création d'une maison de santé municipale ?

Pour lui, c'est une « fausse bonne idée car le problème n'est pas de savoir qui est l'employeur des médecins, mais de savoir comment les faire venir [...] je préfère utiliser d'autres instruments comme par exemple les doter d'assistants médicaux pour leur permettre de consacrer plus de temps à la consultation avec les malades ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Ajoutés à ces quatre thématiques, la transformation urbaine avec, pêle-mêle, la rénovation du centre ancien allant cours de la République au Square Massillon, les Magasins Généraux.. mais aussi la politique culturelle – [taclée d'élitiste](#).

Horizon 2026... et objectif 2027 ?

En septembre 2024, Édouard Philippe avait annoncé sa **candidature à l'élection présidentielle**, laissant ainsi la porte ouverte aux interrogations et aux tacles des adversaires : quel avenir pour la cité Océane s'il doit mener campagne ? Son ambition est-elle davantage portée sur l'Élysée plutôt que sur la mairie Havraise ?

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

À ces questions, le candidat argue qu'il veut « continuer d'être maire du Havre » et qu'il a d'ailleurs « refusé toutes les propositions qui lui ont été faites depuis 2020 » [comprenez sur le plan national, NDLR]. Et de contourner les questions :

Il y a d'autres gens qui sont à la fois des élus locaux investis et ont une vie politique nationale (...) En 2001, Antoine Rufenacht avait été élu et en 2002, il était le directeur de campagne de Jacques

Chirac. Il a donc été absent pendant quelques mois et il a passé la main à son adjointe Agathe Cahierre. Moi, je suis dans une situation qui n'est pas très différente

Doit-on comprendre que son premier adjoint le remplacerait ? Et qui serait-il ? Un sourire... mais pas de réponse. Simplement une date de présentation de sa liste, le 11 février, avec des compagnons de route de longue date semble-t-il mais aussi des nouveaux visages.

[Les dates des élections municipales sont tombées : elles auront lieu les 15 et 22 mars 2026](#)

Les dates des deux tours des élections municipales ont été annoncées ce mercredi 27 août par le gouvernement en conseil des ministres.

En 2020, Édouard Philippe avait [remporté le second tour](#) des élections municipales avec un score de 58,8 %. Son rival Jean-Paul Lecoq échouait avec 41,1 %. Quid de 2026 ?

Pour rappel, voici les autres candidatures déclarées pour les élections municipales 2026 au Havre :

[Municipales au Havre : Jean-Paul Lecoq sera bel et bien le candidat de la Gauche réunifiée](#)

Le député de gauche, élu de l'opposition havraise, déclare officiellement sa candidature à la Mairie du Havre : Jean-Paul Lecoq est désigné tête de liste du Front populaire havrais

[Municipales 2026 au Havre. Magali Cauchois et Jean-Paul Macé candidats pour Lutte Ouvrière](#)

Magali Cauchois et Jean-Paul Macé seront les têtes de liste pour Lutte Ouvrière aux élections municipales au Havre en mars 2026. Objectif : faire entendre la voix des travailleurs.

[Municipales au Havre. Sécurité, propreté, emploi, stationnement... Franck Keller est à la tête de liste UDR-RN](#)

Au Havre, Franck Keller sera en tête de la liste soutenue par l'Union des Droites pour la République et le Rassemblement national aux élections municipales 2026. Présentation.

[Municipales au Havre : Sophie Zarifian sera la tête de la liste Le Havre en Débat](#)

La liste citoyenne Le Havre en Débat sera emmenée, sans surprise, par celle qui a créé ce mouvement citoyen au Havre il y a un an, via des vidéos sur les réseaux : Sophie Zarifian.

[Élections municipales 2026 au Havre : qui est Charlotte Boulogne, la candidate LFI ?](#)

La section locale de la France Insoumise a investi Charlotte Boulogne, 28 ans, Havraise engagée, pour mener la liste insoumise aux élections municipales de mars 2026. Rencontre.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en

Municipales 2026 : au Havre, l'ancien Premier ministre, Édouard Philippe, lance officiellement son autre campagne

Elodie DARDENNE

7-9 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Déjà candidat à l'élection présidentielle, l'ancien Premier ministre Édouard Philippe (Horizons) est aussi désormais officiellement candidat à sa réélection dans sa ville du Havre, en Seine-Maritime. Il l'a annoncé lors d'une conférence de presse suivie d'un meeting, mercredi 28 janvier 2026.



Édouard Philippe est candidat à un 3e mandat de maire, au Havre (Seine-Maritime). | NATALIE DESSE, OUEST-FRANCE

Modifié le 28/01/2026 à 20h46 Publié le 28/01/2026 à 19h44

Il avait annoncé sa double candidature [à l'élection présidentielle](#) et aux élections municipales dès septembre 2024. Cette fois, ça y est, Édouard Philippe, l'ex-Premier ministre et maire sortant (Horizons) du Havre, est officiellement candidat à sa réélection dans la plus grande ville de Normandie.

Lire aussi : [Municipales 2026 : au Havre, le communiste Jean-Paul Lecoq mène l'union de gauche face au maire sortant Édouard Philippe](#)

Édouard Philippe, 55 ans, a lancé sa campagne avec une première

réunion publique, mercredi 28 janvier 2026. Dans la salle symbolique François-1^{er}, lieu traditionnel des lancements des campagnes municipales depuis Antoine Rufenacht en 1995, archi comble, il a annoncé briguer un troisième mandat de maire.



Après une conférence de presse, Édouard Philippe a lancé sa candidature aux municipales de 2026 au Havre avec un meeting. | NATALIE DESSE, OUEST-FRANCE

« **Il faut y voir une forme de continuité, d'enracinement au Havre, l'envie de continuer à transformer cette ville, la rendre encore plus dynamique, plus attractive** » a-t-il expliqué plus tôt lors d'un point presse.

« **Concentré et enthousiaste** »

Une candidature risquée ? « **En 2014, beaucoup de gens disaient que j'allais perdre. En 2020, beaucoup de gens disaient que c'était très risqué et c'était très tendu.** » Alors Édouard Philippe assure aborder la campagne « **concentré et enthousiaste** ».

Il faudra attendre le 4 février pour connaître le programme d'[Édouard Philippe](#) qui a occupé la fonction de maire de 2010 à 2017, puis depuis 2020, après son passage à Matignon. Le 11 février, il dévoilera sa liste : « **Il faut du rythme dans une campagne !** »

Face à lui, à nouveau, Jean-Paul Lecoq, candidat de la liste de l'union de la gauche (hors LFI), conseiller municipal d'opposition et député communiste. Face à lui aussi, l'UDR d'Éric Ciotti et le Rassemblement national, représentés par Franck Keller, conseiller municipal à Neuilly-sur-Seine.

Il brigue un 3^e mandat

Édouard Philippe avait été élu dès le premier tour en 2014 (avec 52,04 % des voix) avant, appelé à Matignon en 2017, de céder le fauteuil de maire à son premier adjoint. Il ne l'a été qu'au second tour en 2020 (58,83 %) face à une gauche morcelée. L'ancien Premier ministre n'a pas manqué de rappeler que le mandat de maire est « **le plus extraordinaire, pour son hyper proximité et parce qu'il demande une stratégie sur le long terme** ».

Municipales. L'ancienne rectrice de Normandie se rêve maire du 7^e arrondissement à Paris

Jean-Christophe Lalay

~3 minutes

Le 26 mars 2025, [Christine Gavini finissait son quinquennat à la tête de l'académie de Normandie](#). Elle avait notamment œuvré à la fusion des deux rectorats de Caen et Rouen. Elle occupe désormais un poste d'administratrice de l'État au sein de l'Éducation nationale. La sociologue réapparaît à l'occasion des élections municipales à Paris. [Elle est aux côtés de Pierre-Yves Bournazel, candidat Horizons, le parti d'Edouard Philippe](#), maire du Havre et ancien Premier ministre. Une liste soutenue aussi par Renaissance, le parti présidé par un autre ancien Premier ministre, Gabriel Attal.

Une habituée des cabinets ministériels

Pour ce scrutin, Christine Gavini n'a pas choisi l'arrondissement le plus désagréable de la capitale. Tour Eiffel, hôtel Matignon, Assemblée nationale... Le 7^e est l'un des plus prestigieux de Paris. Elle veut devenir maire d'arrondissement. La politique, Christine Gavini en connaît les codes. Au début des années 2000, elle fut conseillère au cabinet du Premier ministre de Jean-Pierre Raffarin. Avant d'être conseillère auprès des ministres Jean-Louis Borloo, à l'Emploi et Alain Juppé, à la Défense. [Un parcours politique dont elle ne se vantait du temps de sa vie de rectrice](#). Aujourd'hui, elle ne peut plus se cacher.

Bacqueville-en-Caux. Stéphane Masse sera tête de liste

Annie-Claude Bruneval

2-3 minutes

Cette annonce ne surprendra probablement pas grand monde. Stéphane Masse se présentera aux élections municipales, en mars, avec une liste complète de 21 candidats. L'ancien premier adjoint d'Etienne Delarue indique clairement ses motivations. *"Mon objectif était lors du dernier mandat d'Etienne Delarue d'être son successeur. C'est pour cela que je me situe bien dans sa continuité"*, explique-t-il.

L'agriculteur de 62 ans est arrivé à Bacqueville en 1990 et il est élu au conseil municipal depuis 1995 sans discontinuer. Il est également délégué de la commune à la communauté de communes Terroir de Caux depuis 2001.

Sa liste se compose de 21 personnes dont deux sont issues de l'actuel conseil, Mickaël Fontaine et lui-même. Une ancienne conseillère est venue les rejoindre ainsi que 18 nouveaux candidats de tous âges. *"Nous ne ferons pas de réunion publique, mais nous ferons du porte-à-porte pour remettre notre profession de foi"*, annonce Stéphane Masse.

Des projets pour toutes les familles

S'il est élu, le candidat compte poursuivre les projets qui touchent à la réhabilitation de la mairie et à l'aménagement du centre bourg. Mais son intérêt se porte aussi sur les familles. *"Nous voudrions créer un vrai jardin d'enfants pour les parents et les nounous. Il n'y a pas assez de structures pour les adolescents : nous souhaitons mettre un local fermé à leur disposition avec des parents qui les encadreraient. Il faut aussi redynamiser le club des anciens"*, annonce-t-il. Soutenir les associations bacquevillaises lui semble un impératif. Enfin, Stéphane Masse voudrait que la commune acquière un terrain de 2 hectares près de l'actuelle zone industrielle pour la mettre à la disposition d'artisans qui veulent s'installer.

Municipales 2026 à Hautot-sur-Mer : l'adjointe Laurence Artaud se porte candidate

4–6 minutes

Adjointe depuis 12 ans à Hautot-sur-Mer (Seine-Maritime), la toute jeune retraitée Laurence Artaud candidate pour les municipales de 2026. Elle souhaite être proche des habitants.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

Article réservé aux abonnés



Récemment retraitée, Laurence Artaud souhaite s'investir pour sa commune en devenant maire d'Hautot-sur-Mer (Seine-Maritime).

©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 28 janv. 2026 à 18h03

« J'attendais de voir ce qu'allait faire M. Brument. Cela fait 21 mois que je suis à la retraite. Soit je faisais autre chose, soit je décidais de monter **une liste**. C'est maintenant ou jamais pour candidater », lance fièrement Laurence Artaud. À 63 ans, cette habitante d'[Hautot-sur-Mer \(Seine-Maritime\)](#) souhaite prendre la place de **Jean-Jacques Brument** qui, après 40 ans à la tête de la commune, a décidé de passer la main. Les collectivités, Laurence Artaud les connaît bien. Elle est adjointe dans la commune depuis deux mandats et elle a travaillé comme directrice générale des

services pour la communauté de communes de Petit-Caux. C'est pour elle quelque chose de passionnant.

Proximité et bien vivre ensemble

Depuis quelques semaines, elle a rassemblé plusieurs personnes pour constituer sa liste « Nouvel horizon ». Avec elle, huit actuels membres du conseil municipal et « dix nouveaux qui sont chauds bouillants », sourit-elle.

La candidate a rassemblé autant d'actifs que de retraités, répartis dans différents secteurs de la commune. En quelques semaines, elle est fière du lien qui s'est créé entre eux.

Ce lien, elle aimerait aussi le tisser avec les habitants. La liste s'oriente autour de trois grands axes : le cadre de vie, la proximité et le bien vivre ensemble.

Pour le premier, Laurence Artaud a indiqué que la commune entre dans une période où les voiries vont devoir être refaites, tout comme certains bâtiments communaux.

Elle souhaite aussi sécuriser les déplacements avec des aménagements adaptés et des déplacements doux. Pour améliorer le cadre de vie, l'adjointe veut déployer la vidéoprotection dans certains points dits « sensibles » dans la commune.

L'élue compte affirmer son opposition au projet de reconnexion électrique entre la région de Dieppe et Portsmouth.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Pour le volet proximité, Laurence Artaud envisage des panneaux informatifs implantés dans différents endroits, afin d'informer la population. Elle aimerait aussi une sorte de permanence pour aider les personnes dans le besoin à effectuer des démarches administratives.

À Pourville, la candidate souhaite la création d'un marché estival hebdomadaire. Enfin, un travail a commencé à être mené autour d'une maison de santé.

« L'idée, c'est de monter ce projet avec les professionnels de santé qui sont volontaires, indique-t-elle. Ça ne peut se faire que s'il y a des subventions et que le projet est reconnu par l'Agence régionale de santé. »

Dans le cadre de situations exceptionnelles, l'adjointe aimerait que la commune dispose d'un logement d'urgence. Enfin, dans le souhait de transmettre et de penser à l'avenir, la création d'un conseil municipal des enfants est envisagée. « On est là pour

passer le témoin » dit la candidate.

Si les projets sont bien plus nombreux, Laurence Artaud précise toutefois qu'elle souhaite que la commune continue d'avoir une bonne gestion et une fiscalité maîtrisée.

Le programme de la candidate sera distribué sous format Falc, facile à lire et à comprendre. Cela s'adresse notamment aux personnes en situation de handicap mental ou aux personnes ayant des difficultés de compréhension. Deux réunions publiques sont organisées : le 6 mars dans la salle Saint-Fiacre à Petit-Appeville et le 13 mars dans la salle Boitout à Hautot-sur-Mer.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026. Des maires actuels déjà partis en campagne

Luc Gallais

2-3 minutes

Le voile se lève à l'approche des élections municipales. La période des vœux s'achève, certains maires attendaient ce rendez-vous pour se prononcer de manière officielle quand d'autres étaient déjà décidés.

Parmi les dix-sept communes de l'ancien canton de Saint-Romain-de-Colbosc, la grande majorité des maires actuels (13 sur 17), qui s'estiment pourtant [de plus en plus en première ligne](#), a fait le choix de se représenter. La tendance se confirme dans les plus grandes villes du secteur, à commencer par Saint-Romain-de-Colbosc avec Clotilde Eudier, et dans toutes celles dépassant les 1 000 habitants : Saint-Aubin-Routot avec Anthony Guérout, Saint-Laurent-de-Brèvedent avec Patrick Busson, La Cerlangue avec Lionel Dehon, La Remuée avec Nadège Courché, ou encore Etainhus (Rémi Malo) et Saint-Vigor-d'Ymonville (Sandrine Lemoine). *"Je vois plus de collègues maires qui arrêtent dans d'autres secteurs, notamment autour de Criquetot-l'Esneval ou à Caux Seine aggro. Certains ont de la lassitude, d'autres s'estiment isolés ou fatigués. Mais ce n'est pas trop le cas par ici"*, observe Sylvain Vasse, qui briguera, lui, un cinquième mandat sur la commune de Graimbouville.

Encore deux incertitudes

Dans deux communes, un nouveau maire sera forcément élu le 15 ou le 22 mars. Jocelyne Guyomar et [Monique Bertrand](#), respectivement première édile de Saint-Vincent-Cramesnil et des Trois-Pierres, ont décidé de ne pas se représenter. Reste encore plusieurs incertitudes, notamment à Epretot où André Chalard refuse de répondre à la presse, ne permettant pas de connaître ses intentions à moins de deux mois de l'échéance. Mais aussi à Oudalle, [où l'actuel maire, Jean-Michel Argentin, a fait part de son souhait de se retirer sans avoir la certitude, à cette heure, de la présence d'un candidat pour lui succéder.](#)

[Retrouvez sur ce lien la carte interactive Municipales 2026 en pays de Caux, concernant les maires qui se représentent ou non](#)

Municipales à Rouen : le Rassemblement National est-il soutenu par des membres des Républicains ?

6–7 minutes

À deux mois des municipales à Rouen, le ton monte à droite. Alors que Grégoire Houdan (RN) a affirmé être soutenu par Les Républicains, les représentants locaux du parti démentent.

Sur le même thème

[Les Républicains \(LR\)](#)

[Municipales 2026](#)

[Rassemblement National \(RN\)](#)

Article réservé aux abonnés



Grégoire Houdan, entouré de deux anciens adhérents Les Républicains, Marie Berrubé et Pierre-Antoine Sprimont. Mais alors, le Rassemblement National est-il soutenu par des militants LR pour les prochaines municipales ? (©Rouen Conquérante/ Affiche de campagne)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 28 janv. 2026 à 19h12

Ce n'est un secret pour personne. La campagne du [Rassemblement National](#) et de l'Union des Droites pour la République pour les **élections municipales de 2026 à Rouen** se fera avec d'anciens membres Les Républicains. En première ligne aux côtés de Grégoire Houdan : **Marie Berrubé**, devenue

responsable UDR de la Seine-Maritime et **Pierre-Antoine Sprimont**. Mais une récente [publication du candidat](#) sur les réseaux sociaux laisse entendre qu'il serait soutenu par d'autres membres des Républicains. Ce que les représentants du parti localement se sont **empressés de nier** dans un communiqué.

Les Républicains démentent tout soutien au Rassemblement National

Dans ce document publié sur les réseaux sociaux, Les Républicains de Seine-Maritime entendent exercer « leur droit de réponse et **démentent formellement** les propos tenus par Grégoire Houdan ». D'après eux, le candidat du Rassemblement National affirme bénéficier du soutien de plusieurs élus Républicains, or ce ne serait pas le cas.

(Son acolyte, Pierre-Antoine Sprimont, se présente comme membre des Républicains, ce qui est totalement faux.

À leurs yeux, le conseiller municipal d'opposition ne peut pas « se réclamer des Républicains, n'étant plus adhérent au parti depuis 2023 ». Concernant Marie Berrubé, ils assurent qu'elle a été **exclue du mouvement** « il y a plusieurs mois à la suite de son adhésion à l'UDR ».

Avec ce communiqué, les Républicains entendent réaffirmer « leur soutien plein et entier à Marine Caron », [la candidate de la droite et du centre](#) soutenue également par les partis Horizons et Renaissance.

« Nous avons le soutien de nombreux militants »

Mais les deux intéressés cités par ce communiqué ne l'entendent pas de cette oreille. Contactés par *76actu*, Marie Berrubé et Pierre-Antoine Sprimont l'assurent : « Nous avons le soutien de **nombreux militants LR** et surtout le vote des sympathisants LR. » Marie Berrubé explique d'ailleurs que le communiqué de presse des LR locaux est « mensonger » en ce qui la concerne.

(Je n'ai pas été exclue pour mon ralliement à Éric Ciotti. Je n'étais plus à jour de cotisation depuis bien longtemps parce que j'ai été écœurée des compromissions de ceux-ci avec les partis de la majorité présidentielle.

Pierre-Antoine Sprimont ajoute que « beaucoup d'anciens adhérents des Républicains participent à [leur] projet. Les alliances à Rouen avec le parti de Macron, ainsi que les renoncements lors des votes locaux, ont fait partir la grande majorité des militants ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'incrimer](#)

Marie Berrubé estime que cette frange des Républicains rouennais a eu « la clairvoyance de quitter ce mouvement moribond devenu **la béquille de Macron** ».

Une position qui détonne avec celle que les deux élus avaient adoptée en 2020. À l'époque, lors du second tour des élections municipales, la tête de liste de la droite Jean-François Bures avait [fusionné sa liste](#) avec celle de Marine Caron. Pierre-Antoine Sprimont et Marie Berrubé y figuraient.

« Je reste fidèle à mes convictions »

Mais la différence aujourd'hui se trouve vraisemblablement du côté des soutiens de Marine Caron. Selon Marie Berrubé, la tête de liste propose « un rassemblement du centre gauche à la droite sans conviction en passant par le ventre mou centriste ». Impossible pour elle de se retrouver dans cette liste d'union.

Certains changent d'idées pour rester fidèles à leur parti. D'autres changent de parti pour rester fidèles à leurs idées. Moi, je reste fidèle à mes convictions.

Parmi les anciens ou actuels adhérents des Républicains qui soutiendraient la liste de Grégoire Houdan, Pierre-Antoine Sprimont cite en exemple l'ancien délégué « Les Républicains » de la 3^e circonscription (Rouen Rive Gauche). Concernant les autres, **pas de noms pour le moment**. « Vous les retrouverez sur la liste Rouen Conquérante », promet le conseiller municipal d'opposition.

Une « suite logique » pour les deux conseillers municipaux

Pour les deux colistiers de Grégoire Houdan, ce ralliement est en tout cas **une « suite logique »**. Marie Berrubé se dit convaincue « que l'union des droites est le seul chemin possible pour nos familles politiques ».

Pierre-Antoine Sprimont, conseiller municipal expérimenté, veut « faire de Rouen la ville la plus sûre de France ». Et depuis six ans, avec Grégoire Houdan — lui-même ancien cadre des Républicains —, « nous œuvrons à rassembler les sympathisants de droite, quelles que soient leurs étiquettes politiques, afin de répondre aux attentes des Rouennais », affirme-t-il.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« J'aime mon village » : le maire Nicolas Octau brigue un troisième mandat à Fresquiennes

Paris Normandie

5-6 minutes

Maire de Fresquiennes depuis 2014, Nicolas Octau (sans étiquette) est candidat à sa propre succession pour rendre son village plus attractif.



Négociateur immobilier, Nicolas Octau est maire de Fresquiennes depuis douze ans - Photo Paris Normandie



Publié: 28 Janvier 2026 à 15h07 Temps de lecture: 1 min
Après 12 années de mandature, le maire sortant Nicolas Octau souhaite poursuivre son engagement pour Fresquiennes et ses 100 habitants. Ce négociateur immobilier, âgé de 47 ans, vient d'annoncer sa candidature aux élections municipales de mars prochain.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Faire avancer Fresquiennes »

« Pour ce prochain mandat, explique Nicolas Octau, notre liste sera composée de 15 titulaires et 2 remplaçants : seuls deux conseillers hommes arrêtent, nous les avons donc remplacés par deux autres hommes. Comme la loi nous y autorise à présent, nous élargirons notre liste à deux remplaçants (un homme et une femme). 13 candidats ont donc déjà au moins un mandat à leur actif, d'autres un peu plus, ce sera donc une liste avec de l'expérience et une très bonne connaissance des affaires communales. »

C'est une « liste sans étiquette, précise le candidat. Je n'accepte aucune étiquette ni pour moi ni pour mes colistiers dont je ne connais pas, pour la plupart, l'orientation politique. Offrir aux habitants un cadre de vie harmonieux, vivant et attractif sera l'objectif de ce prochain mandat. »

Sa motivation : « c'est avant tout parce que j'aime mon village. C'est ce qui me donne l'envie tous les jours de faire avancer Fresquiennes. Préserver notre identité rurale tout en améliorant les services et l'environnement. Je veux que les habitants soient fiers de leur village et heureux d'y vivre. »

Une réserve foncière et peut-être une crèche

Côté projets, si la rénovation de la salle des fêtes est déjà sur les rails, avec une isolation qui devrait diviser par deux ou trois la facture de chauffage, des études ont été lancées *« pour la réalisation d'une sente piétonne d'un kilomètre entre le centre bourg et le hameau de la cour souveraine. Un projet d'extension sur l'école et la cantine devrait nous permettre de consolider notre école qui accueille cinq classes pour 130 élèves. »*

Mais le projet de constitution d'une réserve foncière de 4 000m² en face du parking de l'école, en plein centre-bourg, pour accueillir de nouveaux bâtiments est majeur. *« Nous avons déjà pris contact avec la CAF de Seine-Maritime pour évoquer l'opportunité de la création d'une crèche pour accueillir les enfants de 0 à 3 ans. Ce projet viendrait compléter l'offre que nous proposons aux familles avec l'école, la garderie et le centre de loisirs. »*

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[« Quand je me regarde, je ne vois plus qu'un billet de banque » : les ados étaient logées par leur souteneur](#)

[« Un boum dans le ciel », c'était quoi ce grand bruit entendu à Rouen dans l'après-midi ?](#)

[Municipales 2026. À Bihorel, le maire sortant Pascal Houbbron ne sera finalement pas tête de liste](#)

Municipales 2026. À Bihorel, le maire sortant Pascal Houbron ne sera finalement pas tête de liste

Jérémy Chatet

5–6 minutes

Alors qu'il avait annoncé son désir de se représenter, Pascal Houbron a annoncé qu'il ne sera pas tête de liste, laissant la place à Johana Diabeto Johnson.



Publié: 28 Janvier 2026 à 19h04 Temps de lecture: 2 min

C'est un rebondissement de plus dans la vie politique de Bihorel. Le maire Pascal Houbron a annoncé, via un communiqué, qu'il ne se représenterait pas en tête de liste, lors des élections municipales de mars prochain. Pascal Houbron sera deuxième sur la liste « Bien, Ensemble à Bihorel », derrière Johana Diabeto Johnson 33 ans, présentée comme « *une enfant de Bihorel* », par le maire sortant.

Lâché par sa majorité

Affaibli par une aphasie (un trouble neurologique qui affecte la parole) qui l'avait tenu éloigné de son fauteuil de maire tout le deuxième semestre 2024, Pascal Houbron avait, à son retour lors de la [cérémonie des vœux 2025](#) annoncé qu'il ne se représenterait pas aux prochaines municipales, tout en adoubant sa première adjointe Nathalie Lecordier.

Mais cinq mois plus tard, il faisait [marche arrière](#). Se sentant trahi par sa majorité municipale, Pascal Houbron évoquait la possibilité d'une nouvelle candidature. Une prise de position qui a conduit à l'éclatement de sa majorité, basculant dans l'opposition. Le maire s'est retrouvé plus [isolé que jamais](#), lors du dernier conseil municipal en octobre dernier. Sept de ses huit adjoints avaient alors acté leur démission et Pascal Houbron s'était vu retirer une grande partie de ses délégations de maire.

« Aux jeunes de penser à l'avenir de la commune »

« La fin d'année a été très compliquée, confie à Paris Normandie, Pascal Houbron. J'ai aussi mes proches qui ont peur de la situation. Dans ce combat politique, il est plus difficile de mettre ma carapace. » Voulant « se protéger », Pascal Houbron a choisi de se mettre en retrait. « La mission est accomplie. Ce sont peut-être aux jeunes de penser à l'avenir de la commune. » Un retrait toutefois relatif car le maire sortant figurera en deuxième position d'une liste « renouvelée avec une moyenne d'âge autour de 35 ans ».

« Je me mets en deux sur la liste car ce sont des jeunes qui n'ont aucune expérience, il faut les aider à monter un budget par exemple. Et les projets que j'ai en tête, je pourrai les mener en tant que premier adjoint. » Par ailleurs, Pascal Houbron confirme qu'il vise la présidence de la Métropole de Rouen.

Deux autres candidatures sont déclarées à Bihorel. Celle de Nathalie Lecordier, avec la liste Bihorel en commun, et celle de [Baptiste Boulland](#), élu d'opposition qui mène une liste réunifiée à gauche.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[« Quand je me regarde, je ne vois plus qu'un billet de banque » : les ados étaient logées chez leur proxénète](#)

[« Un boum dans le ciel », c'était quoi ce grand bruit entendu à Rouen dans l'après-midi ?](#)

[Tempête Goretti : la route entre Houppeville et Mont-Saint-Aignan rouvre enfin !](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Bihorel \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



Municipales 2026. Au Petit-Quevilly, la maire sortante Charlotte Goujon (PS) à nouveau candidate

Cécile Frangne

5–6 minutes

Maire du Petit-Quevilly depuis 2020, Charlotte Goujon briguera un second mandat lors des élections municipales de mars 2026 à la tête d'une liste de rassemblement à gauche.



Publié: 28 Janvier 2026 à 20h02 Temps de lecture: 2 min

Elle défendra son bilan lors des prochaines élections municipales de mars 2026 : à la tête d'une coalition PS-Verts-communistes depuis 2020, la maire sortante du [Petit-Quevilly](#), Charlotte Goujon, mènera la liste « Ensemble et solidaire pour demain » composée des mêmes forces politiques, auxquelles s'ajouteront cette fois-ci des représentants de Place Publique et de la Gauche républicaine et socialiste (GRS).

Une liste renouvelée « à près de 50 % », qui verra notamment le départ de Martial Obin et Muriel Toscani, respectivement 1er et 2e adjoints de la mandature actuelle.

Rénovation énergétique

« *Satisfaite* » du bilan de sa majorité, l'élue de 43 ans promet de poursuivre les chantiers engagés lors de son premier mandat de maire : la fin de la réhabilitation du quartier de la Piscine – dont les derniers travaux de voirie doivent s'achever en 2028 – ou encore la création d'une « *coulée verte* » dans le quartier de la mairie via la plantation d'une « *forêt urbaine* » près de la passerelle enjambant la Sud III.

La liste de gauche s'engage à procéder « *en priorité* » à des travaux de rénovation énergétique dans plusieurs écoles de la ville via la passation d'un marché global de performance énergétique. Elle fournira également des kits de fournitures scolaires chaque

année pour les élèves de la commune et veut mettre en place une aide aux devoirs au sein des garderies scolaires. En matière culturelle, elle envisage la création d'une microfolie au sein de l'école de musique de la commune. *« Il s'agit d'un musée numérique qui permet de consulter des œuvres de grands musées en version numérique »*, détaille la candidate.

Vidéoverbalisation

Parmi les projets structurants du mandat à venir, outre la création d'une épicerie solidaire rue Jean-Jaurès et d'une nouvelle maison de santé dans le quartier de la Piscine, l'équipe municipale sortante souhaite aussi s'atteler à la rénovation du complexe sportif Gambade dans le parc des Chartreux, *« dont les installations, anciennes, ne répondent plus aux enjeux actuels »*. *« L'idée serait de créer une salle spécifique pour la gymnastique et d'y installer un mur d'escalade pouvant servir aux scolaires »*, poursuit Charlotte Goujon.

Sur le volet sécurité, la candidate PS promet par ailleurs de continuer à développer le réseau de caméras de surveillance de la ville et de se doter d'un centre de supervision urbaine (CSU) permettant la mise en place de la *« vidéoverbalisation »* grâce à l'embauche de trois agents de police assermentés.

Contact : petitquevilly2026@gmail.com

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[« Quand je me regarde, je ne vois plus qu'un billet de banque » : les ados étaient logées chez leur proxénète](#)

[« Un boum dans le ciel », c'était quoi ce grand bruit entendu à Rouen dans l'après-midi ?](#)

[Municipales 2026. À Bihorel, le maire sortant Pascal Houbron ne sera finalement pas tête de liste](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Le Petit-Quevilly \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



« Pavilly en commun » : la liste d'Agnès Largillet à l'assaut de la mairie

Benoît MARIN-CURTOUD

6-7 minutes

Suspense à Pavilly où l'ancienne colistière du maire sortant, qui brigue un nouveau mandat, a choisi de monter une liste constituée « d'experts » pour les municipales de mars 2026.



« Pavilly en commun » se présente au suffrage des Pavillais en mars face au maire actuel François Tierce. La tête de liste est Agnès Largillet (en rose). - Photo Paris Normandie



Publié: 28 Janvier 2026 à 06h37 Temps de lecture: 1 min
Davantage solidaire, plus à l'écoute, moins orientée sur des investissements « tape-à-l'œil », constituée « d'experts » : l'ambition de la liste « Pavilly en commun » menée par la conseillère départementale Agnès Largillet est de ravir la mairie à l'élu actuel, François Tierce.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Depuis quelques semaines la liste fait campagne, se retrouve au marché du jeudi et détaille son projet aux habitants. « *Nous sommes une liste apolitique* », souligne Agnès Largillet. « *Il est essentiel de retrouver une certaine stabilité tant dans la gestion de la mairie que dans celle de ses finances* », explique la cheffe de file

par ailleurs directrice de structure d'insertion par l'activité économique.

Agora : « les Pavillais paient et n'y ont pas forcément accès »

Instabilité ? La liste détaille que sur une centaine d'agents municipaux, 28 sont partis en cours de mandat, principalement en raison « *des conditions de travail* ». Instabilité financière ? « *Il faut arrêter les emprunts. Les encours sont passés de 2M€ à 6M€; un autre emprunt de 4M€ est prévu pour financer le plateau sportif de la Viardière. On est proches de la limite des quinze ans (seuil scruté par les préfectures pour jauger de la solvabilité d'une ville, NDLR) si la capacité d'autofinancement était seule mise à contribution pour rembourser* ».

Au cœur des critiques, l'Agora, ce cabinet médical XXL qui réunit généralistes, spécialistes et professions paramédicales. « *Le médical, c'est un sujet, mais aujourd'hui il y a huit généralistes à l'Agora. La plupart sont venus avec leur patientèle, et il est presque impossible pour les Pavillais sans médecin traitant d'y décrocher un rendez-vous. L'Agora, c'est une très bonne chose, mais ce sont les Pavillais qui paient – et les recettes générées par les loyers ne couvrent pas les dépenses – et ils n'y ont pas forcément accès* ».

Un parking pour la gare

Face à ces investissements majeurs, Pavilly en commun voudra « *travailler des projets plus modestes mais chacun au bénéfice de toute la population* », comme la création d'un parking à la gare. « *Il faut arrêter l'hémorragie (financière, NDLR) et proposer des projets plus réalistes* ».

Autre axe : l'écoute, la co-construction et la transparence avec les Pavillais. C'est par l'exemple de la « Fabrique associative » où, avec un montant global de subventions égal, l'ambition est de créer un programme culturel et sportif cohérent, où une meilleure visibilité à chaque structure sera assurée par le site internet de la mairie.

Transition écologique, experts et candidat surprise

Autre volet : la transition écologique, qu'Agnès Largillet a estimée malmenée par le mandat de François Tierce. Des panneaux solaires sur les équipements municipaux, des éclairages publics moins gourmands, des récupérateurs d'eau, le développement de pistes cyclables en cohérence avec le schéma de la com'com. Les idées ne manquent pas.

« *Chacun de mes adjoints potentiels est un expert dans son domaine, qu'il s'agisse de travaux publics, de sport, de sécurité, de*

Municipales 2026 à Étainhus : Damien Giraud propose un nouvel élan pour la commune en 2026

Laure Ferrari

4-6 minutes

Habitant d'Étainhus depuis 2011, Damien Giraud conduira une liste aux municipales des 15 et 22 mars 2026. Disponibilité, communication, dynamisme comptent parmi les thèmes principaux développés par son équipe qui prône « l'humain au centre de tout ».



Damien Giraud est candidat à Étainhus. - Collection personnelle



Publié: 28 Janvier 2026 à 19h17 Temps de lecture: 1 min

Habitant d'Étainhus depuis 2011, Damien Giraud conduira une liste aux municipales des 15 et 22 mars 2026. Disponibilité, communication, dynamisme comptent parmi les thèmes principaux développés par son équipe qui prône « *l'humain au centre de tout* ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

À 41 ans, ce responsable technique d'une société d'aménagement,

pacsé et père de deux filles de 9 et 12 ans, n'est pas tout à fait novice en politique. Conseiller municipal entre 2014 et 2020, lors du [dernier mandat de Didier Sanson](#), Damien Giraud explique « *s'être familiarisé avec le fonctionnement municipal et avoir appréhendé les tâches et responsabilités d'un maire* ».

« De multiples compétences complémentaires »

Durant les six années suivantes, Damien Giraud a pris le temps de s'occuper de sa famille mais, aujourd'hui, il confie se sentir prêt et avoir trouvé l'équipe pour donner « un nouvel élan à Étainhus », comme le résume le nom de la liste, sans étiquette, qu'il conduit. Les femmes et les hommes qui l'entourent, âgés de 24 à 64 ans, possèdent « *de multiples compétences complémentaires* . »

« *Le choix de monter une liste pour les prochaines élections municipales est venu naturellement, compte tenu de ma volonté de redynamiser notre village* », raconte Damien Giraud. « *Étainhus est un village où il fait bon vivre, proche de multiples commodités et facile d'accès, tous les arguments d'une commune qui a besoin d'un nouveau souffle afin de ne pas finir en village dortoir.* »

Gestion rigoureuse

Le candidat insiste sur l'envie de réunir toutes les générations autour de projets pour lesquels il compte écouter les Stainhusiens : « *Nous souhaitons nous associer à l'ensemble des acteurs locaux, renforcer les liens et la communication auprès de chaque habitant. D'ores et déjà, nous avons engagé un travail sérieux sur les projets que nous vous présenterons prochainement, avec une ligne directrice : une gestion rigoureuse et maîtrisée du budget communal, tout en investissant pour l'avenir et le bien-être de tous.* »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[« Retraitable », Mgr Jean-Luc Brunin n'est pourtant « pas fatigué par le diocèse du Havre »](#)

[Football – HAC. « À tous les matches, j'avais la boule au ventre », avoue Mory Diaw](#)

[Le Havre. Une pièce de théâtre questionne le recours à l'intelligence artificielle face à la mort](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Étainhus \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

« Retraitable », Mgr Jean-Luc Brunin n'est pourtant « pas fatigué par le diocèse du Havre »

Nicolas Le Jean

6-7 minutes

Mgr Jean-Luc Brunin, évêque du Havre, vient d'avoir 75 ans : un âge limite pour sa fonction. Il a donc remis sa démission au pape Léon XIV, courant janvier 2026. État d'esprit, regard sur son ministère et sur la ville, projets... Le prélat se confie à « Paris Normandie ».



Atteint par la limite d'âge de 75 ans pour son ministère, Mgr Jean-Luc Brunin a remis sa démission au pape Léon XIV. - Boris Maslard/Paris Normandie



Publié: 29 Janvier 2026 à 06h57 Temps de lecture: 2 min

Je suis retraitable », sourit Mgr Jean-Luc Brunin, lorsqu'il nous reçoit dans la Maison diocésaine, mercredi 28 janvier 2026.

L'évêque du Havre a en effet eu 75 ans le 14 janvier 2026, une limite d'âge pour son ministère. Conformément au droit canonique, il a donc présenté sa démission par lettre au pape Léon XIV, dès le 12 janvier. « *Je ne suis pas propriétaire de ma mission* », souligne l'homme d'Église, à la tête du diocèse depuis 2011.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La lettre a été transmise au nonce apostolique (ambassadeur du Saint-Siège) pour être acheminée à Rome par la valise diplomatique. Une procédure de nomination du successeur de Mgr Brunin est donc ouverte, et elle peut prendre « *plusieurs mois* », informe le prélat : « *Diverses consultations avec des évêques de la province, des prêtres du diocèse, des laïcs, doivent définir le profil de l'évêque dont le diocèse a besoin* ». L'évêque du Havre ne sera donc réellement retraité que « *lorsque le pape acceptera [sa] démission* ».

En attendant, il reste pleinement mobilisé, affirmant vivre cette période « *sereinement* ». « *Je ne suis pas fatigué par le diocèse du Havre, il s'y vit des belles choses. C'est un beau diocèse, avec beaucoup de dynamisme* », illustre Mgr Brunin. Et il ne vivra pas son départ en retraite comme un déchirement, mais plutôt comme un passage de témoin naturel après 26 ans d'épiscopat⁽¹⁾. Retraité, il deviendra par ailleurs évêque émérite : il n'aura plus la charge de gouverner, mais restera « *évêque avec [son] cœur*. »

« Marcher ensemble, discerner ensemble »

Si l'heure n'est pas encore au bilan, le prélat tire une satisfaction majeure de son ministère au Havre : avoir vu les chrétiens du diocèse grandir dans la conscience que « *l'Église, c'étaient eux* ». Il a impulsé une dynamique où l'« *on marche ensemble, on discerne ensemble* », refusant que les fidèles vivent leur rapport à l'Église « *comme les clients d'un supermarché qui appartiendraient à l'évêque et à ses prêtres* », pose-t-il, citant un théologien allemand.

Illustration de cette démarche, la mise en place d'un synode des jeunes en 2012-2013. Elle a abouti à la création d'un conseil diocésain des jeunes, toujours actif. À l'inverse, sa « *souffrance lancinante* » réside dans la faiblesse des vocations sacerdotales. Mgr Brunin observe que si les jeunes s'engagent volontiers dans des projets, l'idée d'un « *engagement définitif* » leur fait souvent peur.

« Le Havre est une ville passionnante. »

Comment l'évêque, natif de Roubaix (Nord), a-t-il vécu son rapport à la ville du Havre, qu'il ne connaissait pas ? Il la décrit comme une cité « *passionnante* », où il a été « *bien accueilli par les gens du diocèse* ». L'homme d'Église a été marqué par la vitalité de la vie associative et le respect mutuel entre responsables politiques qui, malgré leurs différences, « *ont tous le sens du bien commun* ».

Évêque émérite, Mgr Brunin retournera dans son diocèse d'origine (Lille) et résidera à Roubaix. Il envisage d'y « *accompagner des équipes et des personnes* », poursuivre ses travaux de théologien, et se remettre au service des habitants, notamment des jeunes en

difficulté. Son aspiration sera alors de « *continuer à travailler sur le terrain avec les chrétiens pour revenir à l'Évangile et rendre fécond le moment de l'histoire que l'on vit ensemble* ».

(1) Avant d'être évêque du Havre en 2011, Mgr Brunin a été celui d'Ajaccio (2004-2011). De 2000 à 2004, il a été concomitamment évêque auxiliaire de Lille et évêque titulaire d'Usinaza (Algérie).

Lire aussi

[Football – HAC. « À tous les matches, j'avais la boule au ventre », avoue Mory Diaw](#)

[Le Havre. Une pièce de théâtre questionne le recours à l'intelligence artificielle face à la mort](#)

[Édouard Philippe en campagne, Mory Diaw, menaces de mort contre un élu... Le point actu](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[« Retraitable », Mgr Jean-Luc Brunin n'est pourtant « pas fatigué par le diocèse du Havre »](#)



“Être transformé en opérateurs de l’État” : au sein des collectivités, la baisse de l’autonomie financière alimente les craintes

Par *Philippine Ramognino*

9–12 minutes

Considéré comme adopté par l’Assemblée nationale, le budget pour 2026 passe mal du côté des intercommunalités. Celles qui se voient mobilisées à hauteur de 50 % de l’effort budgétaire demandé aux collectivités locales alors qu’elles représentent 20 % de leur volume financier se sont réunies ce mardi 27 janvier, à l’occasion des vœux d’Intercommunalités de France. L’association en a profité pour organiser une matinée consacrée au thème “Finances locales : dépasser les contraintes, ouvrir les possibles”.

Ces “*contraintes*” n’ont pas manqué d’occuper la grande majorité des débats. Car au-delà du budget alloué aux collectivités, élus locaux et experts ont largement disserté sur un enjeu brûlant : l’autonomie financière et locale de ces dernières.

Si le sujet ne date pas d’hier, il revient au centre des attentes des élus locaux en cette période de crise des finances publiques. Crise qui vient télescoper la volonté affichée de l’exécutif d’engager un nouvel acte de décentralisation. “*Malheureusement, toute l’histoire de nos finances locales de ces dernières décennies a été de supprimer des morceaux d’impôts locaux et de les remplacer par des dotations*”, a rappelé Gilles Carrez, président du conseil national d’évaluation des normes. Une évolution qui se ressent d’autant plus durement lorsque le contexte budgétaire est contraint et que les besoins de financement augmentent pour permettre aux territoires de mener à bien les politiques publiques qui leur sont dévolues.

Mutation des recettes à la dotation

En effet, aujourd’hui, la majorité des marges de manœuvre financières des collectivités locales repose sur les dotations que l’État leur accorde chaque année au travers de la loi de finances. “*Sans remonter jusqu’aux années 1960, la réforme de la taxe professionnelle a modifié le panier de recettes des collectivités,*

avant la suppression de la taxe d'habitation et encore plus récemment celle de la CVAE, qui sont venues considérablement diminuer la fiscalité accordée aux collectivités”, a résumé Isabelle Briquet, sénatrice socialiste de la Haute-Vienne.

Or, remplacer la fiscalité par la dotation revient à laisser libre cours à l'État de faire évoluer les ressources à la main des collectivités, et donc leur autonomie financière. Si la réforme constitutionnelle de 2003 était censée la protéger, de l'aveu du conseiller maître à la Cour des comptes Jean-Pierre Viola, l'autonomie financière a davantage une valeur juridique qu'opérationnelle. *“C'est à vrai dire une notion, il faut le reconnaître, vide de substance, a-t-il notamment expliqué. L'autonomie financière en termes d'emploi des ressources a davantage de sens, puisque les collectivités ont de ce côté une plus grande marge de décision.”*

Mais pour la sénatrice Isabelle Briquet, cette absence de protection concernant l'autonomie financière en termes de ressources fait que *“loi de finances après loi de finances”, les collectivités seraient devenues “une variable d'ajustement budgétaires plutôt que les partenaires institutionnels qu'elles devraient être”.*

Manque de lisibilité

Ces mutations dans la manière d'allouer les ressources aux collectivités posent également un problème de lisibilité pour les premiers concernés : les élus locaux. Boris Ravignon, vice-président “Finances” d'Intercommunalités de France, s'est notamment montré favorable à apporter davantage de clarté lors des procédures budgétaires. *“On est ici entre spécialistes des finances publiques locales, mais demandez à n'importe quel maire de notre pays de se plonger dans le projet de loi de finances pour essayer d'y comprendre ce que l'État a l'intention de consacrer aux collectivités l'année à venir : c'est juste impossible”, a résumé le président d'Ardenne Métropole.*

Lire aussi : [“Millefeuille administratif” : ce que le gouvernement demande à Boris Ravignon](#)

Il en veut pour exemple le dispositif emblématique des collectivités locales : la dotation globale de fonctionnement. Malgré son intitulé, elle ne figure pas dans la partie “dépenses” du PLF mais dans la première partie, étant considérée comme un prélèvement sur recettes. *“Nous avons très honnêtement un problème de représentation”, a soutenu Boris Ravignon. Pour le maire de Charleville-Mézières, le débat et les moyens consacrés aux collectivités mériteraient de faire l'objet d'une disposition législative à part entière, “pour qu'on ait le regroupement de l'ensemble des mesures qui touchent les collectivités sur une année”. Et ce, sans compter ses revendications pour passer à un cadre pluriannuel,*

une volonté partagée par plusieurs élus locaux lors de cette journée.

Une trop grande dépendance à Bercy

Au-delà de la procédure et des moyens au sens strict, la remise en question revêt nécessairement une dimension politique.

Ancien ministre et président de la communauté urbaine de Dunkerque, Patrice Vergriete n'y est pas allé de main morte pour partager ce qu'il pense de la manière dont sont aujourd'hui décidées les ressources à allouer aux collectivités. *"Le mot autonomie n'a même plus de sens"*, a-t-il tancé, ciblant une *"administration bercyenne"* qui prendrait en *"otage"* les collectivités.

"Bercy impose une approche et des critères comptables purs, totalement déconnectés de la réalité de terrain", a poursuivi Patrice Vergriete, qui accuse les ministères économiques et financiers de ne pas prendre en compte les besoins différenciés des territoires dans les lignes de dotations. L'ancien ministre plaide également pour redonner une autonomie fiscale aux collectivités, prenant pour exemple le versement mobilité. *"Je discute moi-même avec mes entreprises. Si elles sont prêtes à mettre un peu plus d'argent pour avoir du transport collectif, où est le problème au niveau de l'État ?"*, interroge-t-il.

Un projet politique contraire à la décentralisation ?

Pour Boris Ravignon, la réduction de l'autonomie fiscale *"n'est pas arrivée par hasard"*. L'auteur du rapport sur le coût du millefeuille administratif considère qu'elle procède d'un projet politique contraire à la décentralisation, qui serait *"presque arrivé au bout pour les départements et les régions, et que l'étape d'après est effectivement le bloc communal"*. Et ce projet, selon l'analyse de Boris Ravignon, ne reviendrait à rien de moins qu'à *"transformer les collectivités en opérateurs de l'État"*.

"Il y a, me semble-t-il, aujourd'hui ce projet politique, qui vient d'assez loin, je ne sais pas si c'est l'État profond mais ça y ressemble en tout cas", a partagé Boris Ravignon. *Je pense que la fiscalité est un moyen de nous réduire à ce statut d'opérateur, qui est pour moi inenvisageable"*. Selon cette logique, à l'image des opérateurs qui bénéficient de dotations budgétaires et à qui l'État fixe des objectifs, les assemblées élues feraient office des conseils d'administrations, tels qu'ils existent pour les opérateurs.

Une perspective qui ne susciterait sans surprise pas l'enthousiasme des élus locaux. *"L'utilité de servir presque de paratonnerre, qui au contact des citoyens prend la foudre quand ça ne fonctionne pas mais n'a plus la main ni sur le projet politique qu'il peut porter, ni sur une partie des ressources, ni même sur la*

capacité à lever des ressources supplémentaires, ce projet politique n'est à mon sens pas celui de la décentralisation ", a résumé Boris Ravignon. Un constat partagé par la sénatrice Isabelle Briquet. "Les collectivités sont transformées en opérateurs : une politique nationale est décidée, elle va se faire via les collectivités mais sans leur donner l'autonomie réelle pour le faire", a-t-elle abondé.

Restaurer le lien contributif

Les élus locaux intervenants ont donc été unanimes : au-delà des dotations, ils souhaitent retrouver de l'autonomie. *"Derrière tous ces chiffres et toutes ces relations financières, il y a les prémisses, ou en tout cas les conditions, de l'organisation territoriale et de l'organisation des pouvoirs locaux et nationaux", a résumé Sandra Le Nouvel, présidente de la communauté de communes Kreiz Breizh. Mais aussi, pour certains, un enjeu d'autonomie fiscale. "La décentralisation oui, à condition qu'on nous redonne la taxe qui va avec", a de son côté observé Patrice Vergriete, qui a rappelé avoir proposé de renvoyer le logement au niveau de l'intercommunalité lorsqu'il était ministre, une compétence qui aurait été associée à une taxe pouvant être levée par elles.*

La question de l'autonomie fiscale revêt enfin un enjeu moins évident, mais important : celui du lien contributif avec les citoyens. *"La question de la rupture du lien contributif dans certaines communes de grande taille pour une majorité d'habitants* soulève très certainement un problème d'ordre civique, éthique, qui devra à un moment donné être traité", a notamment pointé le conseiller maître à la Cour des comptes Jean-Pierre Viola. Un constat qui impliquerait nécessairement des choix dans les nouveaux dispositifs à adopter, entre ceux ayant pour objectif de renflouer les caisses et ceux tenant davantage à la relation avec le contribuable. La sénatrice Isabelle Briquet partage cette difficulté de restaurer le lien fiscal, qui mènerait à "un choix à faire entre le rendement et le lien". Mais encore faudrait-il que des politiques osent mettre sur le tapis la création ou la renaissance de certains impôts, ce qui ne risque pas d'arriver de sitôt.*

**Dans la grande majorité des communes de France, les habitants sont propriétaires de leur logement, et paient donc une taxe foncière. Mais dans les agglomérations comme Rennes, Nantes ou Lille, environ les 2/3 des habitants sont locataires de leur logement.*

Dans les collectivités, des contractuels toujours plus nombreux et un turnover en hausse

Paul Idczak

3-4 minutes

Comment la part des recrutements de contractuels a-t-elle évolué dans la fonction publique territoriale et que deviennent-ils à l'issue de leur contrat ? C'est l'interrogation à laquelle a voulu répondre l'observatoire Adelyce dans une étude chiffrée, dont les conclusions ont été dévoilées en ce mois de janvier. Ses experts se sont ainsi penchés sur la population de recrues issues du privé dans les collectivités depuis 2015, afin d'en tirer un constat principal : le recours aux contractuels a augmenté dans l'ensemble des filières et catégories d'agents, *“avec des effets particulièrement marqués dans les filières administrative et technique, qui concentrent à elles seules près de 70 % des équivalents temps plein”*.

Dans ces deux filières, la part des titulaires dans le recrutement, qui se situait autour de 60 % il y a une décennie, est désormais inférieure à 40 %, et représente même à peine plus d'un tiers pour les métiers techniques. Un recours accru aux contractuels qui se remarque également pour des secteurs qui en possédaient déjà une large majorité en 2015, comme la filière sociale, où leur part est passée de 75 à 90 % sur la période étudiée par Adelyce.

Plus globalement, les recrues contractuelles sont en forte augmentation dans les catégories A, B et C, leur proportion se situant entre 60 et 70 % des nouveaux arrivants dans la territoriale en 2025. Pour Sigrid Berger, ancienne administratrice territoriale aujourd'hui à la tête du cabinet Profil Public et interrogée dans le cadre de l'étude, ces données montrent que *“même si la règle est “à compétences égales, je recrute un titulaire plutôt qu'un contractuel”, dans les faits, l'opportunité se présente rarement, notamment sur des profils d'experts numériques, de la data ou de spécialistes de la communication, qui n'existent pas forcément dans le vivier actuel des fonctionnaires”*.

Deux tiers des contractuels ont changé d'employeur depuis 5 ans

Les travaux de l'Observatoire se sont également intéressés au parcours professionnel des contractuels présents depuis 2015 dans les collectivités. Il en ressort ainsi que plus de la moitié (58 %) des contractuels présents en 2021 ont, depuis, quitté leur employeur. Un chiffre en hausse, notamment pour les catégories A et B, où *“la mobilité est plus fréquente”*, explique l'étude, notamment du fait *“des opportunités créées par les départs en retraite et les tensions observées sur le marché du travail”*. Une situation qui devrait perdurer dans les prochaines années puisque, précise l'étude, 91 % des départs à la retraite d'ici à 2035 concerneront des titulaires. Des facteurs qui *“accentuent la transformation du modèle historique de la fonction publique et soulèvent la question de la continuité de service”*, notent les auteurs de l'étude.

Pour leur part, les taux de titularisation ont connu une évolution significative, à la baisse, pour les contractuels de catégorie B (13 % en 2025 contre 21 % en 2021), le maintien en contrat ayant été privilégié par les employeurs publics territoriaux. Cette proportion a en revanche légèrement augmenté en catégorie C, grâce, entre autres, à *“l'accès direct, sans concours, au statut”*, souligne l'étude.

Outils numériques : la proactivité de l'État agace le privé

Par Victoria Beurnez

5-6 minutes

“Ce n'est pas parce qu'on embauche trois développeurs qu'on peut prétendre à la création d'une suite bureautique concurrente à celle de Microsoft”. Le ton est monté, lundi 26 janvier, lors de la table ronde sur la question de la souveraineté numérique, organisée à Bercy par la ministre du numérique, Anne Le Hénanff. Cette conclusion, lancée par Michel Paulin, président du comité stratégique de filière Logiciels et solutions numériques de confiance, illustre une partie des échanges qui ont eu lieu à cette occasion.

La table ronde, où était invitée la directrice interministérielle du numérique, Stéphanie Schaer, et qui avait pour thème “Souveraineté numérique : quelle stratégie nationale et européenne ?”, a été le théâtre de réflexions sur la part de la commande publique dans ce secteur, le rôle des entreprises mais aussi des décideurs publics. Elle accueillait également les représentants de plusieurs organismes et associations de l'écosystème français numérique.

Mais, dans le sillage de la généralisation à tous les agents publics de l'outil de visioconférence Visio, produit par la Dinum, l'initiative a été de nouveau pointée du doigt. Dans le cas de Visio, si des briques spécifiques, telles que les sous-titrages ou la transcription, sont effectivement issues d'entreprises françaises, le projet initial provient directement des cartons de la direction, et plus précisément de ses start-up d'État, ce qui lui est précisément reproché.

Une position de concurrent

“Lorsque l'État choisit lui-même de développer ses solutions, on se prive de solutions privées qui, une fois qu'elles ont passé des contrats avec des acteurs publics et privés, peuvent grandir et croître à l'international. Mais si, au lieu de cela, les administrations se développent comme des concurrents au privé, comment va-t-on faire ?” a interrogé, à l'intention de Stéphanie Schaer, un

représentant d'entreprise française. *“Si un pourcentage de la commande publique, qui serait un accélérateur pour les entreprises, est capté par l'État et ses start-up internes, nous créons plus de handicaps que d'opportunités”*, a regretté l'interlocuteur, arguant que la stratégie efficace serait, pour les administrations, de communiquer clairement leurs besoins aux sociétés, prêtes à proposer leurs technologies.

Si Stéphanie Schaer a assuré, comme l'a toujours fait la Dinum, qu'il s'agit moins d'une *“concurrence que de complémentarité et de partenariats”*, le débat n'est pas nouveau. Dès l'annonce, en 2024, de la création “maison” de LaSuite, la suite bureautique de la Dinum dont fait partie l'outil Visio, les acteurs du numérique français et du logiciel libre sont montés au créneau, accusant la DSI de l'État de réinventer la roue, alors que de nombreuses entreprises françaises sont capables de proposer des réponses adaptées aux besoins de l'administration. Et, alors que l'exécutif entend reprendre la main sur sa commande publique, faire la part belle aux TPE-PME et formaliser ses envies de souveraineté, les initiatives personnelles de la Dinum restent incomprises et taxées de concurrence.

Lire aussi : [Le projet de “Suite numérique” de l'État ne fait pas l'unanimité](#)

“Je pense qu'il y a besoin de redéfinir le rôle de chacun, car il y a eu des confusions, a tancé Michel Paulin. *“J'entends Stéphanie Schaer parler de partenariats, mais je crois que le vocable de biens numériques communs masque en réalité une concurrence dans laquelle l'État se substitue à un certain nombre d'acteurs.”*

Le président du CSF, dont le rôle est de valoriser la filière française en matière de logiciels et de solutions numériques, n'a pas masqué son agacement.

Chacun son rôle

“Je ne pense pas que cela soit le rôle de l'État, ni de la Dinum, de concevoir des solutions. Sur des sujets génériques, comme la visioconférence dont on parlait tout à l'heure, par exemple. Est-ce que l'État doit produire des voitures ? Non. En faisant cela, on fragilise l'écosystème, alors que des solutions performantes existent et sont prêtes à proposer leur offre aux administrations”, a-t-il ajouté. Michel Paulin a également invoqué l'exemple de la Suite territoriale, développée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires dans la même veine que LaSuite, se mettant en concurrence avec des acteurs proposant ces mêmes services, qu'ils soient ou non *open source*.

Lire aussi : [L'État déploie son outil de visioconférence souverain à l'ensemble de ses agents](#)

Le président du CSF appelle notamment de ses vœux une
“*clarification publique et formelle sur le rôle de chacun*”,
mentionnant les récents arbitrages émis par le gouvernement en
matière d’achats publics numériques, et qui doivent être formalisés
par le biais d’une circulaire à paraître.